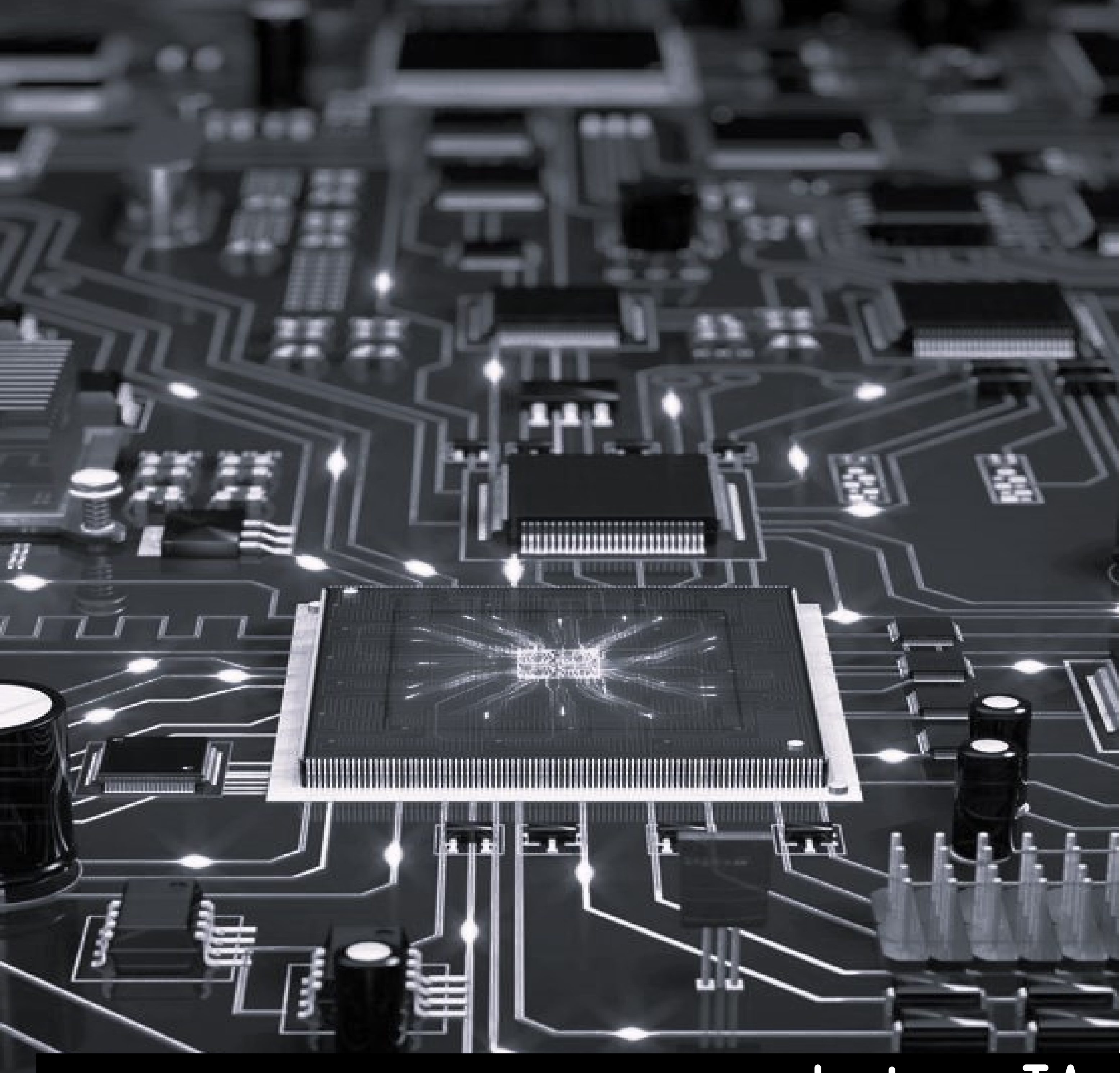
SUPERNOVA

revue communiste

N.7 2024



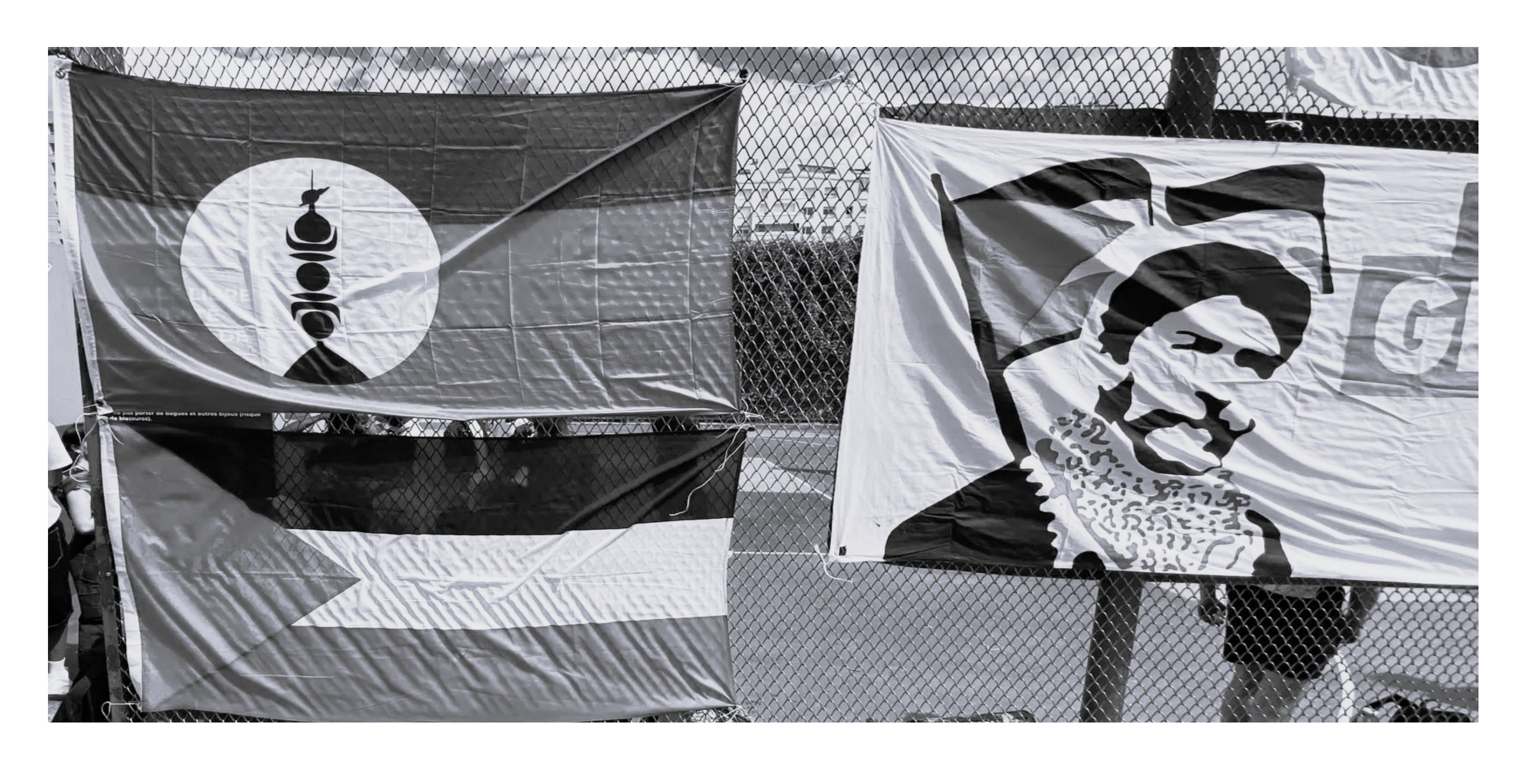
robots IA
classe ouvrière et science
précariat social
la crise de la "franc-afrique"

SUPERNOVA, revue communiste

"*rêver, mais sérieusement*" Lénine

Une revue capable de lier la nécessité du parti révolutionnaire à l'autonomie prolétarienne. Un outil d'enquête, de réflexion théoriques et d'organisation pour le camarades, basées sur le socialisme scientifique.

revuesupernova.blogspot.com
mail: supernovarevue@gmail.com
instagram: revue_supernova
facebook: supernova revue communiste
Local G. Kanafani 23 rue de crimeé 13003 Marseille



Révolutionnaires sans révolution ?

« *Le pouvoir d'État moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise* »

K.Marx F.Engels

Comment rester mentalement lucide et ne pas déprimer face au conformisme du présent ? Comment résister à la démocratie impérialiste et à sa capacité d'intégration ? Comment ne pas se laisser submerger par des choix émotionnels et contingents, face aux agendas politiques quotidiens ? La bourgeoisie monopoliste maintient fermement son pouvoir. La gestion de ce pouvoir prend de plus en plus une dimension « technique », où les paramètres économiques et les hiérarchies internationales doivent être rigoureusement et religieusement respectés...

Le poids de l'aristocratie ouvrière et de la classe moyenne affaiblit et à marginalise toutes les formes d'organisation et de lutte où apparaît l'autonomie prolétarienne (groupes organisés de travailleurs et de prolétaires en général que résistent et luttent pour leurs garanties économiques et leurs libertés politico-sociales). Nous sommes confrontés à une « gauche de l'OTAN » (libérale et soumise aux diktats de l'Atlantique) qui criminalise directement la lutte anti-impérialiste, en s'attaquant par exemple aux mouvements de soutien à la Palestine et à la résistance palestinienne.
Parallèlement, nous assistons à à un renforcement des mouvements réactionnaires de masse qui, bien qu'ils se développent pour l'instant dans la sphère parlementaire-démocratique, exercent une hégémonie de plus en plus forte sur divers secteurs populaires de la société. La gauche révolutionnaire en France est très marginalisée et s'enferme souvent dans son isolement.

La société est traversée actuellement par des mutations colossales et, si nous ne nous arrêtons pas aux apparences, nous pouvons discerner des contradictions et des tensions de plus en plus aigües.. Le développement du modèle industriel-urbain connaît par sa forme des modifications, et les travailleurs, les masses populaires sont soumis et sont confrontés à de nouvelles formes d'organisation du travail.

Nous assistons au processus d'autonomisation du capital, lié au mécanisme financier, qui est l'une des conditions préalables au mécanisme impérialiste international. Dans l'impérialisme, le capital financier (fictif) devient indépendant du capital producteur de marchandises, puis le subordonne. Le capital fictif croît plus vite que le capital réel (moyens de production, bâtiments, technologie, force de travail, produits et autres facteurs de l'économie réelle). Dans la société moderne, le capital fictif est tout aussi influent, voire plus influent (plus réel) que le capital réel : il dépasse et domine le capital réel (capital employé dans la production de marchandises). La spéculation financière, les bulles financières, le gonflement du capital financier et de ses opérations constituent une soupape de sécurité (temporaire, mais réelle) qui empêche la crise d'exploser dans l'économie réelle. Les capitalistes multiplient leur argent par l'argent, bien qu'en même temps les capitalistes continuent à voler le fruit du temps de travail des autres, à extorquer le surplus de travail. La quantité de richesse (au sens de biens et de services) produite dépend de moins en moins du temps de travail et de plus en plus de la technologie et de la science : pourtant, les capitalistes augmentent l'âge de la retraite, jettent des millions de jeunes au chômage et intensifient l'exploitation des travailleurs.

Et en effet, sans la production marchande, sans l'extorsion du surtravail, le capital financier n'existe pas. Le capital financier reste une superstructure du capital producteur de marchandises. Cela produit, au sein des métropoles impérialistes, des processus de prolétarisation qui érodent les classes ouvrières et moyennes. Les marges historiques entre le travail manuel et le travail intellectuel se réduisent, la même précarité touche des portions sociales différentes. Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de différences de classe au sein des masses populaires. Il serait stupide de dire qu'un jeune diplômé vit les mêmes contradictions qu'un jeune non scolarisé, tout comme il serait stupide de nier qu'il n'y a pas de problème « racial » et de genre au sein de la classe.

Il y a une partie des prolétaires sans reserve qui se concentrent dans les métropoles, qui vivent en direct les mécanismes de dé-intégration. Cette partie croît de manière exponentielle, mais reste pour le moment minoritaire dans les pays impérialistes.
Néanmoins, l'«autonomisation » du capital[1] submerge les principales composantes de la classe ouvrière.

La catégorie centrale pour décrire le présent reste celle de l'impérialisme qui, outre son corollaire de monopole et de concurrence, pousse à la guerre. Guerre qui, comme nous l'avons écrit à plusieurs reprises dans notre journal, se traduit par des fronts extérieurs et intérieurs :

[1] Dans le lexique bourgeois, l'autonomisation (contraction d'autonomie et d'automatisation) est un concept qui a vu le jour vers 1980, avec le développement d'un nouveau paradigme de production industrielle, la production allégée, introduite pour la première fois par l'usine automobile japonaise Toyota. Le terme original en japonais est jidoka. En effet, dans la nouvelle philosophie de la production automobile, les lots de production assument une grande autonomie dans la gestion de leurs activités, allant jusqu'à interrompre le flux de production pour corriger les défauts, et sont équipés de machines hautement spécialisées qui renforcent le concept d'automatisation. Il est significatif que l'un des principaux théoriciens de ce modèle, Onho, dans son article intitulé « L'esprit Toyota. Le modèle japonais de qualité totale. Et son prix » comme l'une des premières conditions de la destruction des syndicats et de l'autonomie des travailleurs. L'autonomisation est dialectiquement liée au mécanisme de la financiarisation impérialiste.

Fronts extérieurs : pour le contrôle des ressources ou simplement pour occuper un territoire aux dépens des autres. Aujourd'hui, les processus de crise en cours ébranlent les anciens équilibres impérialistes. Et ils rendent la compétition mondiale encore plus vive. L'impérialisme français est aujourd'hui en crise, subissant d'une part la concurrence interne des pays atlantiques, et d'autre part le débordement des mouvements anti-français en Afrique subsaharienne. Bien qu'affaibli, l'impérialisme français tente par tous les moyens de jouer un rôle sur la scène mondiale. Prenons par exemple le rôle de la France au Moyen-Orient : la bataille pour la déstabilisation et la balkanisation de la Syrie et du Liban et son soutien intransigeant à Israël. En Europe, les soutiens militaires du régime de Zelensky. Ou dans la défense de l'ancien régime colonial comme dans le cas de la Kanaky...

Front intérieur : dans une militarisation et une fascisation de la société[1] , qui ne rejette pas la « démocratie », car elle reste la meilleure enveloppe de l'impérialisme, mais qui réduit les marges de participation et fait de la « politique » une affaire technique. La guerre entre les pauvres est directement utilisée et encouragée par les classes dirigeantes. Dans certains cas, la police devient directement un corps militaire d'« occupation ». Sur le plan juridique le développement de procédures de jugement rapide, comme la comparution immédiate, l'augmentation de la détention provisoire l'allongement de la durée des peines, entraîne une augmentation des peines longues et courtes. Ces mêmes structures supranationales évoquent de plus en plus souvent des scénarios hypothétiques d'armées d'urgence pour réprimer les soulèvements et les rébellions, comme c'est le cas avec l'OTAN.

Telles sont les bases objectives aujourd'hui, et il serait stupide de ne pas saisir le potentiel des contradictions qui s'ouvrent dans la société. Nous devons poser concrètement le problème de la reconstruction-unité du mouvement communiste et de son organisation en France, dans son contexte métropolitain et impérialiste spécifique, traversée par des contradictions et des antagonismes. Pour cela, il faut comprendre qu'aujourd'hui, toutes les organisations et groupes de la gauche prolétarienne en France ne sont pas autosuffisants. Cette galaxie, malgré sa marginalisation, a sa propre "vivacité" politique et sociale. Elle élabore et expérimente diverses formes d'intervention politique, sociale et syndicale (Dans toutes les grandes zones urbaines, il existe des groupes). Elle tente de combiner l'intervention au sein du front interne avec le front externe, du soutien aux luttes ouvrières, à la participation directe aux syndicats et collectifs de lutte, au soutien aux luttes anti-impérialistes... ecc ...
Il existe également nombre de camarades qui ne sont pas directement « affiliés » aux groupes politiques de la gauche prolétarienne, mais qui sont politiquement actifs au sein des syndicats et des collectifs. Nous utilisons le terme de gauche prolétarienne pour souligner notre proximité avec les expériences de la gauche révolutionnaire du siècle dernier, sans pour autant réduire ce terme à un courant spécifique. Dans le passé, la gauche prolétarienne a été « beaucoup de choses » dans des contextes géographiques et sociaux différents, et nous savons que ce terme est certainement inadéquat aujourd'hui. Pour nous, l'espace de la gauche prolétarienne est composé de différents groupes et camarades, qui au-delà des différences se reconnaissent dans ces points simples et génériques:

1) le rejet de la logique de la politique bourgeoise (démocratie bourgeoise) et de son Etat.
2) le soutien à la résistance anti-impérialiste (un critère important pour nous est la Palestine). L'ennemi principal est l'impérialisme français.
3) la défense intransigeante des garanties ouvrières et le développement et l'organisation de l'autonomie prolétarienne.
4) la nécessité d'une organisation révolutionnaire (dans ses aspects politico-militaires).
5) le socialisme comme projet de construction sociale et politique

Le problème n'est pas d'additionner artificiellement des groupes ou des camarades, mais de développer des formes de travail en commun, sur des campagnes, des projets spécifiques, des recherches et des enquêtes, afin de réaliser concrètement une synthèse. Pour cela, il faut une maturité politique, de la part de tous les camarades, qui rejette le "racket" de la politique et les sirènes du réformisme-conformisme, et une dose d'humilité... «*Pourquoi vouloir dès maintenant nous montrer si intelligents quand nous pourrions tout juste être un petit peu moins bêtes ?* » B.Brecht

La bataille pour le mouvement communiste et révolutionnaire ne passe pas seulement par des lignes internes (camarades) mais doit nécessairement trouver un lien et une vérification dans le développement et l'organisation de l'autonomie prolétarienne. L'autonomie prolétarienne n'est pas un « être mythologique », mais concrètement la capacité des classes à développer des formes d'organisation et d'action indépendantes des patrons et de l'État. Construire et développer l'autonomie prolétarienne signifie concrètement accepter les contradictions que nous impose la phase sociale et politique que nous vivons, découvrir, inventer et expérimenter des formes d'action au sein des masses populaires.

En tant que camarades de Supernova, nous pensons que l'utilité de cette revue est directement liée à sa capacité à produire du lien et de la recherche entre différents camarades, collectifs et organisations. Nous mettons notre énergie et nos outils au service de l'ensemble de la gauche prolétarienne. Ce numéro 7 de la revue sort à un moment particulier, celui de la crise interne française avec l'avancée progressive de l'extrême droite et la normalisation « atlantiste » de tout l'arc parlementaire. Il peut donc sembler étrange que notre équipe éditoriale ait choisi la relation entre l'IA, l'automatisation et la loi de la valeur comme thème principal de ce numéro de la revue. Cependant, nous sommes convaincus qu'il est crucial, dans un monde caractérisé par une concurrence impérialiste globale de plus en plus forte, de ne pas avoir peur d'analyser et d'intervenir dans les nouvelles contradictions.



[1] Ce qui se traduit aussi par une répression toujours plus massive contre tous les sujets non conformes... des mouvements écologiques aux mouvements syndicaux et sociaux.

La classe ouvrière et la science

Le texte inédit que nous publions ici fut écrit en 1980 par Ludovico Geymonat (1908-1991), mathématicien et philosophe des sciences, militant marxiste-léniniste italien. L'une de ses œuvres les plus connues en France est: Galilée, Editions Seuil

1°

Avant d'élaborer et de présenter les grandes lignes de la conception de la science qui peut, à mon avis, être adoptée par la classe ouvrière aujourd'hui, il convient de commencer le propos par quelques fondamentaux concernant les deux grandes conceptions élaborées par la classe bourgeoise au cours des siècles passés et d'en analyser les différences. Il sera alors facile d'indiquer les raisons pour lesquelles la classe ouvrière ne peut admettre ni l'une ni l'autre de ces conceptions, et de faire émerger les nouvelles caractéristiques qu'elle sera amenée à attribuer à la science.

La première conception que nous souhaitons mentionner est celle des scientifiques et des philosophes des Lumières (reprise ensuite par une grande partie des positivistes du XIXe siècle), caractérisée par la foi qu'ils nourrissaient dans la valeur absolue des principes scientifiques : une valeur garantie, selon eux, par l'évidence des principes eux-mêmes ou par les processus inductifs découlant de l'expérience.
Pour eux, la science était alors considérée comme la connaissance absolue du monde dans sa globalité, elle devait donc avoir, au moins dans une certaine mesure, un caractère non sectoriel, et en effet, les recherches de plusieurs grands scientifiques du XVIIIe siècle s'étendaient d'un secteur du monde à l'autre, c'est-à-dire d'une discipline à l'autre, disciplines souvent assez éloignées les unes des autres (un exemple typique est Maupertuis, qui était à la fois mathématicien, astronome, physicien et même biologiste).

En ce qui concerne les relations entre la science et la société, il faut distinguer deux niveaux : le pratique et l'idéal. Au premier niveau, ces relations sont restées très ténues, car à côté des grands programmes baconiens (la nature ne peut être dominée que par ceux qui en connaissent les lois, c'est-à-dire uniquement par le savant), la science des Lumières n'avait que peu de liens avec la technologie de l'époque, de sorte qu'elle ne pouvait que très peu contribuer au développement des ressources pratiques de la société.
En revanche, il faut dire le contraire du niveau de l'idéal ; en effet, les succès de la science (l'astronomie, par exemple) ont apporté une contribution fondamentale au renouvellement de la conception de l'univers (abandon de l'image aristotélicienne du monde « fermé » et son remplacement par l'image newtonienne, abandon de la chronologie biblique en ce qui concerne l'âge de la terre, etc.), ainsi que la critique définitive de certaines visions superstitieuses transmises depuis des siècles, voire des millénaires (concernant, par exemple, l'apparition des comètes, considérées comme des signes prémonitoires de graves malheurs : guerres, pestes, tremblements de terre).
Ce n'est pas sans raison que la classe bourgeoise, qui se préparait à remplacer les anciennes classes dirigeantes (noblesse et clergé) à la tête de la société, aimait présenter ses conquêtes scientifiques comme ayant une valeur absolue, afin d'en faire un point de référence certain dans les batailles, et pas seulement idéales, qu'elle s'apprêtait à mener contre les structures politiques et sociales du passé.

2°

La deuxième grande conception de la science élaborée par la bourgeoisie remonte au 19e siècle et est due en grande partie au coup sévère que les développements de la science elle-même ont porté à la foi des Lumières en la valeur absolue des principes scientifiques.
D'une part, il suffit de rappeler l'importance, non seulement mathématique mais aussi philosophique, de la découverte de la géométrie non euclidienne (découverte qui a démontré l'impossibilité de considérer les axiomes d'Euclide comme évidents et immuables), et, d'autre part, l'importance non des moindres, de la découverte de sérieuses lacunes au sein du système newtonien (lacunes liées aux notions d'espace absolu, de temps absolu et du mouvement absolu, que Newton avait placées à la base de son célèbre ouvrage de 1687).
C'est précisément l'abandon de cette foi dans l'absolu des principes scientifiques qui a conduit un grand nombre de philosophes et de scientifiques, dans la seconde moitié du XIXe siècle, à construire une nouvelle vision de la science pour remplacer celle des Lumières.
Selon cette nouvelle conception, les théories scientifiques ne devaient plus être considérées comme des systèmes de vérité mais simplement comme des systèmes de conventions dépourvus de véritable valeur cognitive. La conception de la science élaborée par la bourgeoisie du XIXe siècle diffère également sur un autre point par rapport à la conception des Lumières.
Alors que cette dernière possédait, ou visait à posséder, un caractère d'universalité, la science du XIXe siècle est principalement orientée vers la spécialisation. Ainsi, le chercheur individuel, du moins dans la majorité des cas, circonscrit son propre champ de recherche en le privant de tout engagement philosophique général ; il développe des méthodes d'investigation spécifiques à ce champ, et va même jusqu'à construire des langages différents d'une théorie scientifique à l'autre.
Il ne s'agit pas ici de nier les avantages de la spécialisation (qui était l'une des caractéristiques principales de l'enseignement dispensé à l'Ecole Polytechnique de Paris, créée par la Révolution française) ; mais nous voulons souligner qu'elle donnait à la recherche scientifique la plus

avancée de l'époque une dimension nettement différente de celle de la science des Lumières. Et l'on ne peut s'empêcher de mentionner l'existence d'un certain parallélisme entre la subdivision de la recherche scientifique, caractéristique de l'époque que nous examinons, et la subdivision toujours plus accentuée du travail qui a commencé à se répandre à cette époque, pour s'imposer ensuite de façon massive à la fin du siècle étudié (le XIXe siècle) et au début du nôtre.

Il ne faut pas non plus penser que les deux caractéristiques de la science du XIXe siècle décrites dans ce paragraphe sont totalement indépendantes l'une de l'autre. En effet, si nous acceptons l'interprétation de la science comme une activité qui n'est pas en lien avec l'acquisition de connaissances, mais purement conventionnelle, il devient presque logique de conclure que les sciences individuelles constituent des constructions spécialisées, quasi sans relations réciproques, précisément parce qu'elles sont basées sur des conceptions qui diffèrent d'une construction à l'autre.

Et inversement, si l'on admet que la science est divisée en autant de domaines distincts, chacun enfermé dans ses propres limites avec son propre langage, il devient alors évident de conclure que les différentes découvertes scientifiques n'ont aucune valeur cognitive (c'est-à-dire qu'elles ne sont pas destinées à nous faire saisir le monde qui nous entoure de manière exacte et précise), mais qu'elles ne sont que le résultat de différentes conventions qui sous-tendent les différents langages. De cette manière, elles apparaîtront comme substantiellement dépourvues de tout intérêt philosophique, et les « véritables philosophes » pourront à leur tour marginaliser complètement la science de la culture.

3°

Quelle a été la position du marxisme par rapport aux deux conceptions de la science abordées dans les paragraphes précédents ? Il faut immediatement dire que ce n'était certainement pas une position d'indifférence, mais une position de polémique franche et ouverte, avec la ferme conviction que toutes les luttes culturelles, et en particulier celles qui concernent le sens de la science, ne constituent pas un chevauchement avec les luttes de nature économico-politique.

Selon le marxisme, en effet, c'est précisément la connaissance scientifique qui a pour tâche de fournir au prolétariat les outils nécessaires pour planifier et diriger le processus révolutionnaire qui devra transformer les structures de la société moderne. Je ne juge pas nécessaire - puisque les arguments sont bien connus - de mentionner les raisons pour lesquelles les classiques du marxisme ont adopté une position ouvertement critique à l'égard de la conception des Lumières de la science. Ils ont volontiers reconnu la contribution de cette conception à la démolition de la vieille métaphysique et des mythes religieux traditionnels, mais ils ont tout aussi franchement reconnu le danger inhérent à la prétention d'attribuer une valeur absolue aux principes scientifiques.

Selon les classiques du marxisme, cette revendication était parfaitement justifiable du point de vue de la société bourgeoise, qui voulait s'appuyer sur le caractère présumé absolu de ces principes pour soutenir le même caractère absolu des principes civils et sociaux qu'elle opposait à ceux de la société féodale (pensez à la déclaration des droits de l'homme et du citoyen proclamée par la Révolution française). Elle ne sera plus acceptable pour la classe ouvrière, dont la tâche principale sera de renverser l'ordre politique, économique et culturel établi par la bourgeoisie.

En ce qui concerne les raisons pour lesquelles les classiques du marxisme ont adopté une position aussi sévère à l'égard de la seconde conception de la science évoquée précedemment, il suffira de mentionner, d'une part, la critique d'Engels de la tendance à la spécialisation de la science qui caractérisait - comme nous l'avons déjà mentionné - cette conception, en l'opposant à l'universalisme des Lumières, et, d'autre part, la critique de Lénine du danger d'une interprétation conventionnelle prédominante de la science.

a) Engels s'est penché à plusieurs reprises sur le sujet susmentionné, dénonçant ouvertement les travers du spécialisme, dans la mesure où il pensait deceler la raison du désintérêt de nombreux scientifiques de son époque pour les problèmes philosophiques : un désintérêt qui leur faisait croire au « devoir » - pour le scientifique authentique - de se débarasser de toute philosophie (en réalité, Engels dans la Dialectique de la nature souligne avec une grande vigueur polémique, « *ceux qui vitupèrent le plus la philosophie sont précisément esclaves des pires restes vulgarisés des pires doctrines philosophiques* ») ;

b) Lénine a consacré son principal ouvrage philosophique, Matérialisme et empiriocriticisme, à la critique des épistémologues les plus célèbres de l'époque qui, pour s'opposer à la conception absolutiste (des Lumières) de la science, en sont venus à interpréter les théories scientifiques comme de simples conventions. La raison de cette obstination peut se résumer ainsi : Lénine s'est rendu compte que les thèses de ces épistémologues conduisaient, si elles étaient poussées jusqu'à leurs conséquences extrêmes, à de nouvelles formes d'idéalisme, d'autant plus redoutables qu'elles étaient apparemment liées aux formes les plus avancées et les plus sophistiquées de la recherche scientifique.

Il y avait une autre raison : Lénine avait l'impression que les thèses susmentionnées impliquaient en fin de compte un rejet non seulement de la science mécaniste, contre laquelle elles étaient apparemment dirigées, mais de la rationalité en général. En effet, aujourd'hui encore, il est difficile de dénier à la science tout sens cognitif sans tomber dans une forme plus ou moins ouverte d'irrationalisme ; la preuve en est que le travail critique des épistémologues étudiés par Lénine (Mach, Poincaré, Duhem, etc.) a souvent été interprété comme un pilier de la soi-disant "crise de la science" invoquée à l'appui de leurs thèses par l'ensemble des philosophes irrationalistes du début de notre siècle. Les critiques, parfois non dénuées de grossièreté, que Lénine a formulées à l'encontre des épistémologues distingués submentionnés, provenaient de sa profonde conviction que l'irrationalisme constituait toujours un danger insidieux pour les mouvements révolutionnaires, même lorsque certains partisans de cet irrationalisme se présentaient (peut-être de bonne foi) comme des ennemis de la conservation et du modérantisme.

4°

Sur la base du rejet par les classiques du marxisme des deux plus célèbres conceptions de la science élaborées par la classe bourgeoise au cours des siècles passés, certains ont imaginé que la classe ouvrière devait s'opposer non seulement à ces conceptions, mais à la science elle-même. Les raisons spécieuses généralement avancées à l'appui de cette thèse sont diverses ; il suffit d'en rappeler deux :

(a) la science moderne (celle qui est née avec la révolution galiléenne) peut être considérée comme un produit de la classe bourgeoise qui commençait à augmenter son poids social au XVIIe siècle, de sorte qu'à partir de là, il y a eu une sorte de parallélisme entre le développement de la science et l'avancée de la bourgeoisie ;

(b) la science moderne, avec ses applications techniques de plus en plus nombreuses, est le principe générateur de la

grande industrie, elle est donc à l'origine de l'exploitation du travailleur qui a lieu au sein de cette industrie : il faut donc lutter contre cette exploitation.

Il est facile de répondre au premier type d'argument en observant que non seulement la science, mais aussi la philosophie moderne, la littérature moderne, etc. ont été profondément liées au développement de la classe bourgeoise au XVIIe siècle et aux siècles suivants ; d'autre part, il ne serait pas logique de s'étonner que des phénomènes superstructurels aussi importants se soient développés en relation étroite avec les transformations structurelles de la société à cette époque. Pourquoi alors condamner, au nom de ce lien, la science et ne pas condamner de la même manière la philosophie moderne, la littérature moderne, etc.

Mais le problème serait ici élargi à l'extrême, revenant à se demander si la classe ouvrière doit, pour imposer sa suprématie, s'opposer à tous les acquis des cultures antérieures.

Il est bien connu que Lénine s'est vigoureusement opposé à une telle affirmation, soutenant au contraire que la nouvelle culture prolétarienne devra assimiler les réalisations de la culture bourgeoise, la dépasser, et non pas revenir à une culture primitive.

La réponse au deuxième argument contre la science présenté ci-dessus est plus complexe. Que la science, avec ses innombrables applications, soit le principe générateur de la grande industrie est un fait incontestable. Mais est-il vraiment légitime de penser que la classe ouvrière soit prête à renoncer à la grande industrie et aux avantages qu'elle a apportés au mode de production actuel ?

Est-il possible de penser qu'elle lutte pour faire reculer la société moderne, pour la ramener au niveau d'une société pastorale ou agraire ? De facto,tous les efforts des peuples de notre siècle qui ont lutté et luttent encore pour réaliser une forme, parfaite ou imparfaite, de socialisme, prouvent incontestablement le contraire.

Une analyse sans scrupule et réaliste de la science telle qu'elle se présente nous montre que les découvertes scientifiques d'aujourd'hui ne constituent pas quelque chose né de nulle part, comme quelque chose qui existerait en dehors de l'histoire : à proprement parler, toute découverte scientifique incorpore en elle le travail théorique et pratique de générations en générations, un travail de recherches parfois fructueuses et parfois infructueuses, d'applications tentées avec plus ou moins de succès, de débats qui peuvent être âpres.

Si l'on n'a pas à l'esprit ce patrimoine accumulé petit à petit au prix de durs labeurs, on ne peut comprendre la dynamique de la science, on ne peut comprendre ce qu'elle représente pour l'humanité. En particulier, on ne comprend pas ce qui différencie le développement de l'entreprise scientifique du développement des autres entreprises culturelles.

Or, la classe ouvrière, qui connaît directement la complexité du travail dans le monde moderne, si différent de celui qui était effectué sous des formes simples et presque toujours identiques à l'époque préindustrielle, est parfaitement capable de comprendre l'importance du processus d'incorporation que nous venons d'évoquer. Elle n'est pas non plus disposée à refuser le statut de travail au travail scientifique, qui intègre à la fois la recherche théorique, expérimentale et appliquée, au seul motif qu'il est plus complexe que le travail purement manuel de l'époque pré-scientifique. Et elle est encore moins disposée à jeter par-dessus bord le patrimoine d'acquisitions accumulé par ce travail, simplement parce que les générations qui ont contribué à le constituer par des siècles de labeur opéraient dans des sociétés régies par des institutions que nous jugeons aujourd'hui, à juste titre, injustes et inhumaines.

Pour la classe ouvrière, le véritable problème ne sera donc pas d'effacer ce patrimoine, mais de l'employer sous une nouvelle forme, c'est-à-dire de faire en sorte que les conquêtes obtenues grâce à la croissance séculaire de ce patrimoine ne soient plus utilisées au profit exclusif d'un groupe restreint de personnes.

En d'autres termes, il s'agira de le mettre au service de l'ensemble de la communauté. Mais en même temps, il s'agira de faire en sorte que l'ensemble de la communauté participe, consciemment et pas seulement de facto, à sa construction, c'est-à-dire qu'elle comprenne que la construction de ce patrimoine est - directement ou indirectement - son œuvre et pas seulement celle de quelques « initiés ». Évidemment, cette démocratisation radicale de l'entreprise scientifique n'est pas une tâche facile, qui peut être réalisée sans rencontrer d'obstacles. Mais le premier obstacle, peut-être le plus sérieux, est le préjugé selon lequel la classe ouvrière doit a priori considérer la science comme son adversaire.

5°

Pour résumer l'exposé de notre analyse dans les premiers paragraphes, nous pouvons pour l'instant retenir les trois points suivants :

(a) la classe ouvrière ne peut pas ignorer le phénomène de la « science » qui est au coeur du développement de la société moderne et qui affecte profondément à la fois ses moyens de production et sa culture ;

b) elle ne peut accepter aucune des deux principales conceptions de la science élaborées par la classe bourgeoise depuis l'époque de Galilée, c'est-à-dire qu'elle ne peut accepter ni la conception absolutiste élaborée par les Lumières ni la conception conventionnaliste élaborée par les soi-disant "critiques de la science" de la fin du siècle dernier et du début du nôtre ;

c) il s'agira donc d'en élaborer une nouvelle, qui échappe aux défauts des deux précédentes et permette d'introduire un esprit plus ouvert, plus démocratique dans l'organisation même de la science, la libérant de l'accusation de n'être qu'un instrument d'exploitation toujours plus grande de la classe ouvrière.

Quel doit être l'élément central de cette nouvelle conception ? L'analyse effectuée à cet égard par le matérialisme dialectique nous indique que cet élément central devra consister en la reconnaissance de la valeur cognitive (bien que relative) de la science. La première conséquence à en tirer est que la classe ouvrière ne renoncera nullement au patrimoine cognitif que constituent les acquis de la science (acquis théoriques et acquis pratiques) ; mais - et c'est là la deuxième conséquence - elle refusera de le considérer comme constitué de vérités absolues et immuables.

En particulier : elle refusera de considérer comme immuable la structure de ce patrimoine, structure qui lui a été imposée par les exigences de la classe qui a dominé notre société jusqu'à présent, et qui peut (voire doit) être modifiée lorsque cette classe sera remplacée par la classe ouvrière.

Ne pensez pas que la démocratisation de la science, à laquelle nous avons fait allusion dans le paragraphe précédent, en la désignant comme l'un des principaux objectifs de la transformation radicale de la science à réaliser par la révolution ouvrière, ne concerne que le domaine de ses applications techniques. Elle concerne la science dans son ensemble, c'est-à-dire considérée comme une unité dialectique dont chaque secteur affecte tous les autres secteurs.

Le caractère spécifique de l'entreprise scientifique, tel qu'il ressort de l'analyse effectuée par le matérialisme dialectique, est celui de sa complexité ; une complexité qui nous empêche

de considérer les réalisations de la science comme uniquement dictées par la réalité objective, qu'elles parviennent à nous faire saisir de plus en plus profondément, et qui, en même temps, nous interdit de les considérer comme autre chose que le produit du sujet humain (individuel ou social). Précisément parce qu'elle est directement impliquée dans la production, la classe ouvrière est bien consciente du caractère objectif et subjectif du principal facteur de production, à savoir le travail (dont le résultat dépend, de toute façon, de la nature de la matière objective sur laquelle il est travaillé et de notre façon de le travailler).

6.

La défense de la thèse selon laquelle les processus cognitifs, et donc aussi les processus scientifiques, ne parviennent jamais à des résultats définitifs et absolument valides, a conduit le matérialisme dialectique à abandonner l'ancienne représentation continue de la croissance de la science, en accord partiel sur ce point avec Kuhn, Popper et d'autres épistémologues post-positivistes anglo-saxons bien connus.

Alors que l'ancienne représentation de ce développement, fondée essentiellement sur la conception de la science des Lumières, l'interprétait comme un processus cumulatif consistant à ajouter des vérités toujours nouvelles à celles déjà acquises, la nouvelle vision l'interprète comme un processus beaucoup plus compliqué, loin d'être linéaire, souvent tortueux et conflictuel.

Cependant, contrairement aux épistémologues anglo-saxons cités, le matérialisme dialectique fonde son interprétation non linéaire du développement de la science non seulement sur des arguments théoriques, c'est-à-dire sur la non-absoluité reconnue des principes scientifiques, mais aussi sur la thèse (mentionnée dans la partie précédente) du caractère global de l'entreprise scientifique, qui implique l'inséparabilité du développement de la science dite pure et de celui de la technologie.

C'est précisément cette thèse qui a permis au matérialisme dialectique de souligner, plus que jamais, l'importance des liens entre le développement de l'entreprise scientifique et celui de la société dans son ensemble, incluant notamment le développement des forces productives.

En considérant ce qui vient d'être abordé, nous pouvons approfondir un sujet que nous avons déjà abordé dans les paragraphes précédents. La reconnaissance des liens très étroits qui existent entre le développement de l'entreprise scientifique et celui des forces productives, ce qui nous permet en effet de comprendre - sans que cela soit scandaleux - pourquoi la science, sans perdre sa fonction cognitive, a été directement conditionnée à l'époque moderne par le développement du capital.

D'une part, les progrès du capitalisme, favorisant l'émergence de nouveaux besoins, ont puissamment incité à la recherche de nouvelles techniques capables de les satisfaire, et par conséquent au développement des pans de la science qui pouvaient contribuer plus directement à la construction de ces techniques. D'autre part, le renforcement du patrimoine scientifique et technique a toujours fourni de nouveaux outils pour le développement de la production, de sorte que la science elle-même a pris le caractère d'une véritable force productive. Et tant que la production était - et est encore, au moins dans une large mesure - entre les mains du capitalisme, elle a fait de la science une force directement liée au processus capitaliste. Compte tenu de ce qui vient d'être énoncé, on peut admettre sans difficulté que le développement du capital a exercé une influence si forte sur le développement de la science qu'il en a modifié les catégories mêmes : par exemple, celles de l'énergie, de la causalité, de la race (en biologie), etc. Cela ne nous autorise cependant pas à faire de la science un simple produit du capital ; cela ne l'a pas privée de sa finalité spécifique (qui reste celle de nous faire connaître, bien que de façon relative, le monde objectif). Cela n'autorise pas pour autant à faire de la science un simple produit du capital ; ce dernier n'a pas pu la priver de son but spécifique (qui reste de nous donner une connaissance, même relative, du monde objectif), mais s'est borné à orienter cette connaissance vers certains secteurs du monde plutôt que d'autres. Et c'est précisément le fait de privilégier ces secteurs qui a obligé les scientifiques à mettre à jour les catégories particulièrement adaptées à leur étude, ce qui implique que d'autres catégories seront modifiées lorsque l'utilité d'aborder l'étude d'autres secteurs du monde apparaîtra.

L'avènement de la classe ouvrière à la direction de la société permettra, bien entendu, un développement plus large des besoins humains, car elle prendra également en compte ceux avancés par de nouveaux groupes de personnes auparavant en marge de la société elle-même. Les scientifiques se sentiront donc obligés de consacrer leurs investigations également à des secteurs du monde jusqu'alors négligés ou en tout cas peu considérés, et enrichiront à cette fin le patrimoine très catégoriel des théories scientifiques.

On peut donc parler de la naissance d'une nouvelle science, dotée de nouvelles catégories, de nouveaux modèles explicatifs et d'une nouvelle structure organisationnelle. S'il est vrai que le capitalisme a réussi à s'approprier la science au cours des derniers siècles, il n'y a pas de raison que cette appropriation reste inchangée à l'avenir.

Précisément parce que la science ne constitue pas un phénomène en soi, séparable de l'histoire de la société, il est naturel qu'elle subisse de profonds changements lors du passage du régime de production capitaliste au régime socialiste. Si, dans les pages précédentes, nous avons parlé de « démocratisation » de l'entreprise scientifique, c'est parce que nous pensons aux effets qui se produiront lorsqu'elle ne sera plus dirigée par la classe restriente des capitalistes, mais par l'ensemble des travailleurs.

Cela ne signifie pas qu'elle cesse d'être une construction rationnelle, voire la plus haute expression de la rationalité humaine, à condition toutefois de ne pas attribuer au terme « rationalité » un sens rigide et métahistorique. En effet, un examen scrupuleux du passé nous montre que le concept de rationalité a subi de profondes mutations au cours des siècles : pensons par exemple à l'élargissement qu'il a connu avec la substitution de la méthode expérimentale au simple enregistrement passif de données d'observation, ou avec le recours au calcul des probabilités pour la mathématisation des théories scientifiques.

Ces changements n'ont pas entraîné une diminution de la rigueur, mais un enrichissement des processus argumentatifs. Et tout porte à croire que cet enrichissement ne cessera de croître lorsque la démocratisation effective de la science impliquera la contribution de toutes les couches les plus conscientes des travailleurs et pas seulement des soi-disant spécialistes.

Comme nous le savons, la critique des épistémologues modernes les plus pointus nous a appris à nous affranchir de l'affirmation (de la lignée des Lumières) selon laquelle les principes de la science ont une valeur absolue et inaltérable. De même, la philosophie ouvrière (c'est-à-dire le matérialisme dialectique) nous apprend à nous libérer de la prétention que le concept de rationalité scientifique constitue quelque chose d'absolu.

La fonction la plus importante qui incombe à la classe ouvrière, lorsqu'elle entrera en pleine conscience dans l'entreprise scientifique, consistera précisément à se libérer

du dogme métaphysique de la fixité du concept de rationalité. Nous éviterons ainsi la tentation de nous rebeller contre ce dogme en nous abandonnant à l'irrationalisme, et nous nous rendrons compte que pour faire progresser notre civilisation, nous ne devons pas nier la raison, mais nous efforcer de l'approfondir, au sens que Lénine attribue à la notion d'approfondissement.

7°

Ce qui a été dit en général pour les sciences mathématiques-naturelles peut être répété, à peu près dans les mêmes termes, pour les sciences dites humaines. Nous nous limiterons ici à la sociologie, dont les fondements remontent, comme chacun sait, au début du 19ème siècle, avec l'œuvre du père du positivisme français, Auguste Comte. A vrai dire, beaucoup se demandent aujourd'hui si Comte a réellement réussi à donner à la sociologie, comme il le croyait, un caractère véritablement scientifique, car il y a de bonnes raisons de penser que sa sociologie était en fait une philosophie ; cependant, il est indéniable que c'est à partir de lui que les recherches sociologiques se sont multipliées et ont pris de plus en plus de poids, assumant à une époque récente un aspect strictement technique, de plus en plus proche de celui des sciences naturelles.
Ce caractère consiste à se présenter comme un ensemble de théories, logiquement structurées, capables de fournir une interprétation cohérente et fidèle des données recueillies par une observation attentive et systématique.
En nous réservant le droit de revenir dans un instant sur les rapports entre la classe ouvrière et les sciences sociales, nous voudrions mentionner une raison qui nous autorise à considérer avec une grande suspicion la prétention de Comte à avoir donné un cadre scientifique à la recherche sociale. L'idée principale de Comte était la suivante : le passage de nos connaissances de la société du niveau pré-scientifique au niveau scientifique conduira automatiquement à la création de nouvelles institutions civiles en accord avec les résultats de la recherche théorique. En d'autres termes, l'élaboration de conceptions rationnellement précises des problèmes sociaux (auparavant laissés à l'improvisation et à la fantaisie personnelle de chaque politicien) suffira à mettre fin à l'anarchie régnant entre les peuples et entre les individus et à initier une société juste et ordonnée. Le caractère idéaliste et conservateur de cette approche des problèmes est évident et justifie largement nos soupçons à l'égard de la sociologie comtienne.
Pour l'expliciter, il suffit de réfléchir aux conclusions que Comte a cru y voir : le progrès de la société est possible tant que la tâche d'y parvenir est confiée à des personnes compétentes, c'est-à-dire tant que les techniques utilisées à cette fin ne sont pas simplement empiriques mais fondées sur une connaissance scientifique rigoureuse des problèmes traités. Même si les études sociologiques ont largement dépassé le niveau philosophique plutôt que scientifique de la sociologie corntienne, on ne peut nier que quelque chose de l'approche décrite ci-dessus a survécu, au moins sous la forme d'une foi parfois peu critique dans le pouvoir (non seulement théorique mais aussi pratique) de la recherche sociologique si elle est menée avec une véritable rigueur scientifique, c'est-à-dire à l'aide des techniques les plus raffinées largement utilisées par la physique moderne (utilisation de méthodes statistiques, de modèles cybernétiques, etc.) Face à cette thèse, qui est loin de manquer d'attrait, le matérialisme dialectique se voit dans l'obligation de faire d'abord un travail d'analyse minutieux, en distinguant clairement deux thèses que celle-ci comporte. La première consiste à soutenir qu'un examen scientifique minutieux des phénomènes sociaux (basé, comme nous l'avons dit, sur les méthodes les plus modernes que nous offrent les mathématiques appliquées) constitue une condition préalable indispensable à une compréhension approfondie de ces phénomènes et donc à une intervention efficace sur ceux-ci. La seconde thèse, en revanche, consiste à soutenir qu'un tel examen serait seul à même de nous fournir la solution aux problèmes considérés.
La classe ouvrière, bien consciente de l'importance de la science et de la technologie dans les processus de production modernes, est sans doute disposée à accepter la première des deux thèses susmentionnées ; elle ne trouve pas acceptable la seconde, dans laquelle elle voit les défauts (d'idéalisme et de conservatisme) que nous avons déjà signalés à propos de l'approche de Comte. Elle sait très bien, par expérience directe, qu'aucune réforme radicale de la société n'a jamais été réalisée sans de très dures luttes, qui se sont déroulées non seulement sur le plan des idées mais aussi sur le plan de la réalité (économique, politique, militaire).
Si certains chercheurs ont l'impression que la classe ouvrière nourrit souvent une méfiance mal dissimulée à l'égard de toutes les recherches sociologiques actuelles, c'est uniquement parce qu'il y a souvent une confusion flagrante entre les deux thèses mentionnées ci-dessus. Et ceux qui font cette confusion sont précisément les sociologues les plus étroitement liés à la classe capitaliste, qui ne sont que trop heureux de lancer aux véritables révolutionnaires l'accusation de ne pas comprendre les mérites réels de la rationalité scientifique.

8°

L'un des plus grands scientifiques de la seconde moitié du XIXe siècle, le mathématicien et physicien Bernard Riemann, déplorait que les progrès de la connaissance soient souvent entravés par les « opinions trop étroites » que nous héritons des générations précédentes; pour étayer son propos, il évoquait alors notamment les « préjugés qui nous sont malencontreusement transmis par le langage », préjugés qui constituent comme un "*dangereux diaphragme*" entre nous et l'expérience.
Je souhaitais faire référence à cette profonde réflexion de Riemann, car elle nous aide à comprendre la position particulière que la classe ouvrière possède aujourd'hui par rapport à la science. Si la classe ouvrière est clairement désavantagée par rapport à la classe bourgeoise en raison de la supériorité culturelle incontestable de cette dernière, elle est incontestablement avantagée en étant beaucoup moins soumise au conditionnement mentionné par le grand scientifique allemand. D'où sa capacité à aborder le problème du sens et de la valeur de la science avec une ouverture d'esprit beaucoup plus grande que celle que l'on trouve couramment chez les spécialistes universitaires de l'épistémologie. Ces derniers, par exemple, se montrent remarquablement réticents à admettre que la connaissance scientifique peut présenter à la fois les deux caractéristiques d'objectivité et de non-absoluité que la philosophie traditionnelle considérait comme incompatibles. La classe ouvrière, en revanche, n'éprouve aucune difficulté à admettre ce fait, précisément parce qu'elle ne ressent pas du tout, ou très peu, le poids de cette tradition philosophique.
Au contraire, elle est spontanément amenée à considérer les deux caractéristiques susmentionnées comme conciliables, parce qu'elle est habituée, dans son travail, à reconnaître la validité de certaines techniques sans pour autant prétendre qu'elles sont immuables ou irremplaçables par d'autres plus performantes. Une situation similaire se répète face à d'autres problèmes fondamentaux dont la solution rencontre, toujours

pour la même raison, beaucoup moins de résistance de la part de la mentalité ouvrière, rendue ductile par son travail quotidien, que de la mentalité académique attachée aux vieux schémas. On pense, par exemple, aux difficultés soulevées par la thèse de l'unité dialectique entre la praxis et la théorie, ou à celles soulevées par la prise de conscience qu'il n'existe pas de méthode scientifique unique, de sorte que, dans le développement de la recherche, on rencontre plusieurs méthodes, souvent très différentes les unes des autres, mais toutes dotées d'une égale valeur scientifique.

9°

Une considération à part doit être élaborée concernant ce que l'on appelle la science de l'organisation du travail. S'il est vrai que ce type de science suscite effectivement une grande méfiance de la part de la classe ouvrière, cette méfiance apparaît loin d'être injustifiée si l'on considère que, dans la majorité des cas, la science en question semble n'avoir d'autre but que d'accroître les profits des patrons. Ici, cependant, une réflexion critique quelque peu attentive s'impose. Elle nous amènera à distinguer, dans ce qu'il est convenu d'appeler la science de l'organisation, deux aspects qui ne doivent pas être confondus l'un avec l'autre.

L'une d'entre elles concerne réellement l'organisation du travail, c'est-à-dire la coordination des tâches confiées aux différents travailleurs, coordination qui ne peut être laissée au hasard sous peine de répéter inutilement la même opération et de gaspiller des énergies. Une répartition plus rationnelle de ces tâches aura pour effet de diminuer la fatigue des individus, de maintenir la production à son même niveau ou de l'augmenter. Il est bien connu que cet objectif n'est en rien contraire à l'intérêt des travailleurs, qui se plaignent seulement de ne pas être consultés à ce sujet, alors qu'ils observent à juste titre qu'ils seraient mieux placés que d'autres pour faire des suggestions efficaces à cet égard, précisément parce qu'ils sont en contact plus direct avec les processus de travail et peuvent donc tenir compte de tous les facteurs qui interviennent dans ces processus (en premier lieu le facteur « humain »). Un autre aspect, en revanche, concerne les moyens à adopter pour réduire autant que possible le temps que les travailleurs consacrent à l'exécution d'un travail donné, sans se soucier de l'état de frustration que ce travail peut engendrer chez eux et des conséquences que cet état de frustration peut avoir sur leur santé physique et mentale.

Il est clair que la recherche de ces dispositifs ne mérite pas le qualificatif de scientifique, car elle ne prend pas en compte toutes les variables du problème ; elle néglige en particulier le facteur « humain » (avec toutes ses caractéristiques, bien différentes de celles de la machine !), comme s'il s'agissait d'un élément inessentiel du processus de production. La révolte des travailleurs contre ce deuxième type d'organisation du travail ne peut donc pas être interprétée comme une révolte contre la science, mais comme le rejet tout à fait justifié d'une fausse science. Il n'est même pas nécessaire de mentionner, car cela est bien connu, que le problème de l'organisation du travail s'est posé de manière particulièrement aiguë dans l'industrie moderne et qu'il prend une importance accrue au fur et à mesure que la taille de cette industrie s'accroît.

Elle était presque absente lorsque l'œuvre avait un caractère purement artisanal, car dans l'atelier de l'artisan, chacun était impliqué, avec la même conscience, dans le processus de production, de sorte qu'il pouvait le ressentir comme une expression de sa propre personnalité. Or, ce qui a disparu avec la grande industrie moderne, c'est précisément cette participation personnelle au processus de production dans son ensemble, un processus souvent ignoré par le travailleur qui doit seulement exécuter rapidement un petit nombre d'opérations sans même se rendre compte des fonctions qu'elles remplissent dans l'ensemble du processus de production.

Il s'ensuit que le problème du temps libre, pendant lequel le travailleur peut se consacrer à des occupations qui l'intéressent réellement, prendra de plus en plus d'importance. De ce point de vue, la réduction du nombre d'heures de travail dans la grande industrie, réduction rendue possible par l'organisation rationnelle du travail, peut devenir un facteur de grande importance pour l'enrichissement de la personnalité du travailleur individuel.

Il s'agit de problèmes caractéristiques de la phase actuelle de la société, des problèmes qu'ils nous plaisent ou non, mais que nous ne pouvons pas ignorer ou sous-estimer. Au contraire, nous devons les aborder avec une rigueur scientifique, c'est-à-dire en prenant scrupuleusement en compte tous les facteurs qui y sont impliqués. La classe ouvrière est la première à exiger qu'ils soient abordés avec une telle rigueur, reconnaissant l'impossibilité de les résoudre sur la base d'une simple bonne volonté. Mais précisément parce qu'elle y est personnellement impliquée, elle exige de participer directement à la recherche de solutions toujours plus satisfaisantes aux questions fondamentales qui se posent. La véritable démocratie à réaliser dans le monde du travail consiste précisément en cette participation ; mais c'est une démocratie que la société capitaliste ne veut pas, et dans un certain sens ne peut pas, accorder.

10°

A partir des considérations brièvement exposées dans les paragraphes précédents, nous pouvons conclure qu'il est absurde de parler d'une aversion préconçue de la classe ouvrière pour la science. Ce à quoi s'oppose la classe ouvrière n'est pas la rationalité scientifique, mais l'esprit anti-démocratique qui - dans la structure capitaliste de la société - se retrouve malheureusement dans une grande partie de la science pure et appliquée (y compris la science de l'organisation du travail), du fait même que la formulation des problèmes, le choix des méthodes appliquées pour les résoudre, la décision de s'attaquer à un problème plutôt qu'à d'autres sont confiés à un très petit nombre de personnes. La prétendue aversion de la classe ouvrière pour la science n'est rien d'autre qu'une fable inventée par la classe capitaliste afin de prétendre que la classe ouvrière est incapable de prendre la direction d'une société véritablement moderne. Cependant, la réalité est tout autre : la classe ouvrière lutte contre la structure antidémocratique empreinte à la science par la classe bourgeoise qui a jusqu'à présent tenu les rênes du pouvoir entre ses mains.

Ce que la classe ouvrière combat, ce n'est pas l'authentique rationalité , mais une image déformée et trompeuse de celle-ci ; elle la combat au nom d'une rationalité plus profonde, plus ouverte, plus consciente de sa fonction civilisatrice.



Les robots et la loi de la valeur

Extrait du livre : Le capitalisme au 21ème siècle, À travers le prisme de la valeur de Guglielmo Carchedi et Michael Roberts. Pluto Press 2023, London (GB). Traduction française par l'équipe éditoriale de Supernova

Le XXIe siècle est censé annoncer l'arrivée des robots et de l'intelligence artificielle (IA) pour remplacer le travail humain et accroître la productivité du travail vers de nouveaux sommets et, ce faisant, sauver le mode de production capitaliste de ses contradictions internes.

Examinons les implications de l'avènement de l'ère de la robotique et de l'IA à travers le prisme de la loi de la valeur. Les robots ne sont en fait que d'autres machines, mais avec la capacité supplémentaire d'apprendre par elles-mêmes grâce à l'IA. En ce sens, la montée en puissance des robots n'a rien de nouveau. Le mode de production capitaliste est nécessairement axé sur le capital, c'est-à-dire qu'il vise à remplacer la main-d'œuvre par des machines au fil du temps. Le débat actuel sur l'introduction des robots n'est donc rien d'autre qu'une intuition économique marxiste. L'un des arguments théoriques marxistes de base est que la pression concurrentielle pour réaliser des profits et maintenir la rentabilité oblige les producteurs capitalistes à réduire les coûts de la force de travail et à augmenter les coûts des machines, ou des moyens de production, par unité de capital investi. Il peut être intéressant pour les économies capitalistes en expansion d'utiliser d'énormes réserves de main-d'oeuvre bon marché pour créer une masse croissante de plus-value plutôt que d'utiliser les nouvelles technologies, qui diminuent le taux de plus-value (ou idéalement une combinaison des deux, comme en Chine et en Asie de l'Est). Mais dans les économies plus matures (et vieillissantes), l'offre de main-d'oeuvre bon marché s'est épuisée et les capitalistes "occidentaux" ne peuvent être compétitifs sur les marchés mondiaux qu'en exportant leurs capitaux dans les économies émergentes (impérialisme ou mondialisation) ou en trouvant de nouvelles technologies qui augmentent la productivité du travail de manière exponentielle.

De la fin des années 1970 au début des années 2000, la "mondialisation" a été la "solution" à la baisse de la rentabilité dans les principales économies capitalistes. Mais une nouvelle baisse de la rentabilité à la fin des années 1990, les récessions de 2001 et la grande récession de 2008-2009 ont mis cette solution en péril. En effet, certains affirment aujourd'hui qu'il n'est plus rentable de construire des usines et de développer des activités dans les économies émergentes parce que les salaires y augmentent rapidement. Selon le rapport "*Le monde du travail*" de "l'Organisation Internationale du Travail", les salaires moyens corrigés de l'inflation en Chine ont plus que triplé au cours de la décennie 2000-2010. Dans l'ensemble de l'Asie, ils ont doublé. En Europe de l'Est et en Asie centrale, les salaires moyens ont presque triplé. Pourtant, dans les pays développés, les salaires sont à peine plus élevés qu'en 2000. Cela a conduit certains à affirmer qu'après un déclin de 60 ans, l'industrie manufacturière pourrait commencer à revenir dans les économies capitalistes avancées. La rentabilité augmentera alors à nouveau dans les principales économies capitalistes grâce à une nouvelle révolution manufacturière. L'ouverture d'usines aux États-Unis plutôt qu'en Asie par des entreprises comme Apple fait couler beaucoup d'encre. Apple déclare qu'elle investira 100 millions de dollars dans la production de certains de ses ordinateurs Mac aux États-Unis, en plus du travail d'assemblage qu'elle effectue déjà dans le pays. Ces dernières années, des entreprises de divers secteurs, dont l'électronique, l'automobile et les appareils médicaux, ont annoncé qu'elles "relocalisaient" des emplois après les avoir expédiés à l'étranger pendant des décennies. Mais il s'agit en fait d'un vœu pieux de la part des médias. General Electric a embauché des travailleurs américains pour construire des chauffe-eau, des réfrigérateurs, des lave-vaisselle et des lave-linge à haut rendement, mais continue également à créer des emplois à l'étranger. Les produits iPad et iPhone d'Apple, qui représentent près de 70% de ses ventes, continueront d'être fabriqués dans des centres de production à faible coût comme la Chine ou le Viêt Nam, principalement sous contrat avec des entreprises extérieures comme Foxconn.

L'industrie manufacturière américaine a progressé au cours des deux dernières années, mais le secteur compte toujours deux millions d'emplois de moins qu'au début de la récession, en décembre 2007. L'industrie manufacturière mondiale croît beaucoup plus rapidement, même pour de nombreuses entreprises américaines qui se développent dans leur pays. Les niveaux de salaire peuvent avoir augmenté dans les économies émergentes et stagné dans les économies avancées, mais l'écart reste énorme. Les coûts de rémunération horaire dans l'industrie manufacturière aux États-Unis sont environ quatre fois plus élevés qu'à Taïwan et 20 fois plus élevés qu'aux Philippines. Et si une partie de l'industrie manufacturière peut revenir aux États-Unis, elle n'apportera pas d'emplois avec elle, bien au contraire. Une nouvelle étude de McKinsey, le cabinet de consultants en gestion, révèle que l'industrie manufacturière contribue désormais à 20% de la production économique mondiale et à 37% de la croissance de la productivité mondiale depuis 1995. Mais comme l'investissement dans l'industrie manufacturière privilégie le capital, il ne crée pas d'emplois et est conçu pour éviter d'augmenter les salaires. En effet, selon McKinsey, l'emploi dans le secteur manufacturier a chuté de 24% dans les économies avancées entre 1995 et 2005. L'augmentation de la main d'oeuvre industrielle dans les économies émergentes et la baisse dans les économies avancées (figure 5.1) témoignent d'une situation mondiale plus large[1].

Dans les économies avancées, l'augmentation des profits ne peut provenir que de l'accroissement de la productivité du travail ou d'une réduction des coûts des matières premières (énergie), plutôt que d'une baisse ou d'un maintien des salaires par l'utilisation d'une main d'oeuvre plus bon marché. La révolution du pétrole et du gaz de schiste en Amérique du Nord et dans certaines parties de l'Europe pourrait contribuer à réduire les coûts de l'énergie au cours de la prochaine décennie (peut-être). Mais la baisse des coûts globaux dépend en grande partie des nouvelles technologies. Cela nous amène à la question des robots, que l'on présente comme la solution imminente pour que les économies capitalistes avancées puissent être compétitives sur les marchés manufacturiers mondiaux.

---

[1] Les économies dans un graphique construit à l'origine par John Smith dans son excellent article "Imperialism in the Twenty-First Century : Globalization Super-Exploitation and Capitalism's Final Crisis' publié par Monthly Review Press, 2016.

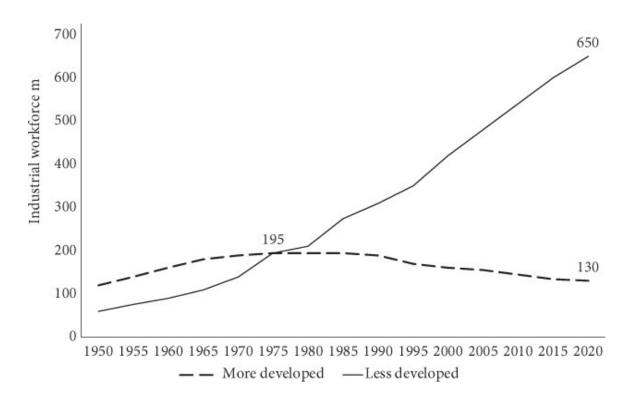


Figure 5.1 Main-d'oeuvre industrielle mondiale

La Fédération internationale de robotique (IFR) considère qu'une machine est un robot industriel si elle peut être programmée pour effectuer des tâches physiques liées à la production sans l'aide d'un contrôleur humain. Les robots industriels augmentent considérablement les possibilités de remplacement du travail humain par rapport aux anciens types de machines, car ils réduisent la nécessité d'une intervention humaine dans les processus automatisés.

Les applications typiques des robots industriels comprennent l'assemblage, la distribution, la manipulation, le traitement (par exemple la découpe et le soudage) - autant d'activités courantes dans les industries manufacturières - ainsi que la récolte (dans l'agriculture) et l'inspection des équipements et des structures (courante dans les centrales électriques).

Par intelligence artificielle, on entend des machines qui ne se contentent pas d'exécuter des instructions préprogrammées, mais qui apprennent de nouveaux programmes et de nouvelles instructions grâce à l'expérience et la confrontation à de nouvelles situations. L'IA signifie en fait des robots qui apprennent et augmentent leur intelligence[1]. Cela pourrait aller jusqu'à ce que les robots puissent fabriquer d'autres robots de plus en plus intelligents. En effet, certains affirment que l'IA dépassera bientôt l'intelligence des êtres humains. C'est ce que l'on appelle la "singularité" – le moment où l'homme ne sera plus l'être le plus intelligent de la planète.

De plus, les robots pourraient même développer les sens des êtres humains, devenant ainsi "sensibles".

Dans certaines industries de premier plan, la technologie déplace l'ensemble des types de travailleurs, ou presque. Par exemple, l'une des raisons pour lesquelles certaines industries de haute technologie ont récemment regagné les États-Unis est que la pièce la plus précieuse d'un ordinateur, la carte mère, est essentiellement fabriquée par des robots, ce qui rend la main-d'oeuvre asiatique bon marché obsolète pour produire ces pièces à l'étranger. Grâce aux robots, le coût de la main-d'œuvre n'a plus autant d'importance et les capitalistes peuvent alors s'installer dans des pays avancés disposant de vastes marchés et d'une meilleure infrastructure. Même les bas salaires perçus par les ouvriers des usines chinoises ne les ont pas mis à l'abri de la concurrence de l'apparition des nouvelles machines. Foxconn prévoit d'acheter un million de robots pour remplacer une grande partie de la main-d'œuvre. Les robots prendront en charge les tâches routinières telles que la pulvérisation de peinture, le soudage et l'assemblage de base.

Aujourd'hui, le courant économique dominant a remarqué que ce n'était pas une bonne nouvelle pour le travail et a suggéré que le "biais du capital" dans la technologie pourrait expliquer la baisse de la part du travail et l'augmentation des inégalités.

Comme le dit Krugman :

L'effet du progrès technologique sur les salaires dépend du biais du progrès ; s'il est biaisé par le capital, les travailleurs ne bénéficieront pas pleinement des gains de productivité, et s'il est suffisamment biaisé par le capital, ils peuvent en fait voir leur situation se dégrader. Il est donc erroné de supposer, comme semblent le faire de nombreuses personnes de droite, que les gains technologiques profitent toujours aux travailleurs ; ce n'est pas nécessairement le cas.

Il est également erroné de supposer, comme certains (mais pas tous) à gauche semblent parfois le faire, qu'une croissance rapide de la productivité est nécessairement destructrice d'emplois ou de salaires. Tout dépend de... [2].

Cela dépend de la lutte des classes entre le travail et le capital pour l'appropriation de la valeur créée par le travail. Il est clair que le travail a perdu cette bataille, en particulier au cours des dernières décennies, sous la pression des lois antisyndicales, de la fin de la protection de l'emploi et de la titularisation, de la réduction des prestations, d'une armée de réserve croissante de chômeurs et de sous-employés et de la mondialisation de l'industrie manufacturière.

Selon un rapport de l'OIT[3], dans 16 économies développées, la part du travail dans le revenu national était de 75% au milieu des années 1970, mais elle est tombée à 65% dans les années qui ont précédé la crise économique. Elle a augmenté en 2008 et 2009 - mais seulement parce que le revenu national lui-même a diminué au cours de ces années - avant de reprendre sa trajectoire descendante. Même en Chine, où les salaires ont triplé au cours de la dernière décennie, la part des travailleurs dans le revenu national a diminué (figure 5.2).

Mais cela n'est pas nouveau dans la théorie économique. Karl Marx a expliqué en détail dans *Le Capital* qu'il s'agit de l'une des caractéristiques essentielles de l'accumulation capitaliste - le biais de la technologie en faveur du capital -, ce que le courant économique dominant a toujours ignoré, jusqu'à aujourd'hui semble-t-il. Marx s'exprime différemment du courant dominant. Dans le cadre du capitalisme, les investissements ne sont réalisés qu'à des fins de profit, et non pour augmenter la production ou la productivité en tant que telle. Si le profit ne peut pas être suffisamment augmenté par une augmentation des heures de travail (c'est-à-dire plus de travailleurs qui travaillent plus d'heures) ou par une intensification des efforts (vitesse et efficacité - temps et mouvements optimisés), alors la productivité du travail ne peut être augmentée que par une meilleure technologie. Ainsi, en termes marxistes, la composition organique du capital (la valeur des machines et des usines par rapport aux salaires des travailleurs) augmentera de manière séculaire. Les travailleurs peuvent se battre pour conserver une part aussi importante que possible de la nouvelle valeur qu'ils ont créée dans le cadre de leur "rémunération", mais le capitalisme investira dans la croissance que si cette part n'augmente pas au point d'entraîner une baisse de la rentabilité.

L'accumulation capitaliste implique donc une diminution de la part du travail au fil du temps ou ce que Marx appellerait une augmentation du taux d'exploitation (ou de la plus-value).



Figure 5.2 Tendances de la croissance de la productivité et des salaires dans certaines économies

[1] Nous verrons plus loin que le terme "intelligence" appliqué à l'homme et à la machine cache une différence fondamentale. Quantitativement et qualitativement, les machines ne seront jamais aussi intelligentes que les humains.

[2] Paul Krugman, "Human versus Physical Capital", New York Times blog, 11 novembre 2012, http://krugman.blogs.nytimes.com/2012/12/11/human-versusphysicalcapital/

[3] Organisation internationale du travail, "Global Labour Income Share and Distribution, Key Findings", juillet 2019, www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/publication/wcms_712232.pdf

L'industrie manufacturière américaine pourrait-elle renaître sous l'effet de la diffusion des technologies robotiques ? Marco Annunziata, économiste en chef de la société General Electric, estime que c'est possible[1]. Il affirme qu'un réseau de machines intelligentes, de logiciels d'analyse et de capteurs, qu'il appelle "l'internet industriel", peut se répandre dans l'industrie et générer d'énormes gains de productivité. Mais l'augmentation de la productivité implique une baisse de l'emploi et des taux d'exploitation plus élevés pour ceux qui conservent leurs emplois. Ken Rogoff, économiste de renom à Harvard, a adopté le même point de vue : "il y a certainement des gens qui pensent que les sources de la science se tarissent et que, lorsqu'on regarde de plus près, les derniers gadgets et les dernières idées qui animent le commerce mondial sont essentiellement des produits dérivés. Mais la grande majorité de mes collègues scientifiques des meilleures universités semblent terriblement enthousiasmés par leurs projets dans les domaines des nanotechnologies, des neurosciences et de l'énergie, entre autres domaines de pointe. Ils pensent qu'ils sont en train de changer le monde à un rythme aussi rapide que celui que nous avons connu jusqu'à présent"[2].

Si Annunziata et Rogoff ont raison, cela signifie-t-il que tout va bien pour le capitalisme ? Le capitalisme sera-t-il sauvé par les robots, tandis que les travailleurs pourront vivre une vie heureuse pleine de loisirs que John Maynard Keynes, dans les années 1930, estimait que le capitalisme aurait permis d'atteindre à peu près à l'heure actuelle ?

Il est clair que la technologie passée n'a pas fait l'affaire. Les prédictions des années 1970 selon lesquelles les travailleurs pourraient se préoccuper davantage de ce qu'ils pourraient faire de leur temps libre plutôt que de s'inquiéter de si ils trouveraient suffisamment de travail pour joindre les deux bouts ne se sont pas concrétisées. Mais les robots pourraient-ils aujourd'hui faire l'affaire et permettre leurs réalisations ?

Cette première raison pour laquelle la technologie robotique ne sauvera pas la situation est complètement ignorée ou rejetée par le courant économique dominant parce que celui-ci n'a aucun concept d'une loi de la valeur dans le cadre du capitalisme - et ce pour de très bonnes raisons idéologiques. Elle ne pense qu'en termes de choses physiques (avec de l'argent en plus) et non en termes de valeur que les propriétaires du capital doivent s'approprier. La deuxième raison pour laquelle les travailleurs ne parviendront pas à l'utopique société de loisirs avec des robots effectuant le travail a été trouvée par les économistes traditionnels. Il s'agit de la baisse de la part du travail dans la valeur totale. Outre la technologie qui favorise le capital, Paul Krugman estime que ce phénomène peut être dû au "pouvoir de monopole" ou au règne des "barons voleurs". Krugman présente la situation de la manière suivante : peut-être que la part du revenu du travail diminue parce que "la concurrence n'est pas parfaite" dans le capitalisme, "la concentration croissante des entreprises pourrait être un facteur important de la stagnation de la demande de main-d'oeuvre, car les sociétés utilisent leur pouvoir de monopole croissant pour augmenter les prix sans répercuter les gains sur leurs employés"[3]. Ce que Krugman semble suggérer, c'est que c'est une imperfection de l'économie de marché qui crée cette inégalité et que si nous éliminons cette imperfection (le monopole), tout se corrigera. Il présente donc le problème en termes d'économie néoclassique. La théorie marxiste dirait qu'il ne s'agit pas de la règle du monopole, mais de la règle du capital. Bien sûr, le capital s'accumule grâce à une centralisation et une concentration accrue des moyens de production entre les mains de quelques-uns. Cela garantit que la valeur créée par le travail est appropriée par le capital et que la part revenant aux 99% est minimisée. Mais il ne s'agit pas d'un monopole en tant qu'imperfection de la concurrence parfaite, comme l'explique Krugman mais il s'agit du monopole de la propriété des moyens de production, par quelques-uns.

C'est le fonctionnement pur et simple du capitalisme, avec tous ses défauts. La baisse de la part du revenu national revenant au travail a commencé au moment même où la rentabilité des entreprises américaines atteignait son niveau le plus bas lors de la profonde récession du début des années 1980. Le capitalisme a dû rétablir la rentabilité. Il l'a fait en partie en augmentant le taux de plus-value par le licenciement de travailleurs, l'arrêt des augmentations de salaires et la suppression progressive des avantages sociaux et des pensions. Il est d'ailleurs significatif que l'effondrement de la part du travail se soit intensifié après 1997, lorsque la rentabilité américaine a atteint un nouveau sommet et a recommencé à chuter. Le facteur de compensation de la loi de Marx sur la rentabilité a de nouveau été appliqué avec vigueur. Selon Emmanuel Saez, le 1% des ménages les plus riches des États-Unis a capté 65% de toute la croissance de l'économie depuis 2002. Et les 0,01% des ménages les plus riches des États-Unis, c'est-à-dire 14 588 familles avec un revenu supérieur à 11 477 000 $, ont vu leur part du revenu national doubler, passant de 3% à 6% entre 1995 et 2007. Ce n'est pas le pouvoir des monopoles ou la hausse des loyers allant aux "barons voleurs" des monopoles qui a forcé la baisse de la part du travail, c'est simplement le capitalisme. La part du travail dans le secteur capitaliste aux États-Unis et dans d'autres grandes économies capitalistes est en baisse en raison du progrès technologique et de la "préférence pour le capital", de la mondialisation et de la main-d'oeuvre bon marché à l'étranger, de la destruction des syndicats, de la création de la plus grande armée de réserve de main-d'oeuvre (les chômeurs et sous-employés), de la fin des allocations de chômage et de la fin des contrats à durée indéterminée, etc. Les entreprises qui ne sont pas en situation de monopole sur leur marché ont probablement fait plus que les monopoles.

Paul Mason affirme que l'internet, l'automatisation, les robots et l'IA créent une nouvelle économie qui ne peut être contrôlée par le capitalisme[4]. Selon Mason, de nouvelles forces sont à l'œuvre qui remplacent l'ancienne lutte des classes entre le capital et le prolétariat, telle que Marx la concevait, par un "réseau de communautés". La technologie de l'IA et le réseau peuvent conduire à un monde post capitaliste (socialiste ?) qui ne peut être arrêté. Mais les robots et l'IA sont-ils prêts à envahir le monde du travail et donc l'économie au cours de la prochaine génération ? S'agira-t-il d'une utopie socialiste à notre époque (la fin du labeur humain et une société harmonieuse et surabondante) ou d'une dystopie capitaliste (des crises plus intenses et des conflits de classe) ?

La robotique industrielle a le potentiel de changer la fabrication en augmentant la précision et la productivité sans engendrer de coûts plus élevés. L'impression 3D pourrait générer un nouvel écosystème d'entreprises fournissant des modèles imprimables sur le web, rendant ainsi les produits de tous les jours personnalisables à l'infini. "L'internet des objets" offre la possibilité de connecter les machines et les équipements entre eux et à des réseaux communs, ce qui permet de surveiller entièrement les installations de fabrication et de les faire fonctionner à distance. Dans le domaine des soins de santé et des sciences de la vie, la prise de décision fondée sur les données, permettant la collecte et l'analyse d'autres vastes collections de données, modifie déjà la R&D (recherche et développement), les soins cliniques, les prévisions et le marketing.

---

[1] Marco Annunziata, "The Next Productivity Revolution", 7 décembre 2012, www.voxeu.org/article/next-productivity-revolution-industrial-internet

[2] Kenneth Rogoff, "Technology Stagnation and Advanced Countries Slow Growth", Project Syndicate, 4 décembre 2013, www.project-syndicate.org/commentary/kennethrogoff-asks-whether-we-need-to-know-what-s-ailing-the-advancedeconomies-in-order- toboost-growth

[3] Paul Krugman, "Robots and Robber Barons", New York Times blog, 10 décembre 2020, www.nytimes.com/2012/12/10/opinion/krugman-robots-and-robber-barons.html

[4] Paul Mason, Post Capitalism, a Guide to Our Future, Londres : Allen Lane, 2015.

L'utilisation du big data dans les soins de santé a permis de mettre au point des traitements et des médicaments hautement personnalisés.
Le secteur des infrastructures, qui n'a connu aucun gain de productivité du travail au cours des 20 dernières années, pourrait être considérablement amélioré, par exemple, par la création de systèmes de transports intelligents, qui pourraient accroître massivement l'utilisation des actifs ; l'introduction de réseaux intelligents, qui pourraient aider à économiser les coûts des infrastructures électriques et réduire la probabilité de pannes coûteuses ; et une gestion efficace de la demande, qui pourrait réduire considérablement la consommation d'énergie par habitant.

Lesquelles de ces technologies émergentes ont le plus grand potentiel d'amélioration de la productivité ? Le McKinsey Global Institute (MGI), en 2013, estime que les "technologies qui comptent" sont celles qui ont le plus de chances d'avoir un impact économique substantiel et de provoquer des bouleversements au cours de la prochaine décennie[1]. Celles qui figurent sur cette liste progressent rapidement (par exemple, la technologie du séquençage génétique), ont une large portée (par exemple l'internet mobile), ont le potentiel de créer un impact économique (par exemple la robotique avancée) et ont le potentiel de changer le statu quo (par exemple la technologie de stockage de l'énergie). MGI estime que l'impact économique de ces technologies - dérivé de la baisse de leurs prix, de leur diffusion et de l'amélioration de leur efficacité - se situera entre 14 et 33 000 milliards de dollars par an en 2025, grâce à l'internet mobile, à l'automatisation du travail intellectuel, à “l'internet des objets” et à la technologie des nuages. John Lanchester résume ainsi la situation :

Les ordinateurs ont considérablement gagné en puissance et sont devenus si bon marché qu'ils sont désormais omniprésents. Il en va de même pour les capteurs qu'ils utilisent pour surveiller le monde physique. Les logiciels qu'ils utilisent se sont également améliorés de façon spectaculaire. Nous sommes à l'aube d'une nouvelle révolution industrielle, qui aura autant d'impact sur le monde que la première. Des catégories entières de travail seront transformées par la puissance de l'informatique et, en particulier, par l'impact des robots[2].

Si les robots et l'IA arrivent rapidement, cela se traduira-t-il par d'énormes pertes d'emplois ou, au contraire, par de nouveaux secteurs d'emploi et par la nécessité de travailler moins d'heures ? Dans un travail récent, Graetz et Michaels ont étudié 14 industries (principalement des industries manufacturières, mais aussi l'agriculture et les services publics) dans 17 pays développés (dont des pays européens, l'Australie, la Corée du Sud et les États-Unis). Ils ont constaté que les robots industriels augmentent la productivité du travail, la productivité totale des facteurs et les salaires. Parallèlement, si les robots industriels n'ont pas eu d'effet significatif sur le nombre total d'heures travaillées, certains éléments indiquent qu'ils ont réduit l'emploi des travailleurs peu qualifiés et, dans une moindre mesure, celui des travailleurs moyennement qualifiés[3]. En substance, les robots n'ont donc pas réduit le labeur (heures de travail) de ceux qui avaient du travail, bien au contraire. Mais ils ont entraîné une perte d'emplois pour les personnes non qualifiées et même pour celles qui possédaient certaines compétences. Donc plus de travail, pas moins d'heures, et plus de chômage.

Deux économistes d'Oxford, Carl Benedikt Frey et Michael Osborne, ont étudié l'impact probable de l'évolution technologique sur un large éventail de 702 professions, des podologues aux guides touristiques, des dresseurs d'animaux, aux conseillers en finances personnelles en passant par les artisans du sol[4]. Leurs conclusions sont effrayantes :
Selon nos estimations, environ 47 % de l'emploi total aux États-Unis est menacé. Plutôt que de réduire la demande de professions à revenus moyens, comme cela a été le cas au cours des dernières décennies, notre modèle prédit que l'informatisation se substituera principalement aux emplois peu qualifiés et faiblement rémunérés dans un avenir proche.
En revanche, les emplois très qualifiés et très bien rémunérés sont les moins sensibles au capital informatique.

Lanchester a résumé leurs conclusions : "Les pauvres seront donc touchés, la classe moyenne s'en sortira un peu mieux que par le passé et les riches, sans surprise, se porteront bien".
Mais il faut ajouter que, d'autre part, les nouvelles technologies créent de nouveaux emplois et donc augmentent l'emploi. Toutes les projections catastrophistes ignorent cet aspect fondamental. Les robots n'éliminent pas les contradictions de l'accumulation capitaliste.

L'essence de l'accumulation capitaliste est que pour augmenter les profits et accumuler plus de capital, les capitalistes veulent introduire des machines qui peuvent augmenter la productivité de chaque employé et réduire les coûts par rapport aux concurrents. C'est le grand rôle révolutionnaire du capitalisme dans le développement des forces productives disponibles pour la société. Mais il y a une contradiction. En essayant d'augmenter la productivité du travail par l'introduction de la technologie, on assiste à un processus de suppression de la main-d'œuvre. La nouvelle technologie remplace le travail. Certes, l'augmentation de la productivité peut entraîner une augmentation de la production et ouvrir de nouveaux secteurs d'emploi pour compenser. Mais au fil du temps, une distorsion du capital ou une suppression de la main-d'œuvre signifie que moins de valeur nouvelle est créée (le travail étant la seule forme de valeur) par rapport au coût du capital investi. La rentabilité a tendance à diminuer à mesure que la productivité augmente. Cela conduit finalement à une crise de la production qui interrompt, voire annule, le gain de production obtenu grâce à la nouvelle technologie. Ceci est uniquement dû au fait que l'investissement et la production dépendent de la rentabilité du capital dans notre mode de production moderne. Ainsi, une économie de plus en plus dominée par l'internet des objets et les robots dans le cadre du capitalisme se traduira par des crises plus intenses et une plus grande inégalité plutôt que par la surabondance et la prospérité.

Marx pose deux hypothèses clés pour expliquer les lois du mouvement sous le capitalisme :
1- Seul le travail humain crée de la valeur
2- Au fil du temps, les investissements des capitalistes dans la technologie et les moyens de production dépasseront les investissements dans la force de travail humaine.
Pour utiliser la terminologie de Marx, il y aura une augmentation de la composition organique du capital au fil du temps. Mais que signifie tout cela si nous entrons dans un avenir extrême (de science-fiction ?) où la technologie robotique et l'IA conduisent à des robots fabriquant des robots ET à des robots extrayant les matières premières et fabriquant tout ET exécutant toutes les tâches de la vie quotidienne telles que les services personnels et publics, de sorte que le travail humain ne soit plus nécessaire pour AUCUNE tâche de production ?
Imaginons un processus totalement automatisé dans lequel aucun humain n'interviendrait dans la production. La transformation de matières premières en marchandises sans

[1] Institut McKinsey Institut, Technologies Technologies", mai 2013, www.mckinsey.com/~/media/McKinsey/Business%20Functions/McKinsey%20Digital/Our%20Insights/Disruptive%20technologies/MGI_Disruptive_technologies_Full_report_ May2013.ashx
[2] John Lanchester, "The Robots Are Coming", London Review of Books, Vol. 37, No. 5, mars 2015, www.lrb.co.uk/the-paper/v37/n05/john-lanchester/the-robotsare-coming
[3] George Graetz et Guy Michaels, "Robots at Work", Centre for Economic Policy Research, mars 2015, https://cepr.org/active/publications/discussion_papers/dp.php?dpno=10477.
[4] Carl Benedikt Frey et Michael Osborne, "The Future of Employment", 17 septembre 2013, Oxford Martin School, Université d'Oxford, www.oxfordmartin.ox.ac.uk/downloads/academic/The_Future_of_Employment.pdf

l'intervention de l'homme ajouterait certainement de la valeur. Cela rend-il faux l'affirmation de Marx selon laquelle seul le travail humain peut créer de la valeur ?
Répondre oui serait confondre la *double* nature de la valeur sous le capitalisme : la valeur d'usage et la valeur d'échange. Il y a la valeur d'usage (les choses et les services dont les gens ont besoin) et la valeur d'échange (la valeur du temps de travail et l'appropriation du travail humain par les propriétaires du capital, rendue possible par la vente sur le marché).
Dans chaque marchandise produite selon le mode de production capitaliste, il y a à la fois une valeur d'usage et une valeur d'échange.

L'une ne va pas sans l'autre sous le capitalisme. Mais c'est la valeur d'échange qui régit le processus d'investissement et de production capitaliste, et non la valeur d'usage.
Le principal débat économique porte sur la question de savoir si la technologie créera plus d'emplois qu'elle n'en détruira. Après tout, dit-on, la nouvelle technologie peut supprimer certains emplois (tisserands à la main au début du 19e siècle par exemple) mais en créer de nouveaux (usines textiles). Une expérience de pensée est celle proposée par Paul Krugman[1]. Dans le célèbre exemple de Krugman, on imagine qu'il existe deux produits, les saucisses et les petits pains, qui sont ensuite combinés l'un pour l'autre pour fabriquer des hot-dogs. 120 millions de travailleurs sont répartis à parts égales dans les deux industries : 60 millions produisent des saucisses, l'autre 60 millions des petits pains, et les deux prennent deux jours pour produire une unité de production.
Supposons maintenant qu'une nouvelle technologie double la productivité des boulangeries. Moins de travailleurs sont nécessaires pour fabriquer les petits pains, mais cette productivité accrue signifie que les consommateurs obtiendront 33% de hot-dogs en plus. À terme, l'économie comptera 40 millions de travailleurs fabriquant des petits pains et 80 millions de travailleurs fabriquant des saucisses.
La transition peut entraîner du chômage, en particulier si les compétences sont très spécifiques à l'industrie de la boulangerie. Mais à long terme, un changement dans la productivité relative réaffecte l'emploi au lieu de le détruire.
L'histoire des guichetiers et des distributeurs automatiques de billets (DAB) est un autre exemple d'innovation technologique remplaçant entièrement le travail humain pour une tâche particulière. Cela a-t-il entraîné une baisse massive du nombre de guichetiers ?

Entre les années 1970 (lorsque les premiers DAB sont apparus) et 2010, le nombre de guichets bancaires a doublé. La réduction du nombre de guichets par agence a rendu la gestion d'une agence moins coûteuse, et les banques ont donc étendu leur réseau d'agences. Le rôle des guichetiers a progressivement évolué, passant de la manipulation d'argent liquide à la relation bancaire. L'augmentation du nombre de guichetiers est due à l'expansion du nombre d'agences et donc à l'augmentation du nombre de guichetiers plus importante que la réduction du nombre de guichetiers par agence. En général, le chômage technologique peut être contré par l'expansion du capital (accumulation). Mais il ne s'agit que d'une contre-tendance qui ne contredit pas l'effet négatif des nouvelles technologies sur l'emploi.
Et même en supposant que tous les emplois perdus dans une branche soient recréés dans une autre, comme Marx l'a souligné avec l'essor des machines au 19e siècle, il ne s'agit pas d'un processus de changement sans faille.
Comme l'a dit Marx :
Les faits réels, travestis par l'optimisme des économistes, sont les suivants : les ouvriers, chassés de l'atelier par les machines, sont jetés sur le marché du travail. Leur présence sur le marché du travail augmente le nombre de forces de travail à la disposition de l'exploitation capitaliste... l'effet du machinisme, qui a été présenté comme une compensation pour la classe ouvrière, est, au contraire, un fléau des plus effrayants. Pour l'instant, je me contenterai de dire ceci : les travailleurs qui ont été mis au chômage dans une branche de l'industrie donnée peuvent sans aucun doute chercher un emploi dans une autre branche ... même s'ils trouvent un emploi, quelle perspective misérable s'offre à eux!
Handicapés par la division du travail, ces pauvres diables valent si peu en dehors de leur ancien métier qu'ils ne peuvent être admis dans aucune industrie, à l'exception de quelques branches inférieures, donc surchargées et sous payées.
En outre, chaque branche d'industrie attire chaque année un nouveau flot d'hommes, qui fournissent un contingent à partir duquel il est possible de remplir les postes vacants et de puiser une réserve pour l'expansion. Dès que le machinisme a libéré une partie des travailleurs employés dans une branche d'industrie donnée, les hommes de réserve sont également détournés vers de nouvelles voies d'emploi et absorbés dans d'autres branches ; entre-temps, les victimes initiales, pendant la période de transition, sont pour la plupart affamés et périssent[2].

Les robots ne seront pas utilisés à grande échelle s'ils ne permettent pas aux propriétaires et aux investisseurs des applications robotiques de réaliser davantage de bénéfices. Mais plus de robots et relativement moins de travail humain signifierait relativement moins de valeur créée par unité de capital investi, car la loi de la valeur de Marx nous apprend que la valeur (telle qu'elle est incorporée dans la vente de la production à des fins de profit) n'est créée que par la force de travail humaine. Et si celle-ci diminue par rapport aux moyens de production utilisés, la rentabilité a tendance à baisser. L'expansion des robots et de l'IA augmente donc la probabilité et l'ampleur des crises de la rentabilité. Il est donc très probable que les effondrements de la production capitaliste s'intensifient à mesure que les machines remplaceront de plus en plus la main-d'œuvre. C'est la grande contradiction du capitalisme : l'augmentation de la productivité du travail par l'utilisation de plus de machines réduit la rentabilité du capital.

Le courant économique dominant nie la loi de la valeur ou l'ignore.
En 1898, l'économiste néo-ricardien Vladimir Dmitriev, afin de réfuter la théorie de la valeur de Marx, a présenté une économie hypothétique où les machines/robots faisaient tout et où il n'y avait pas de travail humain. Selon lui, comme il existe toujours un énorme excédent produit sans travail, la théorie de la valeur de Marx est erronée. Mais l'expérience de pensée de Dmitriev n'est pas pertinente car lui et d'autres économistes traditionnels ne comprennent pas la valeur dans le mode de production capitaliste. La valeur d'une marchandise à vendre est double : il y a une valeur d'usage physique dans le bien ou le service vendu, mais il y a aussi une valeur d'échange sous forme d'argent et de profit qui doivent être réalisés lors de la vente. Sans cette dernière, la production capitaliste n'a pas lieu. Et seule la force de travail crée cette valeur. Les machines ne créent aucune valeur/profit.
En effet, l'économie super-abondante exclusivement robotisée de Dmitriev ne serait plus capitaliste parce qu'il n'y aurait pas de profit pour les capitalistes. À mesure que les machines remplacent la force de travail humaine, dans le cadre du capitalisme, la rentabilité diminue même si la productivité du travail augmente (davantage de biens et de services sont produits). Et la baisse de la rentabilité perturbe, mais périodiquement, la production des capitalistes car ils n'emploient que de la main-d'œuvre et des machines pour réaliser des

[1] Paul Krugman, "The Accidental Theorist", Slate, 24 janvier 1997, http://web.mit.edu/krugman/www/hotdog.html. Voir la critique de cet exemple par Richard Serlin, "AI and Krugman's Hot Dogs", 18 septembre 2016, https://richardhserlin.blogspot.com/2016/09/ai-and-krugmans-hot-dogs.html

[2] Karl Marx, Le Capital, vol. 1,

profits. Les crises s'intensifient donc bien avant que nous arrivions au monde robotique hypothétique de Dmitriev.
Dans notre monde hypothétique de robots et d'IA, la productivité (des valeurs d'usage) tendrait vers l'infini, tandis que la rentabilité (plus-value par rapport à la valeur du capital) tendrait vers zéro. Le travail humain ne serait plus employé et exploité par le capital (les propriétaires des moyens de production). Au lieu de cela, les robots feraient tout. Il ne s'agit plus de capitalisme. L'analogie se fait plutôt avec une économie d'esclaves, comme dans la Rome antique. Dans la Rome antique, pendant des centaines d'années, l'économie paysanne, qui était auparavant essentiellement basée sur la petite propriété, a été remplacée par des esclaves dans les mines, l'agriculture et toutes sortes d'autres tâches. Cela s'est produit parce que le butin des guerres victorieuses menées par la république et l'empire romains comprenait une offre massive de main-d'œuvre esclave. Pour les propriétaires d'esclaves, le coût de ces derniers était incroyablement bas (au départ) par rapport à l'emploi d'une main-d'œuvre gratuite. Les propriétaires d'esclaves ont chassé les paysans de leurs terres en combinant l'endettement, la réquisition lors des guerres et la violence pure et simple. Les anciens paysans et leurs familles ont été contraints à l'esclavage ou à l'exode vers les villes, où ils gagnaient leur vie en effectuant des tâches subalternes ou en mendiant. La lutte des classes n'a pas cessé. Elle opposait les aristocrates propriétaires d'esclaves aux esclaves et les aristocrates à la plèbe atomisée des villes.
La question souvent posée à ce stade est la suivante : qui sont les propriétaires des robots et leurs produits et services seront-ils vendus pour réaliser des bénéfices ? Si les travailleurs ne travaillent pas et ne perçoivent aucun revenu, il y a certainement une surproduction et une sous-consommation massive. Alors, en dernière analyse, est-ce la sous-consommation des masses qui entraîne l'effondrement du capitalisme ? Là encore, il s'agit d'un malentendu[1]. Les propriétaires des moyens de production (les robots) disposent désormais d'une économie surabondante de biens et de services à coût nul (des robots fabriquant des robots fabriquant des robots). Les propriétaires peuvent simplement consommer. Ils n'ont pas besoin de faire du "profit", tout comme les aristocrates propriétaires d'esclaves à Rome consommaient et ne géraient pas d'entreprises pour faire du profit. Il n'en résulte pas de crise de surproduction au sens capitaliste (par rapport au profit) ni de "sous-consommation" (absence de pouvoir d'achat ou de demande effective de biens sur un marché), si ce n'est au sens physique de la pauvreté.
Le courant économique dominant continue de considérer que la montée en puissance des robots dans le cadre du capitalisme crée une crise de sous-consommation. Comme l'a dit Jeffrey Sachs : "Là où je vois le problème à un niveau généralisé pour la société dans son ensemble, c'est que si les humains sont licenciés à l'échelle industrielle (47% cotés aux Etats-Unis), alors où est le marché pour les biens ?"[2].
Ou, comme le dit Martin Ford, "il n'y a aucun moyen d'envisager un marché pour les biens" : "il n'y a aucun moyen d'envisager comment le secteur privé peut résoudre ce problème. Il n'y a tout simplement pas d'autre solution que le gouvernement pour fournir un mécanisme de revenu aux consommateurs"[3]. Ford ne propose pas le socialisme, mais simplement un mécanisme pour rediriger les salaires perdus vers les consommateurs, mais un tel système menacerait la propriété privée et le profit.
Martin Wolf l'a exprimé de la manière suivante [4]:

L'essor des machines intelligentes est un moment historique.
Elle changera beaucoup de choses, y compris notre économie. Mais leur potentiel est clair : elles permettront aux êtres humains de vivre beaucoup mieux. Le fait qu'ils y parviennent ou non dépend de la manière dont les gains sont produits et distribués. Il est possible que le résultat final soit une infime minorité de grands gagnants et un grand nombre de perdants. Mais un tel résultat serait un choix et non un destin. Une forme de techno-féodalisme n'est pas nécessaire.
Surtout, ce n'est pas la technologie elle-même qui dicte les résultats. Ce sont les institutions économiques et politiques qui le font. Si celles que nous avons ne donnent pas les résultats que nous voulons, nous devons les changer.

Il s'agit d'un choix social ou, plus exactement, il dépend de l'issue de la lutte des classes dans le cadre du capitalisme.

John Lanchester dit[5] :

Il convient également de noter ce qui n'est pas dit sur ce futur robotisé. Le scénario que l'on nous propose - celui que l'on veut nous faire croire inévitable - est celui d'une dystopie hypercapitaliste. Il y a le capital, qui se porte mieux que jamais, les robots, qui font tout le travail, et la grande masse de l'humanité, qui ne fait pas grand-chose, mais qui s'amuse à jouer avec ses gadgets… Il existe cependant une alternative possible, dans laquelle la propriété et le contrôle des robots sont déconnectés du capital dans sa forme actuelle. Les robots libèrent la majeure partie de l'humanité du travail, et tout le monde en profite : nous n'avons plus à travailler dans des usines, à descendre dans des mines, à nettoyer des toilettes ou à conduire des camions sur de longues distances, mais nous pouvons chorégraphier, tisser, jardiner, raconter des histoires, inventer des choses et nous atteler à la création d'un nouvel univers de besoins. Ce serait le monde des besoins illimités décrit par l'économie, mais avec une distinction entre les besoins satisfaits par les humains et le travail effectué par nos machines. Il me semble que ce monde ne peut fonctionner qu'avec des formes alternatives de propriété. La seule raison de penser que ce monde meilleur est possible est que l'avenir dystopique du capitalisme plus les robots peut s'avérer trop sombre pour être politiquement viable. Ce futur alternatif serait le genre de monde dont rêvait William Morris, plein d'humains engagés dans un travail significatif et rémunéré de manière sensée. Mais avec des robots en plus. Le fait que, face à un avenir qui pourrait ressembler soit à une dystopie hypercapitaliste, soit à un paradis socialiste, la deuxième option ne soit pas mentionnée en dit long sur le moment présent.

Mais revenons au présent. Quelle est la probabilité que des robots hautement intelligents envahissent le monde du travail (et peut-être le monde entier) dans un avenir proche ? Ça n'est pas près d'arriver, voire n'arrivera pas du tout. Le niveau d'utilisation de la robotique a presque doublé dans les principales économies capitalistes au cours de la dernière décennie. Le Japon et la Corée du Sud comptent le plus grand nombre de robots par employé du secteur manufacturier, soit plus de 300 pour 10 000 employés, suivis par l'Allemagne avec plus de 250 pour 10 000 employés. Les États-Unis ont moins de la moitié des robots par 10 000 employés par rapport au Japon et à la République de Corée. Au cours de cette période, le taux d'adoption des robots a augmenté de 40% au Brésil, de 210% en Chine, de 11% en Allemagne, de 57% en République de Corée et de 41% aux États-Unis. Cette évolution a été qualifiée de "deuxième vague d'automatisation", centrée sur la cognition artificielle, les capteurs bon marché, l'apprentissage automatique et l'intelligence distribuée. Cette automatisation profonde touchera tous les emplois, du travail manuel au travail intellectuel. Elle

[1] Pour une critique de la sous-consommation, voir le chapitre 3 sur les crises dans cet ouvrage.
[2] Jeffrey Sachs, "How to Live Happily with Robots", The American Prospect, 3 août 2015, https://prospect.org/labor/live-happily-robots/
[3] Martin Ford, The Rise of the Robots : Technology and the Threat of a Jobless Future, New York : Basic Books, 2015.
[4] Martin Wolf, "If Robots Divide Us, They Will Conquer", Financial Times, 4 février 2014, www.ft.com/content/e1046e2e-8aae-11e3-9465-00144feab7de#axzz3k72z2kiJ
[5] Lanchester, "Les robots arrivent".

réduit l'emploi, tout comme l'a fait la mécanisation lors des précédentes révolutions industrielles.
À quel point les robots d'intelligence artificielle sont-ils proches de remplacer le travail des humains ? Les techno-futuristes pensent que les robots remplaceront bientôt les humains. Mais ils courent avant de savoir marcher - ou plus exactement, jusqu'à présent, les robots peuvent à peine courir par rapport aux humains. C'est le paradoxe de Moravec, à savoir que "il est relativement facile de faire en sorte que les ordinateurs affichent des performances dignes d'un adulte lors de tests d'intelligence ou de jeux, et difficile, voire impossible, de leur donner les compétences d'un enfant d'un an en ce qui concerne la perception et la mobilité" (Moravec). Ainsi, des algorithmes peuvent décider d'investir ou non pour des fonds spéculatifs ou des banques, mais un robot ne peut même pas frapper une balle de tennis, et encore moins battre un joueur de club. Les chercheurs en IA ont remarqué que les tâches les plus simples pour les humains, comme mettre la main à la poche pour récupérer une pièce de 25 cents, sont les plus difficiles pour les machines. Par exemple, le robot Roomba d'iRobot est autonome, mais la tâche d'aspirateur qu'il effectue en se promenant dans les pièces est extrêmement simple. En revanche, le Packbot de l'entreprise est plus coûteux, conçu pour désamorcer des bombes, mais il doit être téléopéré ou contrôlé sans fil par des personnes.
La Defense Advanced Research Projects Agency, un organisme de recherche du Pentagone, a organisé un concours de robotique à Pomona, en Californie. Un prix de 2 millions de dollars a été décerné au robot le plus performant dans une série de tâches de sauvetage en moins d'une heure. Lors du concours précédent, qui s'est déroulé en Floride en décembre 2013, les robots, qui étaient protégés des chutes par des filins, ont fait preuve d'une lenteur glaciale dans l'accomplissement de tâches telles que l'ouverture de portes et l'entrée dans des pièces, le déblaiement de débris, l'ascension d'échelles et la conduite à travers une course d'obstacles. (Les journalistes qui ont couvert l'événement ont eu recours à des analogies telles que "regarder la peinture sécher" et "regarder l'herbe pousser". Les robots disposaient d'une heure pour accomplir une série de huit tâches qui prendraient probablement moins de dix minutes à un humain. Et les robots ont échoué à de nombreuses reprises. La plupart des robots étaient bipèdes, mais beaucoup avaient quatre pattes, ou des roues, ou les deux. Mais aucun n'était autonome. Les opérateurs humains guidaient les machines par l'intermédiaire de réseaux sans fil qui étaient largement impuissants en l'absence de superviseurs humains. Peu de progrès ont été réalisés dans le domaine de la "cognition", les processus de plus haut niveau semblables à ceux de l'homme qui sont nécessaires à la planification des robots et à une véritable autonomie. En conséquence, de nombreux chercheurs ont commencé à penser qu'il était préférable de créer des ensembles d'humains et de robots.

Une approche qu'ils décrivent comme des co-robots ou de la "robotique en nuage". En effet, le développement des robots s'oriente de plus en plus vers les "cobots", qui agissent comme une extension du travailleur, dans les usines pour les travaux lourds et dans les hôpitaux et les services sociaux pour le diagnostic. Ces robots ne remplacent pas directement le travailleur.
David Graeber avait soulevé d'autres obstacles à l'adoption rapide de l'IA autonome et des robots entièrement automatisés, à savoir le système capitaliste lui-même[1.] Le financement des nouvelles technologies ne sert pas à répondre aux besoins des personnes et à réduire le travail humain en tant que tel, mais à augmenter la rentabilité. Il fut un temps où quand les gens imaginaient l'avenir, ils imaginaient des voitures volantes, des dispositifs de téléportation et des robots qui les libéreraient de la nécessité de travailler. Étrangement, rien de tout cela ne s'est produit. Au lieu de cela, les industriels ont consacré des fonds de recherche non pas à l'invention des usines robotisées que tout le monde prévoyait dans les années 1960, mais à la délocalisation de leurs usines vers des sites à forte intensité de main-d'oeuvre et à faible technicité, en Chine ou dans les pays du Sud. Les gouvernements ont également réorienté les fonds vers la recherche militaire, les projets d'armement, la recherche sur les technologies de communication et de surveillance et d'autres préoccupations similaires liées à la sécurité. L'une des raisons pour lesquelles nous n'avons pas encore d'usines robotisées est qu'environ 95% du financement de la recherche en robotique a été canalisé par le Pentagone, qui est plus intéressé par le développement de drones que par l'automatisation des papeteries.

William Nordhaus, du département d'économie de l'université de Yale, a tenté d'estimer l'impact économique futur de l'IA et des robots[2]. Il estime qu'un emballement de la croissance technologique qui induirait des changements imprévisibles dans la société humaine (hypothèse de la singularité technologique) et son impact sont encore loin.
Les consommateurs peuvent aimer leurs iPhones, mais ils ne peuvent pas manger la production électronique. De même, du moins avec les technologies actuelles, la production nécessite des éléments entrant dans la production d'un bien (intrants) rares sous la forme de travail, d'énergie et de ressources naturelles, ainsi que des informations pour la plupart des biens et services. Selon Nordhaus, si l'on projette les tendances de la dernière décennie ou plus, il faudrait attendre un siècle avant que les variables de croissance n'atteignent le niveau associé à une singularité technologique axée sur la croissance.

Ce que nous voulons, ce sont des avancées techniques pour répondre aux besoins des gens, pour aider à mettre fin à la pauvreté et pour créer une société de surabondance sans endommager l'environnement et l'écologie de la planète. Si la technologie de l'IA et de la robotique peut nous en rapprocher, tant mieux. Mais les obstacles à une société harmonieuse et surabondante basée sur des robots réduisant le travail humain au minimum est le capital. Si les moyens de production (y compris les robots) sont la propriété de quelques-uns, les avantages d'une société robotisée reviendront à ces mêmes quelques-uns. Celui qui possède le capital en bénéficiera, car les robots et l'IA remplaceront inévitablement de nombreux emplois. Si les nouvelles technologies profitent essentiellement aux plus riches, comme cela a été le cas au cours des dernières décennies, les visions dystopiques pourraient devenir réalité. La nouvelle technologie des robots et de l'IA arrive. Comme toute technologie sous le capitalisme, elle a un "biais de capital" ; elle remplacera le travail humain. Mais dans le cadre du capitalisme, ce biais du capital est appliqué pour réduire la main-d'œuvre et augmenter la rentabilité, et non pour répondre aux besoins des personnes.

Ainsi, les robots et l'IA intensifient la contradiction, dans le cadre du capitalisme, entre la volonté des capitalistes d'accroître la productivité du travail par la mécanisation (usage de robots) et la tendance à la baisse de la rentabilité de cet investissement pour les propriétaires du capital qui en découle. Il s'agit là de la loi la plus importante de Marx en matière d'économie politique, et elle devient encore plus pertinente dans le monde des robots. En effet, comme dit précédemment, le plus grand obstacle à un monde de surabondance est le capital lui-même. Une société de surabondance où le travail humain est réduit au minimum et où la pauvreté est éliminée n'existera pas si la propriété des moyens de production ne passe pas du contrôle privé (oligarchie capitaliste) à la propriété commune (socialisme démocratique). C'est le choix entre l'utopie et la dystopie.

[1] David Graeber, Bullshit Jobs, Londres : Penguin Random House, 2018.

[2] William Nordhaus, "Are We Approaching Economic Singularity ?", Cowles Foundation Discussion Paper, septembre 2015, SSRN-id2658259.

CONNAISSANCE ET VALEUR

L'intelligence artificielle implique que les machines peuvent développer leurs propres connaissances sans intervention humaine. Mais ces connaissances, qu'elles soient d'origine humaine ou mécanique, ont elles une quelconque valeur ? Dans l'*Oxford Handbook of Karl Marx*, Thomas Rotta et Rodrigo Teixeira affirment que la connaissance est un "travail immatériel" et que les "marchandises de la connaissance" remplacent de plus en plus les marchandises matérielles dans le capitalisme moderne[1] .

Des exemples de marchandises de la connaissance sont toutes sortes de données commercialisées, de logiciels informatiques, de formules chimiques, d'informations brevetées, de musiques enregistrées, de compositions et de films protégés par des droits d'auteur, et de connaissances scientifiques monopolisées. Selon Rotta et Teixeira, ces biens de connaissance n'ont pas de valeur en tant que tels. La connaissance peut être reproduite à l'infini sans coût. Mais les deux économistes affirment qu'ils peuvent "restaurer" la loi de la valeur de Marx pour expliquer la valeur des biens de connaissance. Et leur solution est que, bien que les marchandises de la connaissance n'aient pas de valeur, les propriétaires de ces marchandises, par le biais de brevets et de droits d'auteur, etc... peuvent extraire des rentes des secteurs capitalistes productifs, de la même manière que, comme l'a expliqué Marx, les rentes étaient extraites par les propriétaires terriens (par le biais de leur monopole sur la terre) des capitalistes productifs.

Ils concluent en estimant l'augmentation de la valeur extraite sous forme de "rentes" par les "industries de la connaissance". Nous ne sommes pas d'accord avec cette réponse. Rotta et Teixeira, comme d'autres auteurs avant eux, comprennent mal la théorie de la valeur de Marx sur cette question. Ce n'est pas parce que la connaissance est intangible qu'elle est immatérielle. La connaissance est matérielle. Les objets tangibles et les pensées mentales sont tous deux matériels. Tous deux nécessitent la dépense d'énergie humaine, qui est matérielle, comme le montre le métabolisme humain. Il n'existe pas de travail "immatériel", malgré les affirmations de tous les "marxistes de la connaissance", y compris, semble-t-il, Rotta et Teixeira. La dichotomie n'est pas entre le travail matériel et le travail mental, mais entre le travail objectif et le travail mental, et donc entre le fait que le résultat soit tangible ou non.

La deuxième erreur commise par Rotta et Teixeira est que, parce qu'ils considèrent que la connaissance est "immatérielle", il s'agit d'un travail improductif qui ne produit pas de valeur. Mais le travail productif est le travail dépensé dans le cadre du rapport de production capitaliste. Le travail productif ne se limite pas à la production de biens matériels. Le travail productif comprend également ce que les économistes classiques appellent les services. Comme l'a expliqué Marx, si un capitaliste a un domestique, il s'agit de travail improductif.

En revanche, s'il se rend dans un hôtel et fait appel à un valet pour porter ses bagages à sa chambre, ce valet fournit un travail productif car il travaille pour le propriétaire capitaliste de l'hôtel en échange d'un salaire. Rotta et Teixeira nous donnent l'exemple d'un concert en direct.

Par conséquent, ce que nous appelons un concert est en fait un ensemble de plusieurs biens, dont des biens de connaissance tels que les compositions musicales. Le spectacle en direct est une combinaison du travail productif des musiciens et du personnel technique et du travail improductif de ceux qui ont composé les chansons en premier lieu.

Mais en quoi le compositeur est-il improductif ? Il peut vendre ce morceau de musique sur le marché en payant des droits d'auteur et des droits d'exécution. Des redevances doivent être payées si la musique est utilisée lors du concert. Une plus-value est créée et réalisée. Pour Marx, un compositeur qui ne travaille pas pour un salaire est un producteur indépendant. S'il est rémunéré par le capital, il est productif. Il est improductif parce qu'il n'est pas au service du capital et non parce qu'il produit quelque chose dit “immatériel". Il y a ensuite l'exemple du smartphone.

Lorsque vous achetez un smartphone, une partie du prix du téléphone couvre les coûts de production des composants physiques. Mais une autre partie du prix rémunère la conception brevetée et le logiciel protégé par le droit d'auteur stocké dans la mémoire. Les éléments du téléphone protégés par le droit d'auteur sont donc des biens de connaissance, et les revenus associés à ces composants spécifiques sont des loyers de connaissance.

Mais pourquoi les revenus des droits d'auteur et des brevets ne sont-ils considérés que comme des rentes ? L'idée, la conception et le système d'exploitation ont tous été produits par un travail intellectuel (ou mental) utilisé par des sociétés capitalistes. Celles-ci exploitent ce travail et s'approprient la plus-value en vendant ou en louant les logiciels. Il s'agit d'un travail productif qui produit de la valeur. Ce n'est pas différent d'une société pharmaceutique qui emploie des scientifiques pour trouver une formule pour un nouveau médicament qu'elle peut vendre sur le marché avec un brevet détenu ensuite pendant des années. Plus généralement, la production de connaissances (travail intellectuel) peut être productive de valeur et de plus-value s'il s'agit d'un travail intellectuel effectué pour le capital. Dans ce cas, la quantité de valeur *nouvelle* générée au cours du processus de travail mental est donnée par la durée et l'intensité du travail mental abstrait effectué, compte tenu de la valeur de la force de travail des travailleurs intellectuels (produisant du travail mental). La plus-value est donc la nouvelle valeur générée par les travailleurs intellectuels moins la valeur de leur force de travail ; et le taux d'exploitation est cette plus-value divisée par la valeur de leur force de travail. Le programmeur informatique ou le créateur de sites web est en principe tout aussi productif que l'ouvrier qui fabrique l'ordinateur si tous deux travaillent pour l'entreprise d'informatique. Ainsi, la *production de* connaissances implique la production de valeur et de plus-value (exploitation) et non de rente. Une fois produits, les capitalistes propriétaires des produits mentaux (connaissances) peuvent alors tirer un profit, et non un loyer, du travail mental. Pour s'approprier cette plus-value, le capitaliste doit appliquer les droits de propriété intellectuelle. Mais il y a d'abord production de valeur. La différence entre production et appropriation est fondamentale.

En résumé, la connaissance est matérielle et si les marchandises de la connaissance sont produites dans les conditions de la production capitaliste, c'est-à-dire en utilisant le travail mental et en vendant l'idée, la formule, le programme, la musique, etc... Alors, sur le marché, la valeur peut être créée par le travail mental. La valeur provient ici de l'exploitation du travail productif, conformément à la loi de la valeur de Marx. Il n'est pas nécessaire d'invoquer le concept d'extraction de rente pour expliquer les profits des entreprises pharmaceutiques ou de Google.



[1] Thomas Rotta et Rodrigo Teixeira, "The Commodification of Knowledge", dans The Oxford Oxford Handbook de Karl Marx, juin 2019, doi:10.1093/oxfordhb/9780190695545.013.23

Le fantôme dans la machine

socialisation de production-IA et lutte de classe

L'IA est un élément essentiel qui nous permet de saisir l'essence du tourbillon déroutant de notre époque. Une époque qui ne nous laisse souvent pas le temps de s'arrêter, d'analyser, de comprendre pour pouvoir agir au sein des nouvelles réalités de son tissu social et matériel en perpétuel mouvement.
D'un côté, nous sommes confrontés à des potentiels inédits à une échelle collective, et de l'autre, au niveau individuel, on se sent paralysé par les limites de notre existence matérielle. En tant que marxistes, pour surmonter cette tempête, nous devons enraciner notre analyse dans les principes du matérialisme historique, avec un regard tourné vers l'avenir. C'est pourquoi nous commençons par étudier l'histoire de l'IA, en situant son évolution dans les mécanismes de notre mode de production actuel et en mettant en évidence les principales contradictions qu'elle révèle.

Lorsqu'on analyse l'histoire de l'IA, il faut situer ses progrès au cours de ces soixante-dix dernières années dans le contexte plus large de notre accumulation collective de connaissances scientifiques, et non pas la considérer comme un développement isolé. L'histoire de la science, sa conception, sa relation avec la société et la lutte des classes, est le fil conducteur de l'étude épistémologique de L. Geymonat : « classe ouvrière et science » que nous publions dans ce numéro de la revue. Ce matériel nous permet de comprendre pourquoi nous sommes arrivés à l'automatisation et le rôle de la science dans ce processus.

Cybernétique et IA

Nous souhaitons nous concentrer plus particulièrement sur l'IA et sur ses répercussions culturelles et sociales. On peut schématiquement partir du fait que les prémices de l'IA se situent dans l'après-guerre avec la naissance de la cybernétique[1], un mouvement interdisciplinaire dont l'objectif était de trouver des cadres de référence communs entre les disciplines. La cybernétique s'est développée comme un moyen de reconnecter la complexité, dans les différentes "spécialités" scientifiques.
Tout fut analysé dans le cadre de systèmes autoguidés, qu'ils soient biologiques ou artificiels. De là est née la notion de développement d'un langage universel pour la science. C'est à travers ses développements que l'on peut retracer les origines des systèmes asservis, des boucles de rétroaction, la théorie générale des systèmes et les bases de l'apprentissage automatique. Par la suite, en 1958, le « Perceptron » de Frank Rosenblatt - un des premiers modèles de réseau de neurones inspiré du fonctionnement du cerveau humain - a démontré que les machines pouvaient s'auto-apprendre par essais et erreurs. Ce système a bouleversé les théories antérieures, car le concept '*d'apprentissage à partir d`une page blanche*' était auparavant considéré comme irréalisable. Il différait des systèmes 'moteur de règles' antérieurs, qui nécessitaient un manuel de codes prédéfini afin de répondre à chaque scénario spécifique. Après les années 1950, l'apprentissage automatique - qui est à la base de l'IA que nous utilisons aujourd'hui - a continuellement progressé et, avec l'augmentation de la puissance de calcul, ses capacités se sont considérablement accrues. Mais il restait une condition matérielle fondamentale à remplir avant de pouvoir réaliser l'IA moderne d'aujourd'hui : l'omniprésence des données.

La première pierre angulaire a sans aucun doute été l'utilisation généralisée d'ordinateurs personnels. Dès que cette infrastructure a été mise en place, le terrain a été préparé dans les années 1980 pour réaliser sa propagation. Ce développement a introduit une nouvelle plate-forme émergente où de vastes réseaux d'informations collectives pouvaient être agrégés et faire l'objet d'une interaction. À l'instar d'une immense bibliothèque désorganisée ou d'une marée d'informations, il incombait aux individus de les passer au crible, de rechercher ce qui était utile et de relier les données pertinentes, car les outils disponibles à cet effet étaient encore très rudimentaires. C'est à partir de cet agrégat fragmenté que se cristallisent des systèmes organisationnels tels que les algorithmes et, enfin, l'intelligence artificielle. Cette dernière s'est, à certains égards, chargée du rôle de bibliothécaire de cette immense base de données, grâce à sa capacité à les relier entre elles et à les consolider d'une manière adaptée aux exigences de chaque tâche particulière. Cela nous amène à notre époque où les modèles d'IA sont de plus en plus intégrés dans le processus de production. Si nous avons brièvement vu que l'IA peut être comprise en termes d'accumulation générale de connaissances humaines, il est important de l'analyser en relation avec les mécanismes du mode de production spécifique dans lequel elle est née.

Pour commencer, il faut comprendre la double nature de l'IA en tant que produit et instrument de ce que Marx a appelé la socialisation de la production. L'une des principales forces du capitalisme a été sa capacité à mettre en œuvre la coopération des travailleurs, pour la première fois à une échelle de masse. Une force qui, une fois libérée, nous a permis de réaliser plus que la somme de nos parties individuelles travaillant isolément. Grâce à elle, nous avons franchi les forêts les plus profondes, percé des montagnes, observé des galaxies lointaines et construit de grands collisionneurs de particules. Cette force émergente s'incarne dans l'immense appareil industriel du système des usines : premièrement, par le travail vivant, dans son travail coopératif à grande échelle et ce par le biais de la division du travail. Deuxièmement, par l'utilisation du travail mort (les machines) qui incarnent la cristallisation de travail socialisée sous la forme de capital fixe. En effet *c*haque machine a eu la même histoire - une longue série de nuits blanches et de pauvreté, de désillusions et de joies, d'améliorations partielles découvertes par plusieurs générations de travailleurs anonymes. Cela devient encore plus évident lorsque l'on considère l'IA et les milliards de points de données de chaque individu contribuant à constituer le tissu de son existence. Comme le dit Marx (Grundrisse), "*Le développement du capital fixe indique le degré où la science sociale en général, le savoir sont devenus une*

[1] Il ne faut pas oublier que les soviétiques étaient à l'avant-garde de la cybernétique. En 1936, un ordinateur analogique connu sous le nom d'« intégrateur d'eau » a été conçu par Vladimir Lukjanov et a été le premier ordinateur au monde à résoudre des équations aux dérivées partielles. L'Union soviétique a commencé à développer des ordinateurs numériques après la Seconde Guerre mondiale. Le premier ordinateur électronique universellement programmable d'Europe continentale a été créé par une équipe de scientifiques soviétiques dirigée par Sergei Lebedev. Il est intéressant de noter que Staline et, avec lui, le parti communiste russe, tout en soutenant le développement de la production soviétique, sont restés sceptiques face à la rhétorique apologétique occidentale concernant les ordinateurs, en soulignant l'aspect « classiste ». Dans le cadre du capitalisme, les ordinateurs s'attaquaient une fois de plus aux droits et aux garanties des travailleurs. Pensez par exemple au merveilleux film « Mort d'une sensation » de 1935, et au contraste entre l'utilisation capitaliste des robots et l'utilisation ouvrière des robots et la passivité des soi-disant scientifiques qui se croyaient neutres… Une telle histoire mériterait un article à part entière, ce que nous prévoyons de faire dans un prochain numéro de Supernova.

force productive immédiate et, par conséquent, jusqu'à quel point les conditions du procès vital de la société sont soumises au contrôle de l'intelligence générale et portent sa marque ; jusqu'à quel point les forces productives locales ne sont pas seulement produites sous la forme du savoir, mais encore comme organes immédiats de la praxis sociale, du procès vital réel."

Dans l'ère actuelle du capitalisme avancé, l'IA apparaît comme l'exemple par excellence de cette « intellect général, forgée par la socialisation de la production. Ainsi, l'IA peut également être considérée comme un instrument de socialisation de la production, dans le sens où elle accélère et intensifie ce processus. Elle est à l'avant-garde de la gestion du réseau logistique mondial, accélérant l'interconnexion et l'intégration des travailleurs, les optimisant ainsi en fonction des rythmes du capital. Au niveau individuel, elle représente notre intellect général commun, aliéné à nous, agissant sur nous comme une entité étrangère en nous connectant et en nous organisant selon les besoins du capital. Il en résulte une mystification relativement répandue autour de l'IA malgrè le fait de l'époque lointaine où nous luttions avec la nature pour notre simple existence, où ses forces inconnues évoquaient de grandes divinités dans l'esprit de l'homme. À l'ère moderne, nous avons depuis longtemps dérobé à la nature ses secrets et l'avons soumise à notre volonté. Nous avons transformé la nature par la puissance de nos forces productives à un niveau de complexité que nous pouvons constater dans le monde globalisé dans lequel nous vivons, où l'usine est simplement devenue un nœud dans un vaste réseau neuronal de logistique englobant la planète, dont l'échelle et la vitesse ont transcendé la perception individuelle de l'homme. C'est désormais cet environnement humain (matériel et abstrait) qui hante l'esprit, qui nous confronte à une force mythique de l'altérité. Ainsi, dans ce mode de production actuel, c'est une réaction purement humaine que de se raccrocher à un passé idéalisé qui semblait répondre plus délicatement à nos rythmes humains, ou de raviver l'esprit des luddites. Cependant se tourner vers le passé est toujours une démarche défensive, qui peut nous empêcher d'avancer et ainsi de nous approprier l'avenir. Face aux tendances chaotiques et au gaspillage de l'anarchie du capital dans sa phase impérialiste, la flamme de l'utopie technologique est ravivée, où les rêves d'une version moins volatile, plus rationnelle et planifiée du capitalisme sont recherchés. Les tendances réformistes de gauche sont attirées par les hypothèses selon lesquelles l'avènement de l'IA et de l'automatisation conduira inévitablement à une transition pacifique vers de nouveaux progrès. Elles se synchronisent avec les tendances bourgeoises qui voient dans l'IA un nouveau moyen d'attiser leur vieux rêve d'un capitalisme sans "lutte de classe", (et celles-ci ont été nombreuses, de la conception d'internet comme un espace libéré de l'emprise du capitalisme, au mouvement culturel de la cybernétique né d'un monde las de la guerre qui rêvait d'une économie harmonieuse parfaitement planifiée, ou même jusqu'aux rêves d'une société parfaitement réglée, en réponse à la turbulence sociale des villes en plein essor à l'époque de la Renaissance). Se cache derrière ces thèses, un échappatoire que Lénine n'a que trop bien analysé lorsqu'il a écrit sur l'impérialisme. Cette phase chaotique du capitalisme dans laquelle nous vivons n'est pas simplement une politique de la classe dirigeante qui peut être remplacée par une autre politique, mais le résultat inévitable de l'évolution des lois matérielles indétachables du capital lui-même. Néanmoins, nombre de ces nouvelles tendances ont commencé à éroder la dichotomie dépassée entre le socialisme en tant qu'économie planifiée et le capitalisme en tant que marché libre. Aujourd'hui, alors que les économies d'énormes monopoles tels qu'Amazon et Walmart éclipsent de nombreuses économies nationales, nous sommes confrontés aux faits que de larges secteurs du capitalisme soient entièrement planifiés.

L'IA et ses capacités de planification se retrouvent aux points les plus avancés du capitalisme, car elle surplombe le réseau neuronal intercontinental des canaux logistiques et du commerce international, facilitant davantage la fluidité du capital dématérialisé international. Autant les machines sont une extension de nos limites physiques, autant l'IA est devenue une extension de nos limites mentales. Toutes les deux représentent la composition inorganique du capital, qui augmente en ratio par rapport à sa composition organique, car ses mécanismes conduisent à une dépendance croissante à l'égard des machines et de la technologie.

L'IA et la lutte des classes

Un autre élément central de la question de l'IA est sa prétendue neutralité. Partons du fait techniquement prouvé, qu'un algorithme – la base de l'intelligence artificielle - ne peut pas être objectif, puisqu'il ne peut dépendre que de celui qui le programme, de son propriétaire et des données qui y sont chargées et qu'il doit, sur la base d'une logique établie par l'homme en fonction de certains intérêts, ordonner. C'est précisément pour cette raison qu'aucun algorithme ou intelligence artificielle ne peut et ne doit remplacer l'objectif final, qui ne peut être confié qu'à un être humain, ou plutôt à un collectif d'êtres humains, tandis que l'évaluation fournie par une machine ne peut être au mieux qu'un outil d'appui à ce dernier. L'algorithme peut hasarder une prédiction statistique, mais il ne peut pas prendre de décisions de manière autonome, ni en assumer la responsabilité. Les décisions et les responsabilités incombent nécessairement à l'homme, qui possède la liberté nécessaire pour les prendre et en assumer la responsabilité. Cette évaluation et cette décision humaines subjectives restent déterminantes, (par exemple, pour établir le volume de trafic qu'un pont donné pourra supporter avant qu'il ne devienne dangereux pour les personnes qui le traversent ou qui vivent en dessous, et ainsi pour choisir les matériaux à utiliser qui le rendront solide et stable, sur un laps de temps défini). La décision subjective n'est pas arbitraire ou aléatoire, car elle repose généralement sur une certaine politique sociale, certains intérêts économiques, des positions politiques et idéologiques, qui sont également à la base de l'élaboration humaine d'une machine, d'une intelligence artificielle ou d'un algorithme. Ainsi, ils ne peuvent pas devenir autonomes une fois qu'ils y sont incorporés.

De plus, lors du traitement de données sensibles, les algorithmes doivent nécessairement être soumis de temps à autre à un examen public, et ce afin de ne pas mettre en péril les profits privés et leur position dominante, (ou en contrôlant le fonctionnement des algorithmes, bien que cela ne soit souvent pas et volontairement le cas). Ainsi, par exemple, les outils de reconnaissance faciale commercialisés, qui sont censés distinguer les hommes des femmes, sont très peu fiables lorsqu'il s'agit de reconnaître les femmes « noires ». Ainsi, un employé caucasien, homme ou femme, pourrait plus facilement être admis, tandis qu'une employée afro-américaine serait victime de discrimination. Ainsi les « jugements » des algorithmes ne sont pas seulement généralement dépendants de l'idéologie dominante, qui exprime les intérêts de la classe dirigeante, mais tendent souvent à reproduire des préjugés généralement répandus et acceptés.

De ce point de vue, le conflit social devient nécessaire pour négocier syndicalement ou politiquement avec ceux qui contrôlent les évaluations incorporées - sur la base d'opinions nécessairement subjectives et donc partisanes - dans les algorithmes, c'est-à-dire dans les systèmes mathématiques de prévision statistique basés à leur tour sur des Big data introduites par des êtres humains ; des données dans tous les cas sélectionnées sur la base de directives imposées par les managers. Cette négociation, nécessairement basée sur les rapports de force déterminés par la lutte des classes, pourrait remettre en cause le contenu des évaluations intégrées dans les algorithmes, la manière dont elles sont exprimées et ce qui est

encodé dans les données générées. Par exemple, il n'y a pas si longtemps encore, des ponts aux arches basses étaient souvent conçus aux États-Unis pour empêcher les transports publics d'accéder à des plages censées être réservées aux seuls riches, généralement caucasiens, et ce dans l'intention d'exclure les subalternes et, en particulier, les groupes sociaux les plus discriminés, tels que, dans ce cas précis, les Afro-Américains. Ces derniers, ne disposant généralement pas des revenus nécessaires pour l'achat d'un moyen privé de locomotion, ils ne pouvaient pas avoir accès aux plages, et ce malgrè le fait qu'elles soient publiques. De plus, la technologie, qui selon les « néo-positivistes » résoudrait progressivement tous les problèmes de l'humanité, ne peut pas être considérée comme une science qui a, en tant que telle, à voir avec la connaissance de la réalité (pensons à toutes les limites liées à son mode de fonctionnement inductif où toute généralisation et universalisation risque toujours d'être falsifiée - rien ne peut nous assurer qu'une certaine tendance déterminée statistiquement sur des données passées restera inchangée dans l'avenir). En fait, la technologie, plutôt que de décrire comme le fait la science, vise à prescrire la manière dont la réalité doit être configurée pour que ses dispositifs réussissent. Cette fonction performative et transformatrice de la technologie sur la réalité s'exerce sur la base de sa méthode. Par conséquent, il reste déterminant de savoir qui l'établit et dans quel but, d'un point de vue économique, social, politique et idéologique. Revenons aux algorithmes, à la base de ce qu'on appelle l'intelligence artificielle, il y a nécessairement un certain système d'évaluation, une certaine définition du succès, un modèle par lequel certaines données sont abstraites plutôt que d'autres, une manière dont les données sélectionnées sont définies en fonction de l'auto-apprentissage du système. Il n'y a évidemment rien d'objectif ou de neutre, comme l'idéologie dominante voudrait nous le faire croire, mais il y a des décisions que seuls des êtres humains libres peuvent prendre. Tant que la société sera divisée en classes sociales, ce ne sera certainement pas la volonté générale qui prendra ces décisions, mais les sujets économiques et sociaux qui ont le pouvoir de le faire. En d'autres termes, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, les détenteurs des moyens de production et de reproduction de la main-d'œuvre, soit des ingénieurs et des programmeurs qui prennent dans les faits ces décisions ne le font pas de manière indépendante ou pour des raisons éthiques. En réalité, ils répondent et agissent conformément aux intérêts de ceux qui contrôlent leur capacité de travail.

Les outils technologiques ne sont neutres qu'en apparence. La question essentielle restera toujours de savoir qui les contrôle, les réglemente, les gouverne, et à quelles fins. Comme on le voit, ce pouvoir est généralement entre les mains des classes économiquement dominantes et politiquement dirigeantes. Ainsi, les algorithmes, loin d'être un instrument scientifique de mesure objective de la réalité, ont au contraire une fonction régulatrice et normative, qui est imposée par le propriétaire des machines et de la main d'œuvre nécessaire pour les produire, les programmer et les faire fonctionner. Celui-ci, en tant que membre de la classe dominante, est généralement copropriétaire de la même intelligence générale subsumée par le capital, comme le dénonçait Marx il y a un siècle et demi. Les algorithmes, avec leurs capacités « prédictives » plus ou moins fiables, basées sur les données passées que ces dirigeants sont en mesure de contrôler, tendent à réguler normativement la réalité extérieure et, surtout, à produire un contexte où les individus seront soumis obligatoirement à l'évaluation, selon les critères établis par ceux qui contrôlent les programmeurs et l'intellect général. Ainsi, sur la base du mécanisme des prophéties autoréalisatrices, ces évaluations et opinions ont pour effet d'établir subrepticement et définissent arbitrairement l'avenir qu'elles prétendent anticiper. Un avenir qui, principalement déterminé par les classes dirigeantes et gouvernantes, tend alors nécessairement à perpétuer un mode de production fondé sur certains rapports de propriété, aussi irrationnels et injustes qu'ils soient devenus.

Conclusions

Lorsque nous pensons à l'automatisation, nous pensons aux robots qui remplacent les travailleurs dans les usines, ce qui est vrai en soi, mais en même temps, nous ne devons pas oublier l'extrême diversification de la production capitaliste et le développement impérialiste inégal, qui augmentent la masse des travailleurs manuels salariés. Avec l'IA la question se pose de savoir s'il existe une automatisation qui affecte directement et massivement le travail intellectuel. De plus, cette évolution ébranle également les droits de propriété intellectuelle bourgeois qui ne sont, qu'un parmi d'autres des éléments qui favorisent la prolétarisation des classes moyennes.
Marx, dans un passage sur les marchines dans Grundrisse, nous indique précisément l'issue possible de l'automatisation. Le capital, alors qu'il ne peut être valorisé qu'en suçant le travail vivant (les travailleurs), tend à l'économiser, en le réduisant au minimum par l'extension du travail mort (les machines). Il entre ainsi en contradiction avec lui-même : "*Le capital est une contradiction en procès : d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum et, d'autre part, il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse. Il diminue donc le temps de travail sous sa forme nécessaire pour l'accroître sous sa forme de surtravail. Dans une proportion croissante, il pose donc le surtravail comme la condition (question de vie ou de mort) du travail nécessaire*".
Le travail, ainsi réduit à une entité sans importance, doit cesser d'être la mesure de la richesse et une autre société prend le relais, dans laquelle les hommes disposeront d'un temps de vie prolongé en se libérant du travail aliéné. La fin du travail n'est donc pas envisageable sous le capitalisme.

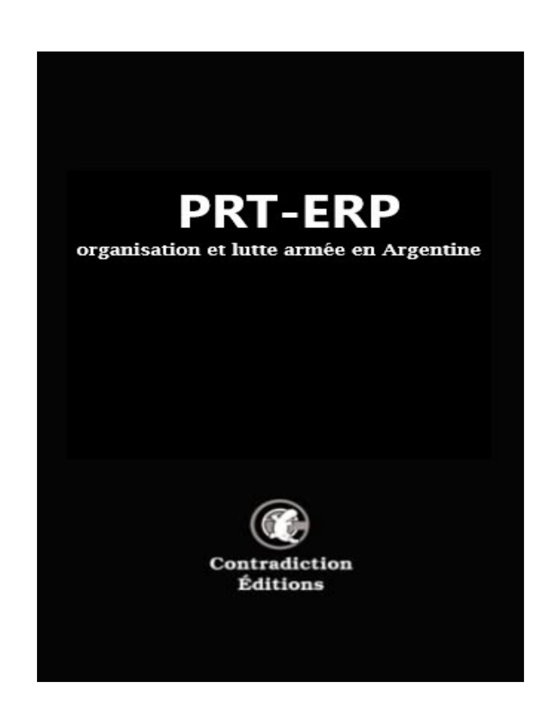
L'automatisation et aujourd'hui l'IA sont des éléments qui « révolutionnent » le processus de production, l'augmentation de la sphère de socialisation rend plus évident le niveau archaïque des relations sociales actuelles. Face à cette situation les travailleurs ne sont pas contre les machines, mais contre ceux qui utilisent les machines pour les faire travailler...

Cath Viftpeg









Publier un livre sur le PRT-ERP, Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT) - Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP), c'est se confronter à une organisation argentine qui s'est débarrassée du trotskisme et du gauchisme lui-même. Le PRT-ERP est la tentative pragmatique de poser la question du programme militaire, qui va bien au-delà de la poursuite simpliste et émotionnelle de la violence et de l'action directe. Les éléments politiques et militaires ont fusionné dans le PRT-ERP, ce qui signifie discipline, sacrifice, organisation, compétences, spécialisation, et plus généralement l'utilisation de la tactique et de la stratégie dans la lutte des classes. Le livre contient également des écrits de M.R. Santucho et E. Che Guevara

Cette collection des écrits de Mao, sont des matériaux sur la méthode dans le travail politique. Une méthode non stéréotypée et capable d'affronter les contradictions. Le thème central de ces écrits est l'action des communistes face aux déviations inévitables que produit le “militantisme”: l'opportunisme (recherche du consensus au détriment du programme) et le sectarisme (faire du programme et de l'organisation un fétiche religieux). Ces déviations reflètent inévitablement le niveau de la lutte des classes. Les risques d'opportunisme ou de sectarisme sont toujours présents, ils doivent être analysés et combattus. Se désintéresser de ces contradictions ou croire qu'on peut les éviter complètement est une erreur. Si l'on dépasse cette approche, on tombe dans le pur mysticisme organisationnel, qui oscille entre volontarisme militant et sectarisme religieux, ou dans le relativisme le plus flagrant et le scepticisme anti-scientifique.



Enquête ouvrière: les programmeurs

En tant que rédaction de Supernova, nous avons interviewé un programmeur marseillais impliqué dans le monde syndical.

Comment le monde des programmeurs est-il structuré ?

Le monde des programmateurs est divisé selon les domaines, les applications et les différences économiques. Il y a effectivement pas mal de domaines qui se ressemblent à partir du moment où c'est programmé mais il y en a des très spécifiques ou qui vont demander des savoirs/savoir-faire un peu plus pointus.
Mais en vérité, la plupart de l'informatique est assez générale, du coup, les gens sont interchangeables selon leur diplôme, qu'on ne va à peine regarder à part le nombre d'années d'études.

Ce qui est important, c'est que dans ton diplôme il soit marqué plus ou moins vaguement informatique et que tu saches écrire en ligne de code. A partir de là, tout le monde est interchangeable : tu as un diplôme en informatique industrielle ? on va te faire faire du web. Pour la majorité, tout ce qu'on veut, c'est des gens qui fassent du web.

Comment est-il divisé? Il y a des les macro-secteurs qui s'occupent des web, de web de jeu... Le secteur le moins bien rémunéré est celui des jeux vidéo. C'est vraiment un secteur à part parce que le but d'un jeu, c'est de créer une œuvre... Et du coup, les travailleurs qui sont en secteur là le sont par passion... Il y a vraiment des personnes qui se disent je veux créer quelque chose, aboutir à un projet à une œuvre, et du coup eux ils vont être un petit peu à part...

Quand on fait, par exemple un logiciel, tu vas avoir les gens qui vont s'occuper de l'interface du logiciel entre l'homme et la machine et les personnes qui vont s'occuper de ce que la machine fait.
Mais en général, les gens qui font les deux ont les mêmes compétences et sont interchangeables. Cela n'enlève rien au fait qu'il existe une hiérarchie dans l'organisation du travail, entre une gamme infinie de superviseurs, leurs groupes de travail respectifs (où souvent le superviseur n'a que des compétences en matière de gestion ou de relations avec le personnel et aucune connaissance en matière de « programmation »).
L'organisation du travail la plus courante est celle des groupes de travail en réseau, hiérarchisés. Dans les groupes de travail, le « contrôleur » travaille avec vous. Plus on monte dans la hiérarchie, plus les groupes de travail sont composés de vendeurs et de managers, qui n'ont souvent aucun lien et aucune connaissance directe de la production et de la programmation.

D'une manière générale, on peut parler de « toyotisme » informatique, un mode de production et de distribution que l'on retrouve aussi bien dans l'industrie que dans les services en général. Avec des groupes de travail en réseau, spécialisés sur une seule unité de production ou de développement, comme dans le cas des programmeurs.
Moi j'ai bossé dans un entreprise informatique, on était sur une boîte d'une quarantaine de personnes. On était 20 en informatique (19 hommes et 1 femme) et 20 juristes-commercial (19 femmes et un homme).

Les contrats et les salaires sont liés au type d'entreprise et de produit. Vous pouvez travailler pour une entreprise sous-traitant le travail pour d'autres entreprises, ou directement pour l'entreprise qui veut votre travail de programmation.
Nous sommes un secteur où la précarité est présente, et où il existe des entreprises spécialisées dans le travail avec des stagiaires.
Le programmateur de jeux vidéo, il gagne moins parce que t'as ce côté « passion ». Il y a une « autovalorisation » et une aliénation au travail, liée à l'aspect créatif du produit, qui fait que l'on accepte des salaires plus bas et des rythmes plus intenses. C'est comme dans le monde du cinéma ou de la mode...

Lorsque vous produisez un film, il y a différentes personnes, et pas seulement des acteurs, qui se sentent à bien des égards impliquées dans le projet. Il en va de même dans le monde des jeux vidéo.
Il est difficile d'imaginer avoir la même empathie aujourd'hui pour un travail dans une usine, dans un restaurant, etc. Cette autovalorisation du travail, utilisée par les managers ; mais souvent « autoproduite » par les travailleurs eux-mêmes, on arrive à une forme de « servitude volontaire »... qui s'effondre quand le rythme de travail, le stress font disparaître ce rêve...

On te dit maintenant, il faut sortir un truc dans trois semaines. On va arrêter de compter les heures, arrêter de dormir à la maison, et on va sortir les choses en temps et en heure, qu'importe la santé...
Et il y a beaucoup de boîtes qui le font. c'est communément admit que ça va arriver. Et des gens, ils acceptent ça parce que « il faut bien faut bien faire notre œuvre, faut bien finir le produit... ».

Il existe un mécanisme de délocalisation dans le monde de l'informatique qui suit les mécanismes typiques de l'impérialisme. Prenons l'exemple de l'IA GPT. Au Kenya, nous avons beaucoup de machines stockées qui travaillent pour faire fonctionner ce programme. Il faut savoir qu'il consomme une énorme quantité d'électricité et d'eau (de la taille d'une grande ville). Le personnel est formé là-bas pour effectuer des travaux répétitifs sur les machines et le programme. S'il y a des techniciens et des programmeurs spécifiques, ils sont formés pour travailler en bout de chaîne à l'Ouest.
Cette délocalisation, en plus d'avoir une fonction liée aux salaires, au Kenya les salaires horaires sont plus bas qu'au Royaume-Uni ou en France... elle sert aussi à défendre le « vert » en Occident, étant donné le fort potentiel de pollution et d'utilisation qu'il produit en termes d'énergie et d'eau.

Quelles sont les dynamiques sociales particulières dans le monde des programmeurs ?

L'âge des programmeurs est assez bas, et il est lié à la « démocratisation » de l'informatique liée au développement de l'informatique à l'école. Dans les années 2000, pratiquement tout le monde en Occident avait la possibilité de posséder un ordinateur et de savoir s'en servir. Nous avons grandi avec les « moteurs de recherche » et plus tard avec les réseaux sociaux.

Au début, le monde des programmeurs était principalement lié aux geeks, avec le stéréotype des gars introverti, à la tête de metalleux et aux cheveux longs... Les

plus anciens étaient divisés entre les hippies de l'informatique (cyberpunk) ou les militaires et ex-militaires (où l'application de la programmation informatique a toujours été au premier plan).
En général, le monde des programmeurs, quels que soient les différents profils, s'est tourné vers un monde qui considérait l'informatique comme une « vocation », une « passion » et une frontière inexplorée. Aujourd'hui, il s'agit beaucoup plus d'un métier, d'une profession. Il y a aussi un nivellement des différents profils sociaux qui sont moins « underground ». Le « rêve » de construire un monde futuriste n'est plus « hégémonique » dans un monde marqué par le « no future ».
Nous pouvons dire que si, avant l'ère de l'informatique, il y avait des rangs de « comptables » et d'« aides-comptables », aujourd'hui nous avons les nouveaux travailleurs de l'informatique.

Dans le même ordre d'idées, nous assistons également à la fin du « mythe » de la démocratisation lié au développement des technologies de l'information. Ce mythe était basé sur un paradigme conceptuel hégémonique à la fin du siècle dernier, la « fin de l'histoire » et l'ère de la prospérité généralisée. La fin de l'histoire, c'était la fin des conflits, entre États et entre classes (la fin de l'URSS), et le bien-être était perçu comme étant à la portée de tous grâce au développement technologique. Aujourd'hui, après moins de 30 ans, on constate que cette « religion » de la prospérité capitaliste s'est brisée sur les contradictions impérialistes et sociales.

Une caractéristique qui subsiste néanmoins est celle liée au « genre ». Le secteur est majoritairement masculin. Fortement marqué par le comportement et les idéologies « d'hommes qui haïssent et craignent les femmes ». L'isolement et la relation impersonnelle avec la machine favorisent encore plus ces attitudes.

Il est significatif qu'il y ait eu une véritable censure et suppression de la contribution des femmes à l'étude des algorithmes et de l'informatique en général (la base de la programmation). Les tout premiers débuts de la programmation informatique en Occident (les années 1930-40, liées à la guerre) ont vu la présence de femmes, qui ont été progressivement marginalisées et effacées. En contrepoint historique, nous avons le rôle des femmes dans la programmation informatique scientifique dans les pays de l'Est (les états socialistes).

La relation homme-machine, ses implications...

La relation homme-machine a connu une évolution soudaine avec l'introduction des technologies de l'information. Elle suit la complexité générale de l'organisation du travail et des machines d'aujourd'hui.
Prenons l'exemple d'un téléphone. Autrefois, il était relativement simple de réparer et de construire un téléphone. Les téléphones mobiles eux-mêmes avaient des systèmes relativement simples au début. Aujourd'hui, la complexité d'un smartphone fait qu'aucun programmeur ne peut connaître l'ensemble du programme.
Il en va de même pour la spécialisation. Il existe des « outils informatiques » et des « connaissances » spécifiques à une entreprise, dont l'utilisation ne peut être adaptée à d'autres entreprises. Nous avons donc des machines de plus en plus « générales » dans leur utilisation, mais en même temps de plus en plus « partielles/fragmentées » dans leur conception, leur fabrication et leur « action ».
Aujourd'hui, on parle beaucoup de tout mettre en ligne, de tout connecter.
Depuis votre téléphone, vous pouvez faire fonctionner une lampe, un aspirateur ou une machine à laver. Mais il y a une contradiction entre « utilité » et « usage ». Une machine à laver est utile lorsqu'elle est capable d'avoir plusieurs « programmes de lavage » et sa résistance à l'usure, plutôt que l'utilisation via un téléphone portable. Nous sommes arrivés à une forme de « surdéveloppement » plus intéressé par le « miracle » que par l'usage réel. Souvent, dans les mêmes entreprises informatiques, on parle de « vendeurs » qui doivent vendre du vent...

Je pense au mécanisme que Marx illustre dans le développement de la « production de biens de luxe » et dans l'écart toujours plus grand entre la valeur d'usage et la valeur d'échange d'un objet...
Un autre aspect important est la « dématérialisation » du travail. Avec les technologies de l'information, nous avons souvent une perception déformée de ce qu'est le travail humain (et rémunéré).
Ce n'est pas un hasard si le mythe du « travail heureux », avec les salles de jeux, les salles de sport, etc. est lié au monde des entreprises informatiques. Mais ce sont les travailleurs eux-mêmes qui « disparaissent » en tant que travailleurs. Prenons l'exemple des entrepôts de vente au détail où il n'y a aucun vendeur et où tout est relié à des systèmes de caméras et à des machines. Derrière les caméras, il y a des centaines d'hommes qui doivent regarder... et qui sont encore moins bien payés que les caissieres des supermarchés.

J'ai pris l'exemple du cinéma dans ma première réponse. Là encore, l'exemple est pertinent. Quand on regarde un film, on pense aux acteurs puis au réalisateur, jamais aux centaines voire milliers de travailleurs qui participent à la production du film (il en va de même pour l'utilisation du numérique et de l'informatique dans l'industrie cinématographique).
Faire “disparaître” les travailleurs de la vision sociale est une façon, subjectivement et objectivement, de cacher la lutte des classes.

Existe-t-il des formes de lutte et d'organisation syndicales pour les travailleurs de ce secteur ?

Il existe des structures syndicales liées à l'informatique (programmeurs) dans les principaux syndicats en France, tels que la CGT ou SUD-Solidaires. En particulier, le syndicat Sud des travailleurs liés à la programmation a lutté contre le travail gratuit et non rémunéré lié à l'univers des jeux vidéo.

Cependant, la plupart des travailleurs syndiqués en tant que programmeurs et plus généralement liés à l'informatique sont liés à la fonction publique et au monde de l'éducation, où ils bénéficient de plus de garanties liées aux catégories de travail public.
Dans les entreprises privées, la syndicalisation est fortement combattue, car elle est considérée comme étrangère à la culture de « participation » de « joie » et de « communauté » de l'entreprise. Le mécanisme d'entreprise qui prévaut dans la plupart des entreprises (et je pense que c'est la même chose dans l'industrie et dans les services) est celui d'une recherche permanente de « l'individualisation » du travailleur à côté du lien « loyaliste » avec l'entreprise, qui est perçue comme la meilleure... On peut presque parler de mécanismes culturels féodaux qui nous installent, entre l'individualité du chevalier et sa fidélité à son roi ou à sa religion...
Les formes de lutte et de revendication sont souvent partielles et il existe encore une méfiance réciproque entre les planificateurs et la classe ouvrière et les salariés en général. Il est difficile de briser cela, mais des tentatives et des formes de syndicalisation et de lutte dans ce domaine peuvent être trouvées aux Etats-Unis, ainsi que partout dans le monde.

Internet et les catégories marxistes

Internet, initialement développé pour des raisons militaires pendant la guerre froide, la lutte anti-communiste des États-Unis contre l'URSS, a aujourd'hui pris une importance capitale dans la vie quotidienne des gens du monde entier. Grâce à Internet, les gens travaillent, achètent, vendent, communiquent, se divertissent et occupent leur temps libre. Comment le marxisme, une théorie née au milieu des années 1800, peut-il être la clé appropriée pour comprendre internet ?

Aujourd'hui, même parmi les militants de bonne volonté, nous restons souvent soumis aux théories bourgeoises, les considérant comme nouvelles, et incapables de déchiffrer le présent à travers le prisme de la loi de la valeur.
Nous savons que ce n'est pas facile, que cela demande un effort, de l'attention et de l'analyse, mais si nous n'assumons pas cette tâche, personne ne le fera à notre place, laissant une fois de plus la l'interprétation et le décryptage du présent aux classes dominantes.
Pour cela, il faut d'abord reprendre les catégories de travail productif et improductif dans le marxisme et comprendre le lien entre la phase de production de marchandises et la phase de consommation de marchandises.

Production et consommation

De manière générale, nous pouvons définir le travail productif comme tout travail qui s'inscrit dans les cycles de production de la valeur. Le travail productif entraîne des changements dans la valeur d'usage d'une marchandise et a une valeur d'échange. Cela découle des emplois qui entraînent des variations des valeurs d'usage mais pas des variations immédiates des valeurs d'échange (par exemple, les travailleurs de l'éducation ou de la santé) et inversement, des emplois qui entraînent des variations des valeurs d'échange, mais où la marchandise ne change pas de valeur d'usage (par exemple, le commerce ou la logistique).
La catégorie du travail productif reste donc valable, mais doit être précisée dans un contexte qui varie dans le temps. Le travail improductif quand à lui est le travail qui ne conduit pas à des différences de valeur d'usage et de valeur d'échange[1].

Très majoritairement, la production et la consommation ont lieu à deux moments distincts de la reproduction du capital. Les salariés produisent des marchandises qu'ils consomment ensuite. Les capitalistes (en supposant, bien sûr, qu'ils puissent être qualifiés de producteurs) "produisent" des marchandises pour leurs valeurs d'échange, mais consomment dans le même temps des matières premières et des machines/robots, objets qui devront être remplacés, améliorés, entretenus etc. .... Dans ce cas, on peut dire que pour les travailleurs, les processus de production et de consommation doivent être considérés comme différents, tandis que pour les capitalistes, la question est plus nuancée, puisque leur production se fait par la consommation de ressources et l'utilisation de machines.

Une deuxième question importante est de savoir si l'on peut établir une différence stricte entre le travail physique et le travail intellectuel[2].
Ici, il faut faire abstraction du débat idéologique et parvenir à une définition assez claire. Le travail intellectuel et le travail physique doivent être tous deux considérés comme du travail en termes absolus (sans pour autant rejeter les différences

[1] D'après Marx, seul est productif le travail qui produit du capital, alors qu'est improductif le travail qui s'échange directement contre du profit ou du salaire. « Le résultat du processus de la production capitaliste, expose-t-il, n'est donc ni un simple produit (valeur d'usage) ni une marchandise, c'est-à-dire une valeur d'usage ayant une valeur d'échange déterminée. Son résultat, son produit, c'est la création de plus-value pour le capital et, par suite, la conversion effective d'argent ou de marchandises en capital, ce qu'antérieurement au processus de la production ils ne sont que par intention. en soi par destination. Le processus de production absorbe plus de travail qu'il n'a été payé, et cette absorption, cette appropriation de travail non payé, qui s'accomplit dans le processus de la production capitaliste, en constitue le but immédiat. Car ce que le capital (et donc le capitaliste en tant que capitaliste) veut produire, ce n'est ni une valeur d'usage immédiate à des fins d'autoconsommation, ni une marchandise destinée à être convertie d'abord en argent, puis en valeur d'usage. Il a pour but l'enrichissement, la valorisation de la valeur, son accroissement, et par conséquent le maintien de l'ancienne valeur et la création de plus-value. Et ce produit spécifique du processus de la production capitaliste, il ne l'obtient que grâce à l'échange avec le travail qui, pour cette raison, est appelé productif» K. MARX, Histoire des doctrines économiques

[2] En utilisant une catégorie marxiste, nous pouvons reprendre les concepts de subsomption formelle et de subsomption réelle. Subsomption formelle et réelle des activités économiques dans le capital : Le capitalisme a subsumé les activités productives qui existaient dans les modes de production antérieurs et en a créé de nouvelles ; il produit des choses qui étaient produites auparavant :nourriture, vêtements, logement, etc. et des choses qui n'étaient pas produites auparavant : radio, services de santé, transports, internet, etc. Les activités productives qui existaient déjà ont subi un processus de subsomption formelle ou de subsomption réelle.
La **subsomption formelle** consiste en l'absence de variation du contenu du processus de travail mais en la transformation de la relation entre le travailleur et le reste de la société . Par exemple : le paysan passe du travail de son lopin de terre pour l'autoconsommation ou au service du noble féodal, au travail pour un capitaliste ; devenant ainsi un salarié et un ouvrier agricole. Son travail, cependant, reste pour l'instant inchangé.
La **subsomption réelle** consiste en la transformation par le capitaliste du contenu du processus de travail : il introduit de nouveaux rythmes de travail, augmente (ou réduit) le nombre de travailleurs, les rassemble dans des entreprises, les fait travailler ensemble dans des chaînes, adopte de nouvelles machines, change ce qui est produit, etc. afin d'augmenter la valorisation du capital (d'augmenter la productivité du travail). Par exemple, dans ce cas, l'agriculteur passe d'un travail sans machines avec une utilisation réduite d'engrais et une culture non intensive etc. à un travail avec des outils modernes, l'utilisation de produits chimiques, une productivité plus élevée, moins de pauses, etc. L'organisation industrielle du travail imprègne tous les aspects de la vie sociale d'un prolétaire 24 heures sur 24. L'organisation industrielle du travail se retrouve aujourd'hui dans tous les secteurs (production, distribution, vente). Il est important de comprendre que l'organisation industrielle du travail n'est pas simplement l'usine (en tant que lieu physique de production) mais une méthodologie et une forme d'organisation du travail et de la vie sociale.

évidentes). On considère toujours que pour qu'un travail soit productif (au sens large du terme que nous avons défini plus haut), il doit produire un objet qui a une valeur d'usage qui se modifie dans le processus, et une valeur d'échange (ou une potentielle valeur). Cet objet, la marchandise du travail intellectuel, c'est la connaissance.
La connaissance est un type particulier de marchandise et pour être considérée comme une marchandise, elle doit nécessairement être produite et échangée. Voyons le mécanisme.

La marchandise connaissance

La connaissance en tant que marchandise est normalement intangible, bien qu'elle soit souvent incarnée dans un support tangible (par exemple, un livre, une production audiovisuelle, un brevet, un message sur Internet, etc.)
La connaissance peut être qualifiée d'objective et de subjective. Les deux formes génériques de la connaissance doivent être produites et échangées.
La connaissance commence par une étude, une observation, une expérience. Elle commence généralement par un objet tangible tel qu'une machine, un livre, un outil informatique mais aussi une peinture, un paysage, etc.....
Au départ, la connaissance est incarnée par un objet qui est la forme d'une connaissance antérieure (par exemple un manuel a été écrit par quelqu'un qui possédait cette connaissance). Pendant le processus de transmission, cette connaissance passe d'objective à subjective dans notre esprit, c'est-à-dire qu'elle devient personnelle (la nôtre, transformée par nos connaissances antérieures). Lorsqu'elle est transmise, elle redevient objective pour le récepteur, puis redevient subjectivement différente, et ainsi de suite. Voyons comment, dans ce processus, interviennent le travail intellectuel et le travail physique.

Observer, étudier, re-travailler, échanger. Le cycle de la connaissance objective-subjective-objective

La connaissance initiale est objective. En tant que telle, nous l'absorbons et la traitons par un travail mental. Cette connaissance est injectée par le sujet (par nous), la connaissance est donc retravaillée, c'est-à-dire qu'elle change et peut être utilisée pour faire autre chose (un deuxième objet, une autre connaissance, les deux). À ce niveau, la transformation n'a pas de valeur d'échange, le processus en question ne fait pas partie du mode de production capitaliste. La connaissance qui est ainsi devenue subjective à son tour peut redevenir objective pour d'autres au moment de la transmission, après une première transformation/retraitement. En redevenant objective, elle peut devenir une valeur d'échange, mais pas nécessairement. Au cours des différentes étapes, cependant, la valeur d'usage change, à la fois lors de la transformation et de la transmission. La connaissance est bien une marchandise dont la valeur d'usage varie. En tant que telle, elle est le résultat d'un travail mental. Ce travail deviendra productif au sens strict s'il prend une valeur d'échange, mais celle-ci n'est pas encore déterminée à ce stade.
Autrement dit : la connaissance s'acquiert à partir de connaissances antérieures et elle est transformée par un travail intellectuel. Durant la transmission, la connaissance se transforme en une nouvelle connaissance différente de la précédente. Nous avons une connaissance objective (souvent tangible) qui est transformée par un travail intellectuel en une connaissance du sujet (subjective donc) qui, lors de la transmission, redevient objective, en étant tangible si elle a un support physique, intangible si elle reste une connaissance. Dans les deux cas, la transmission implique une nouvelle transformation. A ce stade, sans préjudice du changement de valeur d'usage, il est nécessaire de comprendre comment ces processus peuvent conduire à une valeur d'échange et donc comment ils peuvent être transportés dans un processus de valorisation du capital.

Il convient donc de résumer dans les grandes lignes le processus de transmission du savoir et de le renvoyer à la loi de la valeur de Marx :

1- Dans le processus initial de transformation du savoir objectif en savoir subjectif, c'est la valeur d'usage et non la valeur d'échange qui change la connaissance objective traitée par un travailleur intellectuel en une connaissance subjective.

2- Dans le processus de création de nouvelles connaissances objectives, la valeur d'usage change mais une valeur d'échange directe peut entrer en jeu (dans ce deuxième cas, le processus devient capitaliste). La connaissance subjective, traitée par un travailleur mental (avec le soutien éventuel d'un travailleur physique) devient une connaissance objective (avec le soutien éventuel d'une connaissance physique).

Pour sortir d'un discours qui peut sembler trop abstrait, essayons de l'incarner par deux exemples pratiques :

Exemple 1 : la production d'un livre

Nous avons en tête une idée (connaissance) que nous avons dérivée en d'autres idées et connaissances (de part notre expérience personnelle autobiographique). Nous les avons filtrées, retravaillées, amalgamées grâce à un travail mental et nous en avons fait un livre. Nous en avons un manuscrit (un fichier sur un appareil). Pour l'instant, il s'agit de notre savoir. À ce stade, nous voulons le transmettre. Nous décidons donc de publier le livre.
Plusieurs choix s'offrent à nous. Nous pouvons le publier en ligne sur une plateforme quelconque et le rendre gratuit à la lecture : dans ce cas, nous transmettons un savoir, celui qui le lira transformera le savoir du livre qui est entre-temps devenu un objet et donc un savoir objectif (le fichier publié). Celui qui le lira aura un savoir objectif qui deviendra subjectif pour lui puisqu'il le retravaillera en quelque sorte avec son propre travail mental. Jusqu'à présent, le capitalisme n'a rien à voir avec cela (ou presque, nous comprendrons plus tard pourquoi il a quand même un lien). Mais nous avons aussi une deuxième possibilité : envoyer le livre à une maison d'édition.
L'éditeur reçoit le manuscrit, le lit et on admet qu'il décide qu'il peut être publié. C'est à ce moment-là qu'il décide de le transformer en objet physique (le livre papier) ou en objet virtuel (il sera téléchargeable moyennant paiement sur une plateforme quelconque). Qu'elle soit tangible ou non (en fait, même si elle est virtuelle à ce stade, elle est tangible), la connaissance devient une véritable marchandise. Elle prend une valeur d'échange et entre ainsi dans un circuit capitaliste.
Il est important d'établir quels sont les acteurs dans ce domaine : le travailleur mental défini comme l'auteur, l'éditeur (avec ses travailleurs, des correcteurs à ceux qui font les couvertures, à ceux qui impriment, etc. Tant que le livre n'est pas publié par l'éditeur, le capitalisme n'y est pour

rien ; mais dès qu'il est publié, il y est pour quelque chose. Les différents acteurs y contribuent donc tous mais la percée décisive se fait dans la publication avec l'apparition de la valeur d'échange.

Exemple 2 : la production d'un brevet commercial

Ici le capital intervient au début du processus. Hormis la possibilité (statistiquement insignifiante) que n'importe qui puisse inventer quelque chose dans le cadre de son hobby puis déposer un brevet commercial que probablement personne ne lira ni n'utilisera jamais, la question des brevets est différente de celle de l'écriture d'un livre en ce sens que les brevets sont des connaissances produites par des travailleurs dans une entreprise (des salariés) qui produisent un objet mental qui devra avoir une utilisation directe (ou du moins empêcher que ces connaissances soient utilisées par d'autres, ce qui est essentiellement la même chose ici). Si une équipe de travailleurs (dont de nombreux travailleurs intellectuels) produit un vaccin pour une société pharmaceutique, elle le fait parce qu'elle est payée pour le faire, qu'elle reçoit une rémunération, et le brevet appartient à la société que celle-ci dépose pour son usage exclusif. Bien entendu, l'argument passe complètement si l'équipe décide de se rebeller et de publier le vaccin pour quiconque souhaite l'utiliser. Dans ce cas, le capitalisme a quelque chose à voir avec la lutte anticapitaliste.

La lutte des classes autour du savoir, de sa production, de son remaniement, de sa transmission et de son utilisation.

Dans leur vie, les hommes sont en contact avec des connaissances qu'ils retravaillent. Bien sûr, ils les retravaillent d'une manière qui est influencée par le contexte dans lequel ils vivent, par les connaissances qu'ils ont acquises précédemment, par leur être social.
La ré-élaboration est donc avant tout un processus individuel et subjectif qui peut ensuite (à plusieurs reprises) devenir un processus collectif. Le savoir, dans sa ré-élaboration et sa transmission ultérieure (capitaliste ou non), n'est donc jamais neutre. Dans un système dominé par le capitalisme, les idées compatibles avec le contexte sont évidemment au premier plan. La possibilité qu'un corpus de connaissances soit le moyen d'un mouvement révolutionnaire est donc improbable, mais en réalité pas impossible. Elle dépend de la lutte pour le savoir qui est, dans une large mesure, une lutte pour la connaissance des moyens et des modes de transmission. Le corollaire de cette prise de conscience signifie évidemment que les contenants de la connaissance en général, par exemple la science, ne sont pas non plus des contenants neutres mais portent un signe de classe sans équivoque. Les “contenants” constituent donc un champ de bataille politique.

Ayant ainsi établi la nature de la connaissance en tant que marchandise, passons à l'étude du phénomène spécifique du travail dans les réseaux mondiaux de transmission de ces types spécifiques de marchandises. Le travail sur Internet. Pour ce faire, nous devons commencer par analyser les acteurs de ce secteur.

Le développement incessant des technologies de réseau rend difficile et partiel le découpage en catégories précises de ceux qui utilisent le réseau. Procédons donc par simplification (utilisons l'abstraction selon le concept de Marx) et identifions les secteurs qui nous semblent les plus significatifs (représentatifs de l'ensemble et/ou ceux qui rendent évident le mécanisme sous-jacent au fonctionnement du réseau)

Les salariés

Les salariés travaillant dans le réseau sont ceux qui produisent une marchandise, une valeur d'usage et une valeur d'échange, c'est-à-dire qu'ils produisent de la plus-value pour les entreprises dans lesquelles ils sont employés. Ce sont des concepteurs de logiciels, des ingénieurs réseau, des concepteurs d'algorithmes, des designers, des contrôleurs de projets, des créateurs de jeux, etc.
Ils utilisent leur propre savoir et le savoir collectif du réseau en vertu d'un profit généré par l'entreprise. Ils sont des travailleurs salariés à part entière. En général, une partie de leur travail est définie comme créative, mais cela reste un travail salarié dans un régime capitaliste.

Les commerçants qui utilisent le réseau

Le réseau est fréquenté par des utilisateurs qui s'en servent comme plateforme pour vendre des produits ou pour faire de la publicité. Les travailleurs dans ce cas utilisent le réseau comme une machine mais restent en dehors du travail sur le réseau. Il peut s'agir de petits artisans, de commerçants de différentes envergures, d'agents commerciaux pour de grands capitalistes. En général, ils n'ont rien à voir avec le réseau, qui est un outil pour eux. Les grandes entreprises d'internet passent des contrats avec certains d'entre eux pour acheter et vendre des données sensibles, mais il s'agit d'accords entre capitalistes. Cependant, l’interface qu’ils utilisent comme support pour leurs affaires n’est pas neutre et dépend de la nature et de l’évolution des algorithmes de visibilité, qui font l’objet d’un marchandage.

Les agents intellectuels

On pourrait les qualifier d'utilisateurs passifs du réseau, mais cette définition ne convient pas, car les agents mentaux sont tout sauf passifs. Ils interagissent avec le réseau, ils fournissent des données sur leurs intérêts, ils fournissent du matériel qui est filtré par des algorithmes et par des personnes en chair et en os qui le réutilisent pour faire des profits. Des théories qui se sont développées ces dernières années mettent les agents mentaux dans le même sac que les véritables travailleurs du réseau. En réalité, le travail des agents mentaux ne produit aucune plus-value et n'a rien à voir avec la valeur d'échange, que leurs connaissances ne prendront qu'une fois transformées par les travailleurs du réseau.

Dans le réseau, le travail est-il créatif ?

La question du travail créatif comme caractéristique des emplois en réseau fait couler beaucoup d'encre. La sociologie du travail s'est beaucoup exprimée sur cette question. En général, il est possible que certains emplois non répétitifs apportent plus de satisfaction et moins d'aliénation que de nombreux emplois traditionnels. Mais le nombre de travailleurs qui ne subissent pas la contrainte de la nécessité de travailler n'est pas particulièrement significatif. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur ce point. La sociologie s'est également attardée sur d'autres aspects du travail numérisé, bien plus importants : notamment la particularisation du

travail numérique. En effet, il s'agit d'un fait réel qui modifie les éléments relationnels sur le lieu de travail et qui influence directement la conscience de ceux qui travaillent.

Le travail à distance

La possibilité de travailler à distance est globalement refusée aux travailleurs manuels (car souvent impossible) mais est autorisée pour les travailleurs du savoir, les comptables, dans les organismes publics et dans la finance, etc...

Par nature, un travail à distance devrait, au moins dans un premier temps, présenter les mêmes caractéristiques qu'un travail en présentiel. Dans la pratique, les différences sont réelles. Les fonctionnaires, les professeurs qui enseignent à distance, travaillent généralement avec des plateformes fournies par leur employeur. L'utilisation de ces plateformes est payée par l'employeur, c'est-à-dire l'État. Les salariés du privé travaillent sur des plateformes fournies et payées par les entreprises.

En général, le réseau sur lequel ils travaillent ne modifie pas la nature de leur travail, qui reste le même qu'auparavant en l'absence de réseau, peu importe si le travail est historiquement considéré comme productif ou improductif. En fait, la différence réside dans la variation des paramètres par lesquels ils produisent de la valeur. Il faut donc revenir aux relations entre les différentes parties de la valeur pour comprendre ce qui change.

Les parties générales qui nous intéressent ici concernent la composition organique du capital (c'est-à-dire le développement technologique qui accompagne la production) et le taux de profit (rapport de la plus-value extraite à la dépense totale). Ce qu'il faut retenir c'est qu'en général, pour les capitalistes, il est nécessaire et indispensable pour leur survie d'augmenter la composition organique, mais que cela diminue le taux de profit si en même temps le salaire de la plus-value, c'est-à-dire l'exploitation du travail humain, n'augmente pas. Exploitation qui change avec le travail à distance, tant en ce qui concerne les rythmes et les charges de travail que par l'expulsion des travailleurs du cycle de production (on pourrait parler de chômage technologique).

La durée de la journée de travail

En général, le travail à distance, en l'absence de réglementation, tend à augmenter la durée de la journée de travail alors que le salaire est basé sur un contrat dans lequel les heures étaient bien définies. L'augmentation du temps de travail semble être une caractéristique commune aux travailleurs du secteur public et du secteur privé, bien qu'elle soit manifestement moins intense dans le secteur public. En l'absence de réglementation, le travail à distance, sous couvert de flexibilité des horaires, tend inévitablement à augmenter le rythme et la charge de travail (notamment pour ceux qui gèrent ou participent à un projet). Ainsi, le travail à distance augmente la plus-value absolue et relative. Une bonne nouvelle pour les capitalistes, une mauvaise pour les travailleurs. Mais aussi une incitation à se battre pour réduire les heures et les rythmes, ou pour augmenter les salaires.

Capital constant et composition organique dans le travail à distance

En général, la composition organique est une mesure de la relation entre le capital constant et l'investissement total - capital constant + capital variable. Pour les capitalistes, à court terme, la tendance à augmenter la composition organique est absolue. Le montant du capital constant dans la numérisation augmente ou diminue en fonction de la valeur des machines, la composition organique augmente d'autant plus que la numérisation du travail tend à expulser les travailleurs du cycle de production. Entre le capital constant (qui est une dépense) et la composition organique (qui est un rapport entre la productivité et les salaires), cette dernière augmente davantage. Par conséquent, le profit augmente, déduction faite du risque systémique (plutôt que capitaliste individuel) de surproduction. En général, l'effet de levier de la lutte sociale réside principalement dans l'influence que les luttes sociales ont sur le salaire, ce qui se reflète, souvent, dans la diminution du taux d'exploitation[1] et donc dans la lutte de classe.

F. Lechner

[1] Ou taux de plus-value est un concept marxiste central. C'est le rapport entre le temps de travail non rémunérée (plus value) et le temps de travail rémunéré (ou capital variable)

Câbles sous-marins et “pirates”

sur le contrôle des télécommunications

Nous sommes bombardés d'informations qui nous parlent de l'immatérialité de la production...
Mais lorsqu'on sort de la littérature et qu'on se confronte à la réalité, on découvre la production, les luttes pour les monopoles, les infrastructures, les intérêts nationaux spécifiques et la "vieille" lutte des classes. Ce matériel se veut une invitation à la réflexion, il faut analyser la classe ouvrière et son comportement, mais aussi le capital, ses lois internes et les luttes entre les différentes fractions de la bourgeoisie. Nous découvrirons alors comment la lutte des classes, la lutte anti-impérialiste elle-même, se réalise aujourd'hui....

Malgré le développement considérable des technologies sans fil au cours des dernières décennies, les progrès ont surtout porté sur la commodité d'utilisation des produits et des services, mais lorsqu'il s'agit de transférer d'immenses quantités de données, le moyen le plus sûr, le plus rapide, le moins cher et généralement le plus efficace est d'utiliser des câbles. En fait, les satellites ne sont utilisés (et, selon les experts, le seront encore pendant de nombreuses décennies) que dans des cas particuliers (par exemple, dans des endroits éloignés non desservis par des câbles en fibre optique), et plus de 99 % du trafic internet mondial (ainsi que des appels téléphoniques) est assuré par des câbles sous-marins en fibre optique.

Près de 200 ans se sont écoulés depuis les premières expériences d'utilisation de câbles sous-marins pour les télécommunications. En 1840, Samuel Morse, peu après l'invention du télégraphe, a exprimé sa confiance dans la possibilité de poser un câble reliant les extrémités de l'océan Atlantique et, deux ans plus tard, a réussi à télégraphier un message par des câbles sous-marins à travers la baie de New York. En 1845, les expériences se poursuivent dans la baie de Portsmouth, en Angleterre, sans succès, tandis qu'en 1850, un câble reliant Calais à Douvres, en traversant la Manche, est maintenu en fonctionnement, mais pendant quelques jours. Les premiers problèmes majeurs sont d'ordre technique, car il faut gainer et renforcer les câbles suffisamment pour les rendre résistants aux accidents (ancres de bateaux de pêche, filets de pêche ou "attaques" d'animaux marins, en plus des dégradations naturelles et des menaces géologiques, les séismes marins), mais aussi parvenir à disposer de milliers de kilomètres de câbles, bien plus que la distance à vol d'oiseau, car, en les déposant sur le fond marin, il faut qu'ils suivent les vallées et les pics sous-marins, qu'ils résistent aux courants et qu'ils ne se rompent pas. Bien que la première tentative de pose d'un câble à travers l'océan Atlantique, entre l'Irlande et Terre-Neuve (au Canada), en 1858, ait été extrêmement difficile et n'ait fonctionné qu'un mois, les investissements dans ce domaine n'ont pas cessé et , en 1866, avec le plus grand navire à vapeur de l'époque, le SS Great Eastern, le premier projet de câble transatlantique a été mené à bien.

Au début, l'Empire britannique contrôlait presque entièrement cette nouvelle technologie, grâce à d'énormes investissements et à une forte volonté d'amélioration, afin de contrôler et d'accélérer les communications avec les colonies, distantes de dizaines de milliers de kilomètres.

Dès le début, on s'est rendu compte que ces câbles devaient aussi et surtout être protégés de l'intervention humaine, car ils devaient nécessairement traverser des nations étrangères, mettant en péril la possibilité de communiquer en cas de guerres ou de tensions politiques.
C'est pourquoi l'Empire britannique a immédiatement cherché à établir une connexion "continue" entre les possessions coloniales, reliant le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Grande-Bretagne, l'Afrique du Sud et l'Inde, ce que l'on appelle la "ligne toute rouge", inaugurée en 1902 et achevée en 1911.

En 1896, sur les 30 navires câbliers du monde, 24 appartenaient à des sociétés britanniques, qui en 1892, possédaient et contrôlaient les deux tiers des câbles sous-marins mondiaux et en 1923 ce pourcentage était encore très élevé 42,7 %. Dès le début, la force et la stabilité de ces liaisons se sont avérées cruciales et, pendant la Première Guerre mondiale, les communications britanniques sont restées fondamentalement fonctionnelles et n'ont jamais été interrompues, alors que celles de l'Allemagne ont été rapidement bloquées et isolées.
En 1920, des câbles capables de transmettre des communications téléphoniques ont commencé à être développés, mais l'insuffisance technologique a empêché leur utilisation jusqu'au 25 septembre 1956, date à laquelle le TAT-1, reliant l'île du Labrador à l'Écosse, a été inauguré avec 36 canaux vocaux.

Le principal problème était de maintenir le signal qui, transmis par n'importe quel moyen, s'affaiblit à mesure que la distance augmente, en raison de la résistance des
Les progrès réalisés au cours des dernières décennies ont été exponentiels : des millions de fois plus de données et des millions de fois plus rapides. En fait, nous sommes passés du TAT-8 de 1989, le premier câble transatlantique à fibre optique, avec une capacité de 280 Mbit/s, au Grace Hopper, le quatrième câble sous-marin privé du géant informatique Google, qui relie l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis avec une vitesse totale de 352 Tbit/s, soit plus de 350 000 fois plus vite qu'une connexion à fibre optique à haut débit à la maison. Les câbles ont aujourd'hui une structure très complexe et très élaborée pour rester minces, légers et portables, tout en étant résistants.
Ils sont constitués de plusieurs couches, au centre desquelles se trouvent les fibres optiques, véritables supports du transfert d'informations.

L'autre problème majeur, à savoir la réduction de la dispersion du signal à mesure que les distances augmentent, a été résolu par l'installation, tous les 60-70 km de câble, de répéteurs spéciaux qui amplifient le signal entrant et le retransmettent au nœud suivant. Malgré toutes ces améliorations, les câbles continuent d'être constamment

endommagés, ce qui oblige les sociétés internet à ré-acheminer les données via d'autres câbles, s'ils sont disponibles.
Évidemment, dans les pays les plus avancés sur le plan capitalistique, il y a une surabondance de câbles, précisément pour éviter les pertes de connexion et les interruptions graves, alors que les pays moins développés risquent d'être coupés des communications pendant des jours. C'est ce qui s'est passé en Afrique, par exemple, en mars 2024, lorsque, à la suite d'une activité sismique dans les fonds marins, le West African Cable System (WACS), ainsi que trois autres câbles sous-marins importants desservant l'Afrique, ont été gravement endommagés près de la Côte d'Ivoire. Le problème a perduré, avec une gravité moindre, pendant des semaines, mais dans un premier temps, le trafic de données au Liberia et au Bénin a chuté de 20 % par rapport à la normale, et même de 30 % en Côte d'Ivoire, coupant formellement des nations entières de l'internet.

L'autre danger permanent est celui d'un sabotage délibéré, car ces câbles courent sur des milliers de kilomètres au fond des océans, à des profondeurs variables, souvent accessibles même sans sous-marin ou équipement militaire de pointe, et donc difficiles à défendre. La preuve en est la rupture de quatre câbles sous-marins en mer Rouge au début du mois de mars dernier, dont les principaux suspects sont les milices Houthi qui, depuis le début de l'invasion israélienne de la bande de Gaza en octobre 2023, mènent des attaques en solidarité avec la lutte du peuple palestinien contre Israël et d'autres puissances occidentales pro-sionistes. Les attaques se sont principalement concentrées sur les navires marchands traversant la mer Rouge.
La rupture quasi simultanée de quatre des plus importants câbles reliant l'Europe à l'Inde et à l'Asie (Asia-Africa-Europe 1, TGN Atlantic, Europe India Gateway et Seacom System) a été l'action la plus spectaculaire. En effet, les Houthis avaient publié quelques semaines auparavant sur leurs réseaux sociaux des cartes des câbles sous-marins de la zone et les autorités locales avaient déjà alerté sur le danger d'attaques contre une infrastructure aussi importante que fragile. En effet, 16 câbles de fibre optique transitent par la mer Rouge, transportant jusqu'à 17 % du trafic internet mondial, et les travaux de restauration, déjà compliqués, pourraient être rendus encore plus difficiles par les attaques de la guérilla Houthi. Une "alliance anti-guérilla yéménite" internationale a été créée, à laquelle participent les principaux navires de guerre occidentaux.

Pour tenter de remédier rapidement aux actions de sabotage et aux ruptures de câbles, des navires sillonnent constamment les mers avec des câbles de rechange et des équipements spéciaux, prêts à intervenir pour des réparations ou des modifications. Il n'existe qu'une soixantaine de navires, dont beaucoup sont contrôlés par des consortiums de plusieurs nations ou de grandes entreprises, construits pour la plupart au début du siècle, et dont la moyenne d'âge est très élevée (seuls 8 de ces navires ont été construits il y a moins de 18 ans). Selon de nombreux analystes, ce sont ceux qui contrôlent ces navires qui ont la possibilité la plus concrète d'intervenir, en trafiquant les câbles, lors des réparations, notamment sur les répéteurs.
En effet, il est possible de voler des données en disposant physiquement du câble, et c'est ce qu'a fait il y a plus de 10 ans le GCHQ, l'agence d'espionnage britannique, qui, selon des documents révélés par le lanceur d'alerte Edward Snowden, a collecté d'immenses quantités de données pendant plus de 18 mois en utilisant ces câbles dans le cadre de l'opération Tempora. Parmi les données collectées, puis partagées avec la NSA (National Security Agency) américaine, dans le cadre d'opérations de surveillance, figurent des millions d'appels téléphoniques, des accès et des posts sur Facebook, le contenu d'emails et l'accès à des sites parfaitement légaux, au détriment d'utilisateurs innocents qui n'étaient pas accusés (ou sous surveillance) d'un quelconque délit. Tout cela au nom de la lutte contre le terrorisme, alors que les données étaient analysées par 550 analystes embauchés par la NSA et le GCHQ, et que plus de 850 000 employés de la NSA ou particuliers ayant accès à des documents top secrets ont pu enquêter sur cette mer de données personnelles. Les données collectées ont été sauvegardées et analysées, et le champ d'application n'a cessé de s'étendre : plus de 200 câbles à fibres optiques ont été atteints et espionnés, souvent avec le consentement direct (et l'aide grassement payée par les États) des entreprises de télécommunications concernées.

À l'heure actuelle, il existe 574 câbles sous-marins actifs ou en projet, de l'épaisseur moyenne d'un tuyau d'arrosage, qui parcourent une distance totale de près de 1,5 million de kilomètres. Dans les zones où l'activité humaine est moindre, ils sont simplement posés sur le fond marin, tandis que dans les zones où le risque d'accident est plus élevé, ils sont enfouis jusqu'à 10 mètres sous le fond marin. La durée de vie moyenne de ces câbles est de 25 ans, mais nombre d'entre eux sont mis hors service prématurément lorsqu'ils ne peuvent plus suivre l'évolution des nouvelles technologies, de sorte que leur maintien en service est contre-productif d'un point de vue économique.

Malgré d'importants investissements au 19e siècle, mais aussi en raison de l'éclatement de l'empire colonial, le Royaume-Uni a perdu son avance dans ce domaine. Les plus grands propriétaires de câbles, au niveau des puissances nationales, sont en effet la France, les États-Unis et le Japon.
Initialement, ces câbles étaient posés par des consortiums formés par les entreprises de télécommunications directement impliquées, alors que la tendance observée ces dernières décennies est différente et voit de grandes entreprises privées construire leurs propres câbles, principalement utilisés pour le passage des énormes quantités de données nécessaires (par exemple Facebook/Meta, Google, Microsoft et Amazon, qui utilise ces câbles pour ses propres services en nuage tels que AWS), et mettre une partie de la puissance de la bande passante à la disposition d'entreprises tierces moyennant une redevance. On estime que ces grandes entreprises utilisent les deux tiers de la bande passante mondiale, tandis que la quasi-totalité du trafic restant provient des entreprises de télécommunications. Les entreprises citées ci-dessus disposent de plus de 100 000 km de câbles posés, tandis que les entreprises "traditionnelles" telles que la compagnie de téléphone américaine AT&T (avec plus de 250 000 km) sont toujours en tête de cette liste.
Toutefois, un géant manque à l'appel (et ce n'est pas un hasard) : la Chine. Le gouvernement chinois a immédiatement essayé d'entrer sur ce marché, mais il a été délibérément coupé par des lois et des accords soutenus principalement par les États-Unis, qui ont imposé leur propre véto même à la co-participation chinoise à la construction et à la pose de ces câbles, même dans les cas où il n'y avait pas de liens directs avec les États-Unis. Cela fait suite à la bataille sur les télécommunications qui avait déjà vu la technologie et les produits de Huawei et leurs lignes 5G interdits il y a des années.
Souvent, comme dans le cas de Cap-1, projet abandonné en cours de construction, des pertes de centaines de millions de dollars sont tolérées afin d'exclure définitivement l'implication du gouvernement chinois, démontrant l'incroyable importance stratégique de ces câbles.

En ce qui concerne les câbles dont le projet n'inclut pas les consortiums avec de multiples producteurs (soit environ 279 000 km), et en incluant ceux en exploitation jusqu'en 2025, la France (suivie de près par les États-Unis), principalement avec l'entreprise ASN, compte plus de 500 000 km de câbles, tandis que le Japon en compte près de 200 000 km et que la Chine n'atteint même pas les 100 000 km.

Malgré ce blocage dans la pose de nouveaux câbles qui freine l'expansion chinoise, la Chine contrôle directement une grande partie des navires qui effectuent les réparations sur les câbles étrangers et donc, selon certains experts, le

gouvernement américain mène une guerre sur un front presque inutile. En 2015, parallèlement à l'initiative Belt and Road, qui comprend des dizaines de milliards d'investissements étrangers dans les infrastructures (principalement dans les pays en développement), Pékin avait également jeté son dévolu sur la "Route de la soie numérique", basée sur des investissements dans les télécommunications, la surveillance et le commerce électronique dans les pays étrangers, avec les câbles sous-marins comme point central du projet.

En 2019, principalement grâce à Huawei Marine (rebaptisé plus tard après un rachat par un groupe chinois inconnu, HMN Tech), la Chine contrôlait 15 % du marché mondial des câbles, mais l'interdiction américaine a rapidement renversé la situation et, en 2024 et 2025, seuls deux câbles seront en cours de construction par Pékin, tous deux reliant des pays d'Asie du Sud-Est. L'escalade dans la lutte à longue distance entre Washington et Pékin a eu lieu en août 2020, lors de la signature de l'"Initiative pour un réseau propre", un accord entre les États-Unis et 53 autres pays, dont 26 des 27 membres de l'UE, 27 membres de l'OTAN, Israël, l'Australie, la Corée du Sud, Singapour, Taïwan, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Viêt Nam et l'Inde. Cet accord, fortement souhaité par le secrétaire d'État Mike Pompeo, visait essentiellement à exclure la Chine de la course à la technologie sur tous les plans, qu'il s'agisse des applications pour smartphones qui ne répondent pas aux normes américaines, des câbles sous-marins, de la technologie 5G ou de la vente de produits chinois, en particulier les produits de marque Huawei et ZTE, qui ont été interdits de façon permanente dans le pays, au profit d'entreprises telles que Ericsson et Nokia. Ironiquement, compte tenu des documents révélés au cours des années précédentes sur le contrôle intense et omniprésent de l'État par la NSA, les points principaux de l'accord étaient basés sur la défense contre les "menaces à long terme pour la confidentialité des données, la sécurité, les droits de l'homme et les principes de collaboration du monde libre provenant d'acteurs malveillants et autoritaires". C'est ainsi qu'a commencé le déclin (du moins au niveau international) de HMN Tech, qui a été de moins en moins souvent invité à participer à des concours pour des projets de câbles sous-marins, indépendamment de l'implication des États-Unis. Citons par exemple le Sea-Me-We 6 (19 000 km, de l'Asie du Sud-Est à l'Europe) en 2022, dont le contrat, initialement attribué à HMN Tech, a ensuite été réattribué à la société américaine SubCom, ou encore le câble reliant la Micronésie et d'autres îles du Pacifique, commandé par la Banque mondiale et attribué à Huawei, dont l'ensemble du projet a ensuite été annulé à la suite de fortes pressions du gouvernement américain, qui considérait l'opérateur chinois comme peu fiable. Chris Van Zinnicq Bergmann, directeur commercial du câble Unitirreno, qui sera situé en Méditerranée, a déclaré que "lorsque vous construisez un câble, vous devez penser aux clients que vous visez. Si vous voulez travailler avec des géants comme Google, Meta et Microsoft, vous devez réfléchir soigneusement à la question de savoir si vous voulez vraiment utiliser des outils chinois. Et la réponse est "non".

La pression constante exercée par Washington a contraint de nombreux autres projets à changer de cap, à trouver de nouvelles connexions ou à modifier des accords déjà conclus, ce qui a également entraîné des pertes et des retards dans la pose et la construction. En réponse, Pékin tente de s'insinuer politiquement dans des régions où son influence économique est croissante : l'Asie, l'Afrique et l'Amérique du Sud.

De multiples câbles sont en cours de développement pour relier, par exemple, Singapour et le Japon, mais aussi le Pakistan, le Kenya et la France. Emmanuel Macron a d'ailleurs réitéré sa volonté de respecter les accords économiques avec la Chine dans le cadre de la Nouvelle Route de la Soie. Le rôle de HMN Tech a également changé, exploité par les comissaire priseur pour faire baisser fortement les prix (elle a toujours fait des propositions 20 à 30% plus basses que ses concurrents américains et européens) pour la construction de nouveaux câbles, quitte à opter ensuite pour des alternatives (l'ASN française dans le cas récent du câble reliant l'Égypte et le Portugal, par exemple).

En outre, le gouvernement chinois a entamé la construction de trois nouveaux navires de pose et de réparation de câbles, indispensables pour contrôler chaque point de la chaîne de production et de distribution des câbles, en particulier dans les zones très sensibles, comme la mer de Chine méridionale, où chaque aspect doit être facilement contrôlable, en plus de la possibilité d'agir sur des actifs étrangers. Ce fut le cas, par exemple, en 2022, lorsqu'une panne sur un important câble transatlantique appartenant aux sociétés américaines AT&T et Verizon a été réparée par une équipe chinoise à bord d'un navire chinois et que, quelques semaines plus tard, le même navire est intervenu sur un câble appartenant à Microsoft (entre autres) en mer de Chine orientale.

L'aspect financier, dans la gestion et la pose de ces câbles, est tout aussi important, car plus de 10 000 milliards de dollars de transactions financières transitent chaque jour par ces installations, et la vitesse et la fiabilité sont cruciales. Une fois de plus, le capitalisme a poussé les choses à l'extrême et, ces dernières années, le commerce à haute fréquence s'est généralisé, le timing étant au cœur de toute l'opération. Pour ces opérations, on utilise des superordinateurs capables d'effectuer des transactions en milliardièmes de seconde, alors que la vitesse de la ligne, aussi rapide soit-elle, est de l'ordre du millième de seconde (un million de fois plus lente). Les ordinateurs sont alors capables de détecter la demande d'un acheteur X d'acheter des actions sur la bourse Y, de prendre le relais avant la fin de la transaction et d'acheter à ce prix, puis de revendre immédiatement au même acheteur X à un prix légèrement supérieur, gonflant artificiellement les prix (et en profitant à risque zéro) sans rien produire du tout, et sans avoir la moindre connaissance du négoce ou de l'action elle-même.

C'est dans ce sens que va la construction d'un tunnel à travers les monts Allegheny, par lequel passeront les câbles de fibre optique de dernière génération, qui accéléreront les communications entre les bourses de Chicago et de New York de 3 millisecondes, pour une dépense de plusieurs millions et un coût environnemental non négligeable (et en même temps non significatif, lorsqu'il y a un profit sûr à faire). Une fois de plus, la matérialité capitaliste" nous livre un système truqué, où les petits sont mangés par les grands et où la rhétorique selon laquelle "un sur mille y arrive" ne sert qu'à dissimuler la surpuissance idéologique des différentes bourgeoisies monopolistes et impérialistes.

Affronter ce niveau ne signifie pas proposer des systèmes "financiers" alternatifs ou un internet "solidaire". Cela signifie comprendre que dans chaque aspect de la vie sociétale et productive se joue la lutte entre les classes, comme l'a démontré l'intelligence créative des “pirates” anti-impérialiste Houthi, en frappant là où l'ennemi est "faible" et en ne le pensant jamais invincible....

Nemo



Smart cities
la ville sur mesure pour le capital

Traduction de l'article de camarades italiens de Antitesi (antitesirivista.org) paru dans la revue n.16 du 2024

Le modèle de la ville intelligente, de la soi-disant ville ultra-technologique "intelligente", devient de plus en plus populaire dans le monde entier en tant que forme d'environnement urbain. La bourgeoisie impérialiste s'emploie à le promouvoir comme une nouvelle étape du processus historique de restructuration et de spoliation des terres. Un processus qui, s'appuyant sur la révolution numérique et l'intelligence artificielle, s'actualise à l'ère actuelle, celle du nouveau saut technologique.

Le développement des nombreux plans de villes intelligentes en Italie est étroitement lié à celui du nouveau modèle de production de ce que l'on appelle l'"industrie 4.0" et au phénomène croissant du "nouveau pétrole" des big data, qui sont principalement entre les mains des grands géants américains Google, Facebook et Amazon, en concurrence avec les géants chinois (Fang, qui signifie Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google contre Bat, qui signifie Baidu, Alibaba et Trecent).

L'objectif de l'article est d'essayer de donner une interprétation marxiste et de classe de la question qui dépasse les lectures typiquement "conspirationnistes" du contrôle total et, en tant que communistes, de se relier positivement et avec une ligne particulière aux mouvements de résistance à cette nouvelle frontière prédatrice du capitalisme.

Cet article s'inscrit dans le sillage des précédents numéros de la revue, dans lesquels ont été analysés de manière critique "Surveillance Capitalism" de Shoshana Zuboff [voir Antithèse n° 12,] et "Great Reset" de Klaus Schwab [voir Antithèse n° 14,]. Ici aussi, nous tenterons de démonter la vision " conspirationniste " qui ne va pas à la racine du problème car ce n'est pas la méchanceté et la volonté de toute-puissance de quelques hommes assoiffés de richesses et dépourvus de principes éthiques qui en est la cause, mais c'est le système capitaliste avec ses lois, sa crise et ses contradictions intrinsèques, en premier lieu celle de classe, qui détermine les phénomènes.

L'affirmation du modèle des smart cities, en effet, n'est pas seulement un processus de restructuration capitaliste de l'espace urbain (spéculation immobilière, rente immobilière, racket locatif...) adapté au besoin vorace qu'a aujourd'hui le capital de trouver de nouvelles marges de profit aujourd'hui érodées par la crise. C'est aussi la mise en œuvre et l'utilisation du nouveau champ d'accumulation capitaliste, celui des big data, ces données " pillées " technologiquement aux masses populaires, par l'enregistrement, le stockage et le retraitement des informations issues de leur utilisation du réseau [voir Antithèse n°12, pp. 59]. Le tout dans un contexte de durcissement de la crise qui contraint la fraction dominante de la bourgeoisie impérialiste à faire de la politique par d'autres moyens, à savoir la guerre. Ce modèle est donc également lié au keynésianisme militaire, une ligne adoptée par les États impérialistes pour soutenir, d'une part, la recherche et la production de guerre dans l'union public/privé et, d'autre part, pour fonctionnaliser l'environnement social pour la guerre impérialiste, et donc pour la production, la circulation et l'utilisation d'armements, de nouvelles formes de conflit cybernétique et le contrôle et la discipline de la population. La fameuse 5G, par exemple, est aussi et surtout une infrastructure militaire.

C'est un modèle qui voudrait discipliner la société en imposant une certaine consommation aux masses populaires, forçant ainsi de nouveaux marchés pour les patrons, remodelant le bien-être avec la fourniture méritocratique de services [par exemple, Guido Bertolaso, ancien chef de la protection civile et aujourd'hui conseiller pour le bien-être en Lombardie, a proposé une carte de santé à points basée sur le comportement sanitaire du citoyen], avec un contrôle et une répression renforcés par l'utilisation des nouvelles technologies. Le lien entre la redéfinition de l'espace urbain avec les nouvelles technologies et le militaire doit donc également être souligné, non seulement en termes de double utilisation de ces applications, mais aussi dans la détermination d'un modèle de contrôle généralisé qui fait partie du reflet interne de la guerre sur le front extérieur.

Ce n'est pas un hasard si l'un des plus grands laboratoires de mise en œuvre des " villes intelligentes " est précisément l'entité sioniste, qui l'a exportée et promue dans le monde après l'avoir expérimentée sur la peau des Palestiniens [Hébron, la ville intelligente par excellence, est une ville des territoires occupés de Cisjordanie où les Palestiniens sont contrôlés par un programme de surveillance biométrique : le programme intègre des technologies de reconnaissance faciale par le biais d'un réseau de caméras vidéo. Les données sont utilisées par l'armée à travers une application appelée Blue Wolf].

Enfin, il faut considérer que le projet de " ville intelligente " est lié à la nécessité d'accélérer le cycle du capital, c'est-à-dire le processus de rotation du capital [Voir Antithèse n°11, Glossaire pp.82 f.] car plus le temps de rotation est court, plus vite le capitaliste peut renouveler le processus de valorisation, c'est-à-dire essentiellement la distribution et la vente des marchandises. En ce sens, la logistique moderne, qui dans le domaine de la production accroît l'extraction de la plus-value en augmentant les seuils d'exploitation des travailleurs, influence également le domaine de la circulation en l'accélérant. La modernisation de la logistique au cours des dernières décennies a évidemment conditionné la transformation de la ville en modifiant également les habitudes de consommation (voir, par exemple, le phénomène Amazon ou la livraison des courses par les grandes chaînes de supermarchés au détriment des petits magasins pour "l'épicerie du pas de la porte").

Pour approfondir cette complexité et aborder le problème sous l'angle de la classe sociale, nous nous tournerons vers la conception marxiste.

Ville et mode de production

Le développement et la transformation de l'environnement urbain et des villes sont étroitement liés au développement du mode de production capitaliste, aujourd'hui dans sa phase impérialiste et monopolistique. Depuis la naissance du capitalisme, après la première "révolution industrielle", au cours du dernier siècle et demi, nous avons vu se succéder les deuxième et troisième modèles par lesquels le système d'usine moderne s'est imposé : d'abord avec le taylorisme et le fordisme, puis dépassé dans la deuxième partie du siècle dernier par l'introduction de plus en plus massive de l'automatisation et de la numérisation. Le modèle suivant a été le toyotisme, basé sur la production "juste à temps" visant à augmenter la productivité et à réduire les temps d'arrêt, c'est-à-dire "ne produire que ce qui a déjà été vendu ou qui devrait être vendu dans un certain délai, court, garantissant ainsi la réalisation". Nous sommes désormais parvenus à la quatrième "révolution industrielle", celle de l'industrie 4.0. Dans ce processus, il faut toujours garder à l'esprit que chaque changement n'annule pas les précédents, mais les englobe.

Toutes ces transformations ne sont rien d'autre que la tentative continue de surmonter les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste et à la baisse tendancielle du taux de profit. Chaque transformation du mode de production capitaliste s'est déroulée dans une dialectique nécessaire avec les changements de l'environnement urbain (une réutilisation de l'espace urbain historiquement déterminé) : des villes-usines aux usines dans les banlieues, de la ville verticale à l'ère actuelle de la ville intelligente.

Les plans d'urbanisme répondent aux modèles nécessaires pour maintenir le mode de production capitaliste dans le moment historiquement déterminé.

Afin de bien comprendre les développements du mouvement du devenir de la ville et de ne pas se laisser influencer par des aspects secondaires (qui doivent être pris en compte), nous allons essayer d'expliquer brièvement d'un point de vue marxiste, de son point de vue logique, ce qu'est la ville dans le mode de production capitaliste. C'est, en résumé, une concentration de moyens de production et de force de travail. La nature de cette concentration ? Au-delà des diverses situations spécifiques dans lesquelles la concentration des moyens de production et de la force de travail s'est matérialisée, la ville est "le point de départ historique et conceptuel de la production capitaliste" ["L'exploitation d'un nombre assez considérable de travailleurs, en même temps, en un même lieu, [...], constitue historiquement et conceptuellement le point de départ de la production capitaliste" - K. Marx, Le Capital, Editori Riuniti, 1964, Livre premier, p. 363] et doit être comprise comme un mode spécifique d'utilisation de l'espace physique depuis la naissance du capitalisme. Elle est donc un moyen de production de la valeur, de sa réalisation ultérieure et une condition de l'ensemble du cycle de valorisation du capital.

La ville est en outre un lieu de reproduction de la force de travail, c'est-à-dire un lieu où la force de travail est reconstituée quotidiennement en tant que réserve de travail vivant après avoir été consommée dans le cadre du processus de production. La reproduction de la force de travail s'effectue par la consommation de la valeur d'usage des marchandises, permettant ainsi la réalisation de la valeur qu'elles contiennent, étape subordonnée à une relation d'échange, avec l'argent.

La ville doit donc également être considérée comme une agglomération de marchandises.

La ville doit donc remplir différentes fonctions et c'est pourquoi, selon les périodes historiques, son espace physique est subdivisé et transformé pour s'y adapter. Cette subdivision fonctionnelle, en zones de production, zones résidentielles, zones technologiques, zones de bureaux, zones touristiques, zones de services, infrastructures, etc. implique une rente, puisque celle-ci change à chaque changement d'utilisation du sol. La rente est exprimée dans le prix du terrain, qui devient donc aussi une marchandise, c'est-à-dire qu'il se vend et se loue. Il s'agit d'une marchandise particulière car "la propriété foncière n'a rien à voir avec le processus réel de production. Elle ne fait que transférer des poches du capital vers les siennes une partie de la plus-value produite" [Ibid, Livre Troisième, p. 934].

La question de la construction et de la transformation de la ville, on le voit, est complexe et il faut prendre en compte tous les aspects structurellement contradictoires où se combinent la rente et la production de plus-value. La domination de l'un (la production) ou de l'autre (la rente) caractérise les périodes historiques et les restructurations. Aujourd'hui, dans la bourgeoisie impérialiste, la fraction dominante est la fraction financière et, dans le cadre du nouveau développement monopolistique du capital, la rente va aux monopoles principalement financiers : c'est cette fraction dominante qui pousse à la mise en œuvre des villes intelligentes.

Quatrième "révolution" industrielle

Nous sommes dans la phase de ce que l'on appelle l'"industrie 4.0". L'introduction massive du numérique dans les processus de production, de distribution et de services a conduit à la coexistence des processus de numérisation et d'interconnexion qui sont à la base de la quatrième "révolution" industrielle. Les technologies de pointe, issues des développements des dernières décennies, notamment la robotique avancée, les véhicules autonomes, la fabrication additive, l'"internet des objets", l'intelligence artificielle et le génie génétique, conduisent à une société "hyperconnectée" où les objets et les personnes sont de plus en plus connectés aux technologies numériques et où les frontières entre la réalité en ligne et hors ligne semblent de plus en plus floues.

La chaîne de valeur 4.0, ou "chaîne d'approvisionnement 4.0", applique des techniques et des systèmes d'information qui visent à optimiser le processus en réduisant les coûts et en l'accélérant, ce qui permet l'émergence de services et de processus commerciaux entièrement nouveaux. Elle fait appel à la mise en œuvre de technologies telles que l'intelligence artificielle, le big data et la blockchain, qui est une structure de listes liées de blocs de données. Avec ces méthodes, ils visent non seulement à optimiser l'efficacité des processus mais aussi, comme le dit leur propagande, à "améliorer l'expérience du client final". En réalité, avec l'utilisation des big data, ils développent ce que l'on appelle l'"économie prédictive" qui, grâce à l'utilisation des données collectées à partir du comportement humain, met en œuvre des pratiques commerciales et vise même à changer les habitudes des consommateurs, avec des produits personnalisés pour promouvoir certaines consommations en générant des "produits prédictifs", c'est-à-dire capables de permettre des anticipations et des prévisions de la production.

Tout cela investit naturellement aussi la ville, telle que définie ci-dessus dans la conception marxiste, et l'investit dans ses

différents aspects et fonctions : c'est une ville qui, dans sa version intelligente, produira des données de manière exponentielle, grâce à la mise en réseau continue de ses habitants et de ceux qui la visitent, grâce à des caméras et des microphones placés partout, grâce à l'imposition d'applications numériques pour pouvoir utiliser des services, etc.

Les défenseurs du capitalisme, comme Schwab, pensent que la vitesse, l'ampleur et l'interconnexion des différents processus de développement entraînent une toute nouvelle phase, un saut qualitatif dans la production. Nous pensons quant à nous, au-delà des énormes changements technologiques, qu'il s'agit d'une tentative de perfectionnement des outils développés par la troisième "révolution industrielle", d'une modernisation du "juste à temps" avec l'accélération du cycle de production et de rotation, également par le biais de l'économie "prédictive".

La perspective de Schwab et des secteurs de la grande bourgeoisie qu'il représente n'est pas le délire d'une "secte transhumaniste", mais celle des secteurs les plus avancés et organisés de la classe bourgeoise, de sa fraction dominante, la bourgeoisie financière. C'est elle qui, dans la phase impérialiste, dirige le développement industriel et donc aussi celui de la dimension urbaine. Tout cela a évidemment un coût élevé pour les travailleurs et les masses populaires : exploitation accrue du travail, précarité contractuelle, expansion du grand capital au détriment de la petite et moyenne bourgeoisie, promotion de l'aliénation et de la marchandisation de la vie sociale avec une technologie omniprésente, gentrification, bannissement de facto du centre-ville, destruction de l'environnement, formation de quartiers ghettos, contrôle social et répression de la dissidence ; dans une combinaison continue et omniprésente de l'État, des autorités publiques et des potentats capitalistes privés pour promouvoir ce modèle d'oppression.

La question principale n'est donc pas celle de la vie privée et des droits des "citoyens", ni celle du contrôle total, qui doivent également être prises en compte, mais la question fondamentale est celle de la classe. Et pour ce qui est de l'invasion de la technologie dans nos vies, il faut comprendre comment et pourquoi cela se produit dans le monde d'aujourd'hui.

Lénine affirmait que pour la technologie, la question réside dans la "main" qui manie ces outils au moment historique donné. En effet, nous trouvons Lénine en 1914 s'exprimant sur le taylorisme de la manière suivante : "une grande rationalisation de la production apportée par l'étude scientifique de l'action de l'ouvrier, qui se fait au détriment de l'ouvrier, entraînant une plus grande oppression et une plus grande exploitation" [Lénine, Œuvres complètes de Lénine, Moscou, Progrès, 1972, pp. 152-153]. Mais en 1918, après la prise du pouvoir, il écrit : "La possibilité de réaliser le socialisme sera déterminée [...] par les succès que nous remporterons en combinant le pouvoir soviétique et l'organisation administrative soviétique avec les derniers progrès du capitalisme. Nous devons introduire dans toute la Russie le système Taylor et l'augmentation scientifique américaine de la productivité du travail, en combinant ce système avec la réduction des heures de travail". Un tel système Taylor, dirigé directement par les ouvriers eux-mêmes - s'ils sont suffisamment conscients - sera le moyen le plus sûr d'une nouvelle et très grande réduction de la journée de travail " [Lénine, Les tâches immédiates du pouvoir soviétique, dans Économie de la révolution, Milan, Il Saggiatore, 2017, p. 165].

Ainsi, la technologie et la science qui permet son développement dépendent de la classe qui détient le pouvoir. Et aujourd'hui, contrairement à certains camarades qui exaltent a priori la science et la technologie, dans une phase qui ne voit pas le capitalisme contrôler toutes les sphères de la recherche et de l'application technologique, nous pensons que le modèle de " progrès " qui en résulte vise exclusivement les projets d'exploitation de l'homme sur l'homme.

La ville 4.0

La ville intelligente est hypocritement présentée dans la propagande bourgeoise comme un projet de "révolution" urbaine, écologique et sociale pour répondre aux grands défis du changement climatique et rendre les services et la circulation plus efficaces en répondant aux besoins des citoyens.

Pour réfuter ce mensonge, choisissons deux définitions significatives.

La première : "Une ville à forte intensité technologique, avec des capteurs partout et des services publics très efficaces grâce aux informations recueillies en temps réel par des milliers d'appareils interconnectés. Une ville qui cultive une meilleure relation entre les citoyens et les gouvernements en exploitant les technologies disponibles et en s'appuyant sur les commentaires des citoyens pour améliorer la prestation des services et la création de mécanismes de collecte de ces informations" [Miracle à Milan, Smart cities "An urban, political, ecological and global revolution", sfero.me, 18.6.23]. C'est ainsi que la Banque mondiale, dont il est notoire qu'elle ne sert pas les intérêts des masses populaires (les soi-disant citoyens), l'exprime

La seconde : "L'approche de la ville intelligente est la dernière phase de la planification urbaine entrepreneuriale dans la ville, cette fois-ci motivée par des solutions technologiques pour le développement urbain afin d'encourager un nouveau monde d'investissement économique en attirant des entreprises technologiques produisant des technologies de ville intelligente et en promouvant des start-ups indigènes. Cette approche entrepreneuriale de la planification et du développement ouvre la voie à un rôle actif des entreprises privées dans la définition et la mise en œuvre des politiques et des projets urbains" [extrait de smartdublin.ie].

Ces définitions montrent clairement les objectifs du projet et les fractions de la bourgeoisie impérialiste qui s'y intéressent. Le principal objectif déclaré de la ville intelligente est de favoriser le développement de l'esprit d'entreprise et de recueillir les réactions des citoyens (c'est-à-dire de mettre en œuvre le Big Data) et de montrer comment la prétendue "durabilité environnementale" n'est rien d'autre qu'un masque pour couvrir le saut technologique, nécessaire aux patrons comme principale parade à la crise de surproduction et à la chute tendancielle du taux de profit dans laquelle se débat le capitalisme. Avec l'augmentation de la composition organique du capital, c'est-à-dire avec les nouvelles technologies de production, les patrons visent à faire face à la crise. Cependant, si d'une part ils résolvent le problème à court terme en augmentant l'extraction de la plus-value et en endiguant la concurrence, d'autre part ils l'aggravent à long terme, car proportionnellement les coûts de production augmentent de plus en plus, ce qui conduit à une nouvelle baisse du taux de profit et à la suraccumulation de capital qui n'est pas utilisé dans la production.

Derrière les formules grandiloquentes du positivisme bourgeois, les smart cities apparaissent donc comme des formes urbaines typiques de la crise du capitalisme, dans lesquelles la technologie est utilisée de manière obsessionnelle pour trouver de nouveaux espaces de valorisation, tandis que la guerre impérialiste est réalisée comme la perspective de sortie inévitable de cette crise, autrement insurmontable dans le cadre du mode de production capitaliste.
Cette nouvelle conception de la ville a commencé au début des années 1990, lorsque la Banque mondiale a commencé à la définir comme un "moteur central du développement capable de générer des innovations technologiques, d'accroître le PIB et d'attirer des capitaux" [S. Milone, Le mani sulla città. Smart cities between Silicon Valley and the European Union, comedonchisciotte.org, 8.12.23]. Ce sont les années de la soi-disant mondialisation, c'est-à-dire de l'interconnexion capitaliste mondiale maximale, qui génère une nouvelle aggravation de l'urbanisation de masse, surtout en Chine, mais aussi en Europe et en Italie, avec le nouvel exode de dizaines de milliers de chômeurs du Sud vers les métropoles du Nord et avec la structuration du phénomène de l'immigration à l'échelle mondiale.
Au niveau mondial, le marché représentait 300 milliards de dollars en 2022 et devrait atteindre 1 000 milliards de dollars en 2027. En Italie, les investissements étaient d'environ 800 millions d'euros en 2022 et devraient atteindre 1,6 milliard d'euros en 2027, ce qui représente une forte expansion. Le financement proviendra de programmes européens ; en fait, dix-sept milliards d'euros proviennent du PNDR pour "révolutionner" les villes italiennes, dont 5,3 milliards pour le réaménagement urbain et le logement, deux pour les services numériques aux citoyens, 8,6 pour la transition écologique et un milliard pour la sécurité des rues [L. Maci, Smart City, what smart cities are and how they work, economyup.it, 11.3.24]. Il ressort de ces chiffres que la question de la smart city prend un poids considérable dans le paysage économique de notre pays : ils quantifient le poids de l'intervention directe de l'État dans la réutilisation de l'espace urbain pour l'adapter aux besoins actuels du capitalisme.
La politique adoptée par les États impérialistes en ces temps sombres de guerre suit la ligne du keynésianisme militaire, compris comme un reflet du militarisme [Voir Antithèse n° 15, pp. 87 et suivantes] dans le domaine économique, avec le réarmement pour intervenir sur le front extérieur et, sur le front intérieur, avec la croissance du secteur de l'industrie de guerre, promue contre la crise, grâce aux commandes de l'État. Aujourd'hui, le climat de guerre et le boom des dépenses militaires enveloppent les perspectives industrielles, technologiques et politiques des pays de l'UE comme une toile d'araignée : l'économie est tirée par le secteur militaire et tant les lois sur le commerce des armes que les lois européennes sur la concurrence et les aides d'État devront se plier à cette exigence. C'est ainsi que fleurissent les clusters technologiques et les accords entre l'industrie de l'armement et les universités, encouragés et subventionnés directement par les gouvernements, qui sont aujourd'hui plus que jamais le "comité d'entreprise" des patrons, sur les bancs duquel siègent directement les patrons des usines d'armement et de l'armée ou qui collaborent avec eux à des postes élevés.
Les investissements étatiques dans la numérisation de l'environnement social ont aussi une finalité guerrière, car le contrôle et l'adressage de millions de données servent au développement de la "cyberdéfense" contre les attaques extérieures, au contrôle des populations, aux applications de l'intelligence artificielle dans le domaine militaire et répressif, et à la mise en œuvre de nouvelles armes dirigées par le numérique.
Le grand chantier des villes intelligentes est à l'œuvre dans tout le pays, des caméras aux capteurs, des stations de vidéosurveillance de masse, des salles de contrôle intelligentes (Scr) aux zones de circulation restreinte (Ztl), du profilage individuel à la récompense du droit aux services, de la 5G à l'internet des objets.
Selon l'Observatoire de la ville intelligente du Politecnico di Milano, une municipalité italienne sur trois (28 %) a lancé au moins un projet de ville intelligente au cours des trois dernières années. Ce pourcentage atteint 50 % dans les plus grandes municipalités, qui comptent plus de 15 000 habitants, et devrait encore augmenter au cours des trois prochaines années, 33 % des municipalités souhaitant investir dans leur propre reconfiguration "intelligente" d'ici à 2024, en partie grâce à l'impulsion donnée par le PNR, avec ses milliards de dollars de financement. Selon le "I city rank", qui établit une liste chaque année, les villes les plus numériques d'Italie sont Milan, Florence et Bologne, suivies de Bergame, Turin, Trente, Venise, Parme, Modène et Reggio Emilia.

Parmi celles-ci, Venise est un exemple significatif de ville touristique entièrement informatisée, avec la mise en place du Scr et l'introduction, à partir du 25 avril 2024, de la taxe d'accès : toute la ville de Venise est pratiquement Ztl. Le Scr permet de savoir qui est présent en ce moment grâce aux images en direct de 600 caméras. Avec la collaboration de Tim, le nombre de personnes est vérifié en direct grâce au tracking des téléphones portables. Ce suivi produit des métadonnées gérées par Mindcity, une plateforme américaine qui n'est même pas soumise aux lois européennes sur la protection de la vie privée. Qui en profite ? À qui va l'argent des droits d'accès et le riche butin des métadonnées ? Les conseillers en charge du tourisme et du budget affirment que les coûts du projet sont égaux aux recettes, car les parties privées qui fournissent la technologie numérique, qui effectuent la collecte, etc. doivent être payées. Ainsi, pendant que les "citoyens" se font plumer, contrôler et utiliser pour extraire les données, les parties connues habituelles font des profits et, pendant ce temps, le marché immobilier dédié au tourisme est alimenté et nous nous dirigeons vers l'expulsion définitive des résidents, en particulier du prolétariat, qui est déjà en voie d'extinction.
Mais Venise est aussi un exemple de modèle de contrôle des masses avec son Scr constitué d'un ensemble de salles interconnectées capables de traiter toutes les données provenant des caméras vidéo et des téléphones portables afin d'agir de manière préventive là où l'on prévoit d'éventuels "problèmes". Il y a aussi un sous-sol avec une armurerie, une zone d'entraînement à l'autodéfense, une salle d'identification et de photo d'identité et des cellules de sécurité surveillées par vidéo.
On nous dit que tout cela rendra la ville plus sûre et plus efficace au bénéfice du "citoyen", en réalité il s'agit d'une approche prédictive dans le domaine du contrôle des masses et de l'usage de la répression, de la construction d'un véritable modèle de police prédictive.
Une autre ville à l'avant-garde de la réaction technologique est Milan, où le maire Sala, membre du C40 (un réseau de maires pour des villes "durables sur le plan climatique" en relation avec la Fondation Clinton pour le climat) a inauguré l'expérience "Ville de quinze minutes" avec "Loc - Loreto 15 minutes", de concert avec N-Hood, la société immobilière

responsable du projet. L'idée est de diviser la ville en zones autosuffisantes où tout est accessible en quinze minutes à pied, en scooter ou à vélo. Pratiquement une ville divisée en plusieurs cages surveillées par des caméras vidéo, où les déplacements de chacun sont contrôlés et leur consommation aussi (une combinaison d'économie et de police prédictive). A Oxford, en Grande-Bretagne, où le projet le plus avancé en ce sens est en cours, les habitants disposent de cent permis par an pour sortir de leur quartier. Ainsi se construit la ville de l'apartheid avec des zones interdites aux citoyens en fonction de leur quartier de résidence, donc en fait de leur appartenance de classe. Un modèle similaire à celui que l'État sioniste a longtemps appliqué, sur une base ethnique, contre les Palestiniens. De cette manière, l'État régule les espaces urbains selon des critères de classe, reléguant les prolétaires dans les banlieues et blindant les centres-villes comme lieux de reproduction du capital financier et apanage de la bourgeoisie.

Il est donc clair, d'après les exemples concrets ci-dessus, que la question des villes intelligentes est fondamentalement une question de classe et qu'elle doit être traitée comme telle.

Et comme nous le voyons clairement dans le " cas de Venise ", les intérêts économiques se croisent avec l'augmentation du contrôle et la production et le développement des outils pour le mettre en œuvre.

Après les expérimentations de masse menées pendant la Covid, nous avons assisté à un grand bond en avant dans ce domaine, s'agissant de la vie des masses populaires (numérisation, méthodes de discipline et de contrôle, imposition de la consommation et des comportements). Elle a ainsi donné une accélération directe à la réalisation de la ville intelligente : la période du Covid a en effet été un laboratoire d'extension et d'aggravation de cette mutation. La répression du mouvement contre le laissez-passer “green card” a elle-même mis en jeu la logique de la ville intelligente, par exemple en interdisant les manifestations dans le centre, en poursuivant le zonage de l'usage de la ville, en empêchant l'accès à tous ceux qui remettaient en cause le système en place. Des logiques similaires avaient déjà été mises en œuvre auparavant avec la mesure préventive du "daspo" urbain, c'est-à-dire la version "mesure urbaine" du "mandat de circulation", appliquée pour interdire certaines zones de la ville à certaines personnes et souvent attribuée à des camarades actifs dans les luttes populaires.

Les racines de cette politique répressive sont très anciennes. Rappelons à cet égard que sept Etats membres de l'OTAN (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Pays-Bas) ont constitué un groupe d'"experts" qui a publié en avril 2003 le fameux rapport "Urban Operation in the year 2020", un cadre conceptuel pour les opérations en zones urbaines à l'appui des futures missions et tâches de l'OTAN. Cette étude, rendue publique peu avant la guerre en Irak, montre comment le rôle de l'instrument militaire était considéré par les "experts" comme une caractéristique dominante, même dans les opérations "normales" de maintien de l'ordre en milieu urbain. Ils prévoyaient une croissance exponentielle des contradictions dans les zones urbaines, que les forces de police "normales" ne seraient pas en mesure de gérer. Il était donc recommandé de commencer à utiliser l'armée dans une fonction d'ordre public à l'approche de la crise mondiale qu'ils annonçaient pour 2020. C'est ce qui s'est passé en Italie à partir de 2008, avec l'opération "Strade Sicure", toujours en cours. Par la suite, comme nous l'avons vu, la demande de nouveaux systèmes de contrôle des populations a également trouvé une réponse au fil du temps dans les projets de villes intelligentes.

Que faire ?

Nous avons vu comment la ville intelligente sert les intérêts du capital, en antagonisme avec les intérêts des travailleurs et le développement de la lutte de classe et révolutionnaire, que nous, communistes, devons au contraire poursuivre. Pour le faire au mieux, nous pensons qu'il est nécessaire d'aborder la complexité de la question avec une conception correcte, tout d'abord en se formant et en s'appropriant les outils théoriques appropriés. C'est dans ce sens que vont les efforts de cet article, utile pour identifier les thèmes de base sur lesquels enquêter, réfléchir, approfondir.

Avec la bonne conception, il est ensuite nécessaire d'enquêter sur le phénomène dans les situations spécifiques dans lesquelles, en tant que communistes, nous intervenons et/ou visons à être internes, afin de dialectiser avec une ligne particulière les mouvements d'opposition qui surgissent des contradictions que les masses populaires vivent à cause de ces projets.

Le mouvement contre le laissez-passer a également jeté les bases de la critique du modèle de ville intelligente, et ce n'est pas une coïncidence si c'est précisément de la part de ceux qui se sont engagés dans cette lutte que s'élèvent aujourd'hui les quelques voix et mobilisations critiques.

De nombreux mouvements s'élèvent également contre des aspects spécifiques des problèmes rencontrés par les masses populaires à la suite du remodelage des villes : de la destruction des terres à des fins spéculatives au problème environnemental ; des expulsions à la gentrification avec l'expulsion des prolétaires et la construction de zones interdites ; du contrôle technologique à la répression ; de la méritocratie, qui devient même un critère pour la fourniture de services dans les écoles, à la corporatisation des universités qui, avec leur soumission aux dictats des entreprises de guerre et de technologie, mettent la recherche à leur service total.

Nous pensons que toute mobilisation doit être soutenue sur la base de la contradiction de classe dont elle est issue. La ligne de la bourgeoisie, des réformistes et du sectarisme mouvementiste est d'enfermer dans un enclos toute contestation pour la contenir et la mettre en contradiction avec les autres. Les communistes, au contraire, doivent faire comprendre quel est l'ennemi commun : les "maîtres de la ville", ceux-là mêmes qui nous mènent aujourd'hui à la guerre. La ville intelligente, avec sa marchandisation des relations et son contrôle totalitarisant, est déjà un problème concret pour toute lutte qui se développera en son sein.

Récemment, d'importantes manifestations et actions spontanées contre les ZTL, les caméras et les radars ont eu lieu dans des villes italiennes également, à la suite des manifestations les plus notoires qui ont eu lieu à Londres l'été dernier.

Agir contre la ville intelligente signifie donc soutenir et/ou promouvoir des mobilisations contre chaque aspect de celle-ci, en y apportant un contenu de classe, en se liant politiquement aux éléments les plus avancés qui les soutiennent, sur la base de la perspective stratégique de la révolution prolétarienne pour le renversement du système capitaliste.

Antitesi

Travailleurs en formation

interview avec Reconstruction Communiste

www.reconstruction-communiste.fr

Tout d'abord, nous vous demandons une présentation de votre organisation ?

Bien sûr ! Reconstruction Communiste est un petit groupe - un groupuscule, plutôt -communiste, de tendance marxiste-léniniste, qui s'est fondé en 2019. Les membres fondateurs venaient pour leur majorité de la dislocation interne du "Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes-Léninistes", qui existe toujours mais avec lequel nous n'avons plus de contact.
Quand nous avons démissionné du ROC-ML, nous avons voulu comprendre ce qui nous avait poussé à quitter cette organisation, et compris que les problèmes auxquels nous avions dû faire face ne se réduisaient pas au ROCML, mais étaient présents dans l'ensemble du mouvement marxiste-léniniste français - et pas que - de l'époque. Nous avions identifié comme problèmes le dogmatisme, le formalisme, le verrouillage démocratique, l'absence de formation interne des cadres. On peut retrouver ces points, et un rapide historique de notre développement, dans l'article "Les 5 ans de Reconstruction Communiste, bilan et perspectives" publié sur notre site.

Nous nous sommes basés sur le modèle ML "classique", c'est-à-dire en se réclamant du marxisme, en affirmant la nécessité de constituer un parti de cadres révolutionnaires, en appliquant le centralisme démocratique, etc. Mais nous ne nous arrêtons pas à défendre les figures du marxisme-léninisme, et n'hésitons pas à faire tomber les idoles si nous pensons que ces grands ancêtres se sont trompés - et ils se sont bien sûr souvent trompés ! Nous essayons de rester lucides sur notre force et notre influence réelles, qui sont très faibles, mais cela ne nous empêche pas pour autant de vouloir s'engager fermement vers la formation de cadres communistes, et surtout d'intervenir au sein d'organisations de masse dans le quotidien des travailleurs et des travailleurs en formation.

Intervenez-vous directement au sein des syndicats étudiants, quelle est votre approche et sur quelle base intervenez-vous en leur sein ?

Nous avons décidé d'intervenir en effet dans le "monde" des syndicats étudiants, et si nous avons choisi ce modèle d'intervention, c'est parce que cela s'insère dans un travail plus général au sein des organisations de masses, et aussi par facilité de mise en pratique étant donné nos force plus que limités à notre fondation. En effet, au moment où cette possibilité s'est offerte à nous, la plupart des quelques membres de RC étaient en études, soit au lycée, soit dans l'université, soit en apprentissage.

Donc pourquoi avoir choisi de constituer un Syndicat d'Étudiants, de Lycéens et d'Apprentis (un SELA) ? Et pourquoi au sein de la CGT ?

La constitution d'un SELA, tout d'abord. Nous avions fait plusieurs constats et produit quelques analyses rapides. En tout premier lieu, le seul syndicat "étudiant" qui était rattaché organisationnellement avec une centrale du syndicalisme français était Solidaires Etudiant-e-s, mais cette structure était pleine de contradictions entre une frange autonome et une frange plus "syndicale" et n'arrivait pas à émerger de ce marasme. Ensuite, la plupart des syndicats que nous connaissions faisaient énormément de"'para-syndicalisme", c'est-à-dire qu'ils s'occupaient d'autres choses que de défendre les intérêts matériels des travailleurs en formation, en agissant surtout comme excroissance étudiante de diverses formations politiques. Que ces autres choses soient pertinentes ou non, ce n'est pas la question, bien évidemment. Quand leurs activités correspondaient plus à un syndicat étudiant traditionnel c'était la bureaucratie et la cogestion qui sclérosé les structures.
Nous n'avons pas été les premiers à créer un SELA, d'ailleurs : c'est dans les Hauts-de-France, à Lille, que s'est constitué le premier d'entre eux. Nous nous sommes d'ailleurs largement inspirés de leurs statuts pour écrire la première version des nôtres, mais nous avons progressivement bâti notre propre modèle. Ce modèle a été théorisé, de manière parcellaire et qui mériterait de nombreuses révisions, dans la brochure "Des mains qui pensent".

Nous sommes partis d'un constat : la plupart des travailleurs en formation sont peu ou pas intégrés en tant qu'individus au monde du travail, et ils ne sont pas ou plus en situation d'emploi, c'est-à-dire qu'ils ne touchent pas de salaire en vendant leur force de travail. Cela est dû au fonctionnement même du système de formation tel qu'il a été mis en place dans l'ensemble du monde capitaliste. Pour parler du cas spécifiquement français, l'existence de bourses et d'aides financières massives existe, et c'est en grande partie à cause de la longue tradition étatique française de gauche, et aussi des luttes issues de la période d'après-guerre et des mouvements de Mai 68. Mais les sommes qui sont attribuées ne sont pas suffisantes cependant pour permettre à ceux qui en bénéficient de pouvoir vivre dignement. Les bourses des étudiants du supérieur ou les "salaires" des personnes en apprentissage ne leur permettent pas de vivre de manière autonome. Et toutes ces formations ont pour but l'employabilité des étudiants, ce qui est une rupture avec

la tradition humaniste bourgeoise qui valorise le savoir pour l'amour du savoir.
On peut prendre un exemple particulier : un travailleur décide de quitter son emploi pour entrer dans une formation longue. D'un seul coup, il perd son statut légal de salarié. Il quitte en général le collectif de travail initial dans lequel il était impliqué, et change de conditions matérielles d'existence, dans son quotidien, et cela s'accompagne en général d'une baisse de son niveau de vie. C'est justement à ce moment que l'existence d'un syndicat de type SELA devient important, pour défendre les intérêts matériels spécifiques de ce travailleur entré en formation.

Il s'agit d'un cas très particulier, bien sûr ; en réalité, la plupart des personnes en formation sont jeunes, entre 14 et 30 ans, disons. Et elles sont en général peu intégrées au monde du travail. Soit parce qu'elles vivent au quotidien dans une structure de formation – lycées généralistes ou universités - soit parce qu'elles vivent par intermittence entre la structure de formation et l'entreprise, comme dans les lycées professionnels ou les formations professionnalisantes.

Dans le premier cas, on trouvera lycéens et étudiants d'université dans les filières généralistes, où les enseignements théoriques et pratiques se font dans un lieu d'étude. Ce sont les moments de politisation d'une grande partie de la jeunesse, souvent à la suite de mouvements d'ampleur nationale - grandes manifestations sur des réformes disloquant le conditions de travail et de vie, et, de plus en plus fréquemment, mouvements internationaux idéologiques comme la question écologique ou les violences faites aux femmes.
Et il y a le second cas, où ces personnes alternent entre un lieu de formation et un lieu de travail. Bien trop souvent, elles ne sont pas considérées par les travailleurs comme étant un travailleur comme les autres. À cause de leur âge, de leur inexpérience, de leur présence intermittente. Et les rares syndicalistes dans ces entreprises font souvent même preuve de prudence à aller leur parler, parce qu'elles sont considérées comme des précaires, et donc soumises facilement à la menace d'une sanction par l'employeur. Si prudence il doit y avoir, cela n'empêche pas pourtant d'aller leur parler, de leur expliquer la réalité de la lutte de classe au sein du monde du travail, de les préparer à mener un travail syndical une fois leur période de formation terminée, par exemple. Parce que ce n'est pas dans leur formation qu'on leur parlera de leurs droits en tant que salariés, ou même des bases du Code du Travail. Le système de formation actuel construit des générations de travailleurs qui n'ont aucune connaissance du syndicalisme, de leurs droits, et des instances représentatives du personnel qui ont été arrachées de haute lutte. En plus de cela, il faut reconnaître qu'il existe quelque chose comme un conflit de générations, qui rend difficile la communication entre une personne d'une vingtaine d'années et un travailleur de plus de quarante ans.

C'est pour ces raisons que nous pensons qu'un syndicat d'étudiants, de lycéens et d'apprentis a toute sa légitimité.

Enfin, intégrer la CGT nous semblait une "évidence" : dernière grande organisation ouvrière de masse et "combative" (même si depuis le travail concret avec la Centrale Syndicale nous a décillé les yeux), présence de nombreux travailleurs en son sein, et enfin, et ce n'est pas négligeable, la possibilité d'avoir un soutien logistique et matériel concret.

Le travail syndical et social a toujours été une " charnière " entre le territoire et le lieu de travail. Cependant, aujourd'hui, face à un précariat social de masse, les structures syndicales sont très en retard par rapport à la relance des bourses du travail, des groupes d'intervention extra-catégoriels (chômeurs-précaires) et des étudiants. Les structures syndicales, dans leurs composantes majoritaires, sont incapables de sortir du conformisme des "catégories", ne saisissant pas la composition de classe du prolétariat moderne. Selon vous, comment une structure syndicale étudiante devrait-elle interagir avec les centrales syndicales ? Comment "moderniser" les bourses du travail ?

Cette question est problématique, parce qu'elle ne rentre pas vraiment dans les réflexions que nous avons pu avoir jusqu'ici. Néanmoins, nous avions quelques pistes depuis la fondation du SELA 31 qui peuvent peut-être correspondre à un début de réponse. Il nous apparaît qu'un grand nombre d'illusions que nous avions sur notre capacité d'influence sur la CGT se sont levées. Nous réfléchissons toujours à l'évolution du modèle SELA en lien avec la CGT mais ce lien se maintient à la base. La meilleure chose que nous pouvons faire à l'heure actuelle est de tisser des liens, partager nos expériences militantes avec d'autres secteurs. La participation aux instances syndicales géographiques (UD, UL) ne doivent pas être vus comme des impératifs absolues tant cela est chronophage mais comme des points d'appui nécessaires pour recréer des liens locaux, notamment lors des mouvements nationaux. Enfin si nous nous plaçons cette fois du point de vue de militant révolutionnaire agissant au sein de structures syndicales, ce que nous nous efforçons toujours de faire pour ne pas sombrer dans le suivisme syndical, alors de ce point de vue là la participation aux bourse du travail ou autre union locale est subordonné à la stratégie politique de l'organisation.

Aujourd'hui, les travailleurs de la "connaissance" constituent, dans les centres impérialistes, une part importante de la main-d'œuvre salariée. Ils subissent dans de nombreux cas, comme les autres parties du travail salarié, les mécanismes de la crise et de l'organisation du travail : précarité, intensification des rythmes, etc. Quelle est selon vous l'approche politique et syndicale correcte pour intervenir dans ce segment de classe, sans avoir à recourir à des mots d'ordre bourgeois et réactionnaires tels que la défense des "qualifications" ?

La CGT a une grande tradition ouvriériste. Elle a une méfiance pour toutes les formes nouvelles qui ont émergé depuis les quarante dernières années, avec les changements politiques, économiques et éducatifs qui ont eu lieu. Le symbole de l'ouvrier spécialisé reste prenant, alors que la masse des syndiqués est plutôt issus du

secteur du tertiaire. Des débats houleux ont eu lieu dans la Centrale sur le statut à accorder aux enseignants, aux travailleurs retraités, aux chômeurs, aux cadres, techniciens et ingénieurs ; les travailleurs en formation sont la dernière catégorie qui pose encore des résistances fortes dans ce débat interne.
Nous sommes en effet dans une période de mutation des relations de travail dans le monde de l'entreprise en France, et cela passe par de nouvelles normes légales. Même si l'intérim et la sous-traitance sont anciens, le statut d'auto-entrepreneur (ou l'uberisation, si vous préférez) est la dernière forme juridique qui ait été mise en place de façon étendue. La CGT, qui axe sa stratégie de syndicalisation sur l'appartenance des salariés à une branche industrielle spécifique, a beaucoup de difficultés à se mettre à la page. Ainsi, les intérimaires sont mis dans la catégorie "chômeurs-précaires", alors que certains intérimaires passent leur vie dans une branche spécifique, comme le bâtiment ou la restauration, par exemple.

Bien sûr, le changement le plus impressionnant est la montée en puissance des secteurs du tertiaire, et l'affaissement en nombre de salariés des secteurs primaires et secondaires. Il faut d'ailleurs noter, au passage, que si ces deux secteurs perdent des salariés, c'est à cause bien évidemment des importations moins chères, des délocalisations, etc. mais aussi parce que le travail est plus productif, en partie grâce aux améliorations technologiques, et que produire trois cents tonnes de blé requiert moins de main-d'oeuvre aujourd'hui qu'il y a encore trente ou cinquante ans. Notons aussi que la CGT reste attachée à l'idée du "CDI pour tous", alors que beaucoup de jeunes travailleurs aspirent à pouvoir changer de métier quand ils le veulent, comme ils le veulent, et à ne pas se sentir contraints à rester dans un lieu et un domaine de travail pour une longue période de temps. C'est sans doute une conséquence de l'hégémonie de l'idéologie bourgeoise, mais cela doit être pris en compte dans les aspirations des travailleurs.

Dans divers documents, vous avez utilisé la catégorie des "travailleurs en formation", pouvez-vous nous en donner une définition ?

Nous utilisons le terme de "travailleurs en formation" pour décrire tout ce qu'on appelle habituellement "étudiants", au sens large, c'est-à-dire toutes les personnes qui étudient dans le but d'avoir des connaissances qu'elles utiliseront dans un emploi. Les travailleurs en formation constituent une couche sociale des sociétés occidentales "post-industrielles" extrêmement large numériquement.

Nous considérons que les travailleurs en devenir constituent une couche sociale, c'est-à-dire que c'est un groupe social large qui comprend des individus de classes différentes. On retrouvera dans cette couche des enfants de prolétaires, comme des enfants de la bourgeoisie, mais toutes ces formations ont pour but de "s'intégrer" à la société en acquérant des compétences qui seront utilisées par des entreprises. La société en question est bien sûr le système capitaliste.

Contrairement à beaucoup d'analyses prenant en compte l'âge des personnes en formation, nous avons voulu partir d'une analyse basée sur la place des personnes dans l'appareil de production. Les étudiants, les apprentis, les lycéens, ont-ils pour première fonction de créer de la plus-value ? Même si c'est un sujet discutable dans le cas des apprentis, il nous est apparu que ce n'était pas le cas.

Quelle est leur place alors dans le système de production de la richesse, et de la reproduction de la force de travail ? La réponse que nous proposons est que le capital investit dans la force de travail en amont, comme on investit dans de nouvelles technologies et dans la recherche scientifique : avoir des travailleurs qui soient capables de faire certaines tâches, physiques ou intellectuelles. La question est donc de savoir comment une organisation communiste peut prendre en compte cet état de fait pour intervenir dans le cadre d'une organisation de masses, et dans notre cas un syndicat SELA.

Pour ceux qui sont intéressés par cette question, on peut trouver de plus longs développements dans le livre "Des mains qui pensent", écrit à quatre mains entre un membre de RC et un ex-membre. Une des limites de ce travail a été de s'arrêter à l'étude du cas de la France métropolitaine, mais notre analyse semble être assez pertinente pour beaucoup de pays européens impérialistes.



le précariat social

pour une méthode de travail syndicale et politique

Tous les mouvements de masse et les organisations révolutionnaires sont inévitablement confrontées à des défis, des revers, des défaites. Nous sommes confrontés à des périodes où la participation des masses perd de son intensité, de son énergie et laisse place à une faible activité telle une marée basse. Face à ces difficultés, qui n'ont parfois pas de solution immédiate, les personnes impliquées dans les mouvements de masse et les organisations doivent faire un choix : abandonner ou trouver le moyen de persévérer pour finalement, progresser à nouveau. Comprendre les torts subjectifs ne suffit pas. Il est nécessaire de s'adapter à la situation objective et de s'interroger sur les modifications du processus de production, de l'organisation du travail et sur leurs interactions avec la lutte des classes. Considérer ces éléments sont les conditions indispensables pour pouvoir intervenir lucidement et scientifiquement. Les lois qui régissent le capitalisme sont les mêmes depuis sa création, mais cela ne signifie pas que le capitalisme ne subit pas des changements constants. L'organisation du travail suit inexorablement des processus combinant la flexibilité productive avec la précarité contractuelle. Ce processus est visible par l'augmentation de la masse, toujours plus importante, des précaires. Les travailleurs oscillent entre des périodes d'emploi, de semi-emploi et de chômage. Ce mouvement se concentre et se manifeste particulièrement dans les zones urbaines métropolitaines.

Des formes sociales nouvelles et anciennes s'intègrent et coexistent : le serf moderne, le travailleur indépendant déguisé, pensons aussi à la demande massive des « paiements à crédit », puis à ces châteaux modernes : les quartiers des « riches » construits comme des forteresses à l'intérieur de la ville.

Une pénurie artificielle

Nous vivons dans un monde où, au-delà de certaines limites, l'augmentation de la production de biens ne conduit pas à une augmentation mais à une diminution de la masse des profits. Aucun capitaliste n'embauche plus de travailleurs pour moins de profit. La concurrence et la course à la compétitivité déplacent la crise d'un pays à l'autre, mais n'y mettent pas fin.

Aujourd'hui, la production de marchandises est un appendice du capital financier et spéculatif, de sorte que la richesse de la société bourgeoise se présente de moins en moins comme « une énorme collection de marchandises » (valeurs d'usage, biens ou services dont chacun satisfait un besoin mais est produit en tant que porteur de valeur d'échange, en pratique comme un produit vendable). Cette richesse se présente de plus en plus comme « une énorme collection d'argent ».

Par nature, l'argent peut augmenter en quantité au-delà de toute limite, alors que la quantité de marchandises ne le peut pas. La nature des marchandises s'en trouve également modifiée. Elles sont en effet de moins en moins destinées à satisfaire les besoins créés par le développement général de la société humaine (le développement de la civilisation a fait que les besoins ont été satisfaits par la production d'outils, d'armes, de papier, de construction, etc.). Ces marchandises sont de plus en plus destinées à créer de nouveaux besoins dans la population ayant un pouvoir d'achat, afin d'augmenter la masse d'argent que leur vente accumule dans les mains de chaque capitaliste. La bourgeoisie ne se contente pas de satisfaire les besoins créés par le développement général de l'humanité, mais dans les limites permises par la division de la société en classes d'opprimés et d'oppresseurs, elle façonne le système des relations sociales et la conduite individuelle à la mesure des marchandises dont chaque capitaliste parvient à imposer l'usage. Tout cela aggrave la crise morale et intellectuelle des masses populaires. En effet, pour vendre, la bourgeoisie ne se contente pas de satisfaire des besoins, elle en crée toujours de nouveaux, déconnectés des activités nécessaires pour vivre et progresser, tandis que le nombre de personnes qui ne peut pas accéder aux soins médicaux augmente. Elle est comme un producteur de nourriture qui, pour vendre plus, incite les gens à dépenser de l'argent de mille façons, ce sont les moyens qu'ils ont pour se gaver, au mépris de la santé et de la vie. Nous vivons dans un marché de plus en plus anarchique et une production volcanique. Ce phénomène s'accompagne d'une prolétarisation progressive du travail, d'une augmentation des prolétaires sans réserve, de la misère. La logique même du capitalisme produit ainsi une pénurie artificielle.

La précarité dans la métropole impérialiste

La précarité entraîne non seulement un échange accru entre travail et non travail (oscillation de plus en plus rapide entre la condition de l'armée industrielle de réserve et celle de l'armée active de travail) mais aussi une perception différente du travail lui-même, de plus en plus perçu par les prolétaires comme une « condamnation ». Dans le contexte impérialiste métropolitain, ces contradictions sont amplifiées et imposent une réflexion sur la manière d'intervenir aujourd'hui : Comment s'attaquer à ce sujet de la précarité sociale ? Comment utiliser la « crise » ?[1]

Intervenir dans le contexte démocratique impérialiste est difficile et complexe. Pensons au poids du réformisme, du conformisme (aristocratie ouvrière et classes moyennes), et à la puissance écrasante de la bourgeoisie monopoliste et de son État. L'intégration sociale[2] , même si elle est affectée par les processus de crise, reste hégémonique dans les démocraties impérialistes. Si les processus de crise ne voient pas l'émergence d'un point de vue indépendant du prolétariat, ils voient l'émergence de nouveaux mouvements de masse réactionnaires. Les fractions sociales dé-intégrées, le prolétariat sans réserve, représentent une minorité par rapport à l'ensemble de la population en France. La crise qui a touché la classe moyenne et les aristocraties ouvrières n'a pas créé de lien avec cette partie, au contraire elle a donné naissance à des formes de néo-populisme et de conservatisme (protectionnisme économique). La peur et la guerre entre les pauvres dominent dans le scénario politique actuel. Il y a des facteurs objectifs qui peuvent justifier ce processus, mais nous ne pouvons pas cacher les retards et les erreurs subjectives. Rompre avec ces processus signifie avoir la capacité d'« utiliser » la crise, de

[1] Pour cela, il faut une méthode scientifique et une bonne dose d'imagination. Pensez à la capacité dialectique de Lénine lorsqu'il transforme la guerre impérialiste en guerre civile. Plus modestement, il s'agit d'affronter l'ennemi (même s'il est doté d'outils et d'une force plus importants) non pas de façons passive, mais de façons lucide, en ayant toujours la capacité de déceler les contradictions dans le camp adverse et la force (même si elle est spontanée) dans son propre camp.

[2] Le capitalisme entraîne inévitablement le « mythe » d'une société de classe « harmonieuse », par le fait que la société telle qu'elle est, a la capacité d'absorber toutes les contradictions sociales.

donner de la force et de l'organisation à la nouvelle composition de la classe. S'attaquer et intervenir sur la précarité et le chômage, c'est d'abord mettre au centre le prolétariat dé-intégré, un prolétariat sans réserve, un prolétariat multinational concentré dans les ceintures urbaines. Intervenir, c'est identifier ses besoins, ses nécessités. Il ne sert à rien d'insister sur la criticité de la précarité, il faut au contraire identifier les points faibles de l'organisation du travail et de l'État impérialiste.

Solidarité de classe contre mendicité morale

Nous devons nous débarrasser de la fausse contraposition entre les garanties sociales et les libertés politiques. Derrière les deux peuvent être cachées des mécanismes réactionnaires. Dans le premier cas, il est prôné la défense des privilèges de l'aristocratie ouvrière et des classes moyennes, dans le second cas il s'agit d'agiter le suprémacisme culturel occidental contre les peuples opprimés. Considérer et tenir ces deux moments ensemble est la seule façon d'éviter les erreurs.

Un autre aspect à prendre en compte est la relation entre les luttes locales et le niveau international. Comment lier une lutte ouvrière à une bataille plus générale anti-impérialiste ? Il ne s'agit pas tant d'un choix moral, mais d'un contenu nécessaire dans la lutte des classes elle-même. L'oublier nous rend sans défense face à l'hégémonie des mouvements de masse réactionnaires, qui fondent précisément leur succès sur la guerre entre les pauvres, sur le localisme et le particularisme. Soutenir, par exemple, la lutte palestinienne ou le peuple kanak, est un acte politique fondamental pour une organisation qui veut agir directement au sein de la composition de classe actuelle en France.

De même qu'il est important de soutenir les luttes contre les violences policières quotidiennes à l'encontre des jeunes prolétaires. S'y atteler, c'est reconnaître le poids de la question raciale au sein des masses prolétariennes urbaines: « C'est dur d'être Noir. Vous n'avez jamais été Noir ? Je l'étais autrefois quand j'étais pauvre »[1] .

Il faut lutter contre les « qualifications » et les « catégories » au travail, dénoncer le mythe des « formations » et des « revalorisations », refuser la logique du « sacrifice » (qui justifie les conditions féodales de travail…). Les prolétaires ne « refusent pas le travail», le travail leur est refusé, enlevé ou sous-payé selon la même logique capitaliste. La lutte pour leurs propres garanties est l'un des éléments qui permet aux prolétaires de vivre et de comprendre le sens de la solidarité, de l'organisation et de la dimension archaïque de la société de classe. Les prolétaires sans réserve souffrent du racisme ethnique, social et culturel, souvent encouragé par les « assistants sociaux » où la mendicité et l'aide aux « pauvres » sont le pain « politique » quotidien qu'ils essaient de donner aux prolétaires.

Les luttes de résistance comportent des éléments politiques qu'il convient de mettre en évidence. C'est là un travail primordial, car il nous permet de surmonter les barrières des catégories ou de la « spécificité » sectorielle d'une lutte ou d'un mouvement.

Catégories et territoire

La flexibilité de la production avec sa précarité contractuelle réduit certainement les marges de l'ancienne syndicalisation, basée sur des structures liées uniquement à des catégories. Aujourd'hui, le territoire devient un espace important pour intervenir sur la précarité sociale et du travail. Le travail syndical-politique dans une entreprise, dans une catégorie, doit nécessairement se combiner avec un travail sur le territoire.

Prenons par exemple la vie d'un travailleur précaire au cours d'une année, qui change d'emploi et de condition au moins 2 à 3 fois par an. Il ne lui sera pas possible de s'inscrire dans des structures « fixes » liées aux catégories, il trouvera une organisation sur le territoire. Une organisation territoriale qui doit développer des formes de défense politique et syndicale au niveau juridique, et être capable de promouvoir des plateformes de lutte spécifiques aux territoires où elle opère (luttes contre le travail illégal, contre les bas salaires, sur les conditions de santé, de logement, etc.). Plus nous intégrerons les structures catégorielles aux structures territoriales, plus la masse des travailleurs et des chômeurs concernés disposera d'une force organisationnelle.

Dans de nombreuses catégories, il existe une véritable fracture verticale entre les travailleurs des CDI et les travailleurs précaires. D'ailleurs, dans certains cas, les militants syndicaux et politiques sont étonnés de constater que la revendication même d'un CDI ne représente plus une bataille pour l'implication des travailleurs. La complexité de la société de classe moderne (dans la démocratie impérialiste) avec ses différentes implications : sociales, salariales, fiscales, logement, etc.. a en effet modifié le rapport social au travail. Il est fondamental de lutter pour la réduction du temps de travail (et des rythmes), pour l'augmentation des salaires, mais en même temps il est fondamental de lutter pour le salaire des chômeurs, ainsi que pour la « dignité », contre l'arrogance des patrons.

Nous devons favoriser et participer à toutes les formes où un point de vue prolétarien autonome se manifeste, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats, avec une concomitance invitante de formes de lutte « légales » et « illégales ».

Par conséquent, il ne faut pas opposer le travail syndical à un collectif territorial de chômeurs précaires, mais saisir les différentes formes comme des manifestations de différentes portions et besoins de la classe.

Choisir d'élaborer une forme organisationnelle à la nouvelle composition de classe signifie entamer un travail syndical et politique minutieux, où les résultats « ne tombent pas du ciel » mais s'inscrivent dans des formes d'expérimentation.

Il faut lutter contre le patronat et l'État impérialiste, mais aussi contre l'hégémonie des classes moyennes et des cultures communautaires archaïques. Ces dernières sont très présentes au sein de la classe des prolétaires sans réserve.

La recherche de la communauté est un « besoin » de résistance (défense) contre un présent qui détruit tout et tous, mais produit aussi un localisme communautarisme myope qui relègue les rêves et les aspirations de cette classe dans le passé et non dans l'avenir.

Lutter pour un modèle d'intervention syndical-politique adapté au présent, c'est d'abord lutter contre la même approche que celle qui règne au sein des centrales syndicales fondées sur les seules catégories et portions de l'aristocratie ouvrière et du travail intellectuel salarié. Aujourd'hui, les centrales syndicales ne font que « du remplissage », la bourse du travail apparaît comme un sigle du passé plutôt que comme un moteur de l'action. Les comités de travailleurs précaires et de chômeurs (en France liés principalement à la CGT, et dans une bien moindre mesure à SUD solidaires) sont utilisés comme un « bac à sable » pour les jeunes militants et non comme de véritables espaces d'actions et d'expérimentations. L'horizon de ces comités est la vieille figure du chômeur (le travailleur qui perd son emploi, avec sa qualification et sa catégorie spécifique) et non la masse liée au précariat social qui traverse aujourd'hui les métropoles impérialistes.

Pour prouver ce que nous écrivons, nous disposons d'un critère sans équivoque : l'argent. L'argent dans une organisation syndicale, c'est du temps et de l'organisation, des éléments fondamentaux pour intervenir et soutenir les luttes. Toutes les centrales syndicales (quelle que soit leurs positions politique et

[1] Larry Holmes, ex boxeur afro-américain, champion du monde des poids lourds de 1978 à 1985.

leur sensibilité sociale) laissent des miettes au plan territorial et au travail sur la précarité.

Nous ne nions pas qu'il y ait une réflexion dans la sphère politique et syndicale (qui traverse à la fois la gauche prolétarienne et la gauche bourgeoise) mais nous sommes encore très en retard dans le domaine de la praxis.

Lénine contre le “syndicalisme”

Traiter du travail syndical-politique, c'est remettre au centre le lien entre la lutte revendicative et la lutte politique anticapitaliste.

Lénine, dans son article « Sur les grèves », (écrit en 1899 pour le journal ouvrier Rabotchaïa Gazéta), s'attaque à la déviation, encore très présente aujourd'hui, qui conduit à considérer la grève comme une fin et non comme un moyen. La grève est considérée comme une bataille rangée dont on fait tout dépendre, en se livrant désormais à des enthousiasmes faciles (en cas de succès) ou à des dégringolades ruineuses (en cas d'échec). Un article qui s'adresse aux nombreux camarades qui, dans leur militantisme, errent éternellement à la recherche du « syndicat révolutionnaire » comme moyen de changer l'état actuel des choses, ou dans le « mouvement de protestation », négligeant ainsi la nécessité d'une organisation politique et d'une rupture politico-militaire. Lénine explique pourquoi la classe ouvrière a développé l'outil de combat qu'est la grève, en tirant précisément parti de son rôle de « moteur » de la société en tant que producteur des biens et services que les capitalistes réduisent à l'état de marchandises. Il explique comment cette pratique s'est répandue parmi tous les prolétaires. Dans cette optique, il souligne que la grève enseigne la valeur et la force de l'unité, qu'elle apprend à reconnaître les amis et les ennemis et qu'elle démasque le rôle de l'État qui, au nom des capitalistes, administre la répression.

Les termes utilisés par Lénine pour définir la grève sont « l'école de la guerre », tout en soulignant qu'elle ne doit pas être considérée comme la guerre elle-même. Cet instrument n'est pas suffisant pour émanciper les travailleurs et les masses populaires de l'oppression capitaliste. Lénine insiste sur la nécessité du lien avec le mouvement communiste et sur le développement de la lutte pour le pouvoir qui en découle, sur le fait que les éléments conscients de la classe ouvrière et le reste des masses populaires doivent prendre la responsabilité de transformer l'ensemble de la société pour parvenir à une émancipation totale.

Des leçons précieuses aujourd'hui encore, à une époque où nous devons faire face à la dégradation continue des conditions de vie alors que, dans le même temps, les instruments légaux de lutte qui étaient perçus comme acquis (dont celui de la grève) sont supprimés ou remis en question. Un processus lié à la crise qui souligne la nécessité de la lutte pour le pouvoir, donc d'un lien de plus en plus étroit entre la lutte pour les revendications et la lutte politique. Quand on parle de lutte politique, on ne parle pas nécessairement de la lutte parlementaire (aujourd'hui à bien des égards vidée de son sens), mais de la prise en charge par la classe prolétarienne et plus généralement par les masses populaires elles-mêmes, d'un point de vue autonome et antagoniste par rapport aux classes dirigeantes. Le même critère d'évaluation d'une victoire ou d'une défaite ne doit pas être envisagé dans une perspective capitaliste. Pour nous, une défaite peut être préférable à une victoire, si elle produit de l'organisation, de l'unité et de la force, à condition qu'elle donne une plus grande expérience aux travailleurs et aux prolétaires. Cependant, cela ne peut pas devenir un alibi pour le mythe de la défaite et de l'isolement, de la pureté, jusqu'à la haine et le mépris des masses ouvrières elles-mêmes.

Se salir les mains

Deux attitudes erronées traversent souvent la gauche prolétarienne en matière d'intervention : entre ceux qui réduisent toute action à vouloir recréer le syndicalisme révolutionnaire (avec des mots et des gradations différentes), ou entre ceux qui rejettent les syndicats.

Il n'y a pas de luttes et d'organisations pures, tout peut être récupéré et absorbé dans la dynamique des compatibilités capitalistes, c'est la force de la démocratie impérialiste. Il est évident que plus le niveau d'affrontement avec les classes est élevé, plus le poids de l'autonomie prolétarienne est important et moins la lutte est récupérable[1]. Un affrontement qui doit être perçu dans toutes ses articulations : à partir des formes de lutte que prennent les mouvements et les organisations, mais aussi à partir des réponses répressives que donne l'État impérialiste.

La gauche libérale et sociale-démocrate affirme que les cycles de lutte (la syndicalisation elle-même) ne sont possibles que dans les phases de prospérité économique, parce qu'ils permettent aux travailleurs de gagner une plus grande marge de pouvoir sur les classes dirigeantes, mais elle oublie que c'est précisément la prospérité économique et la solidité de l'État qui intègrent les prolétaires dans l'impérialisme.

La crise dans la métropole impérialiste, même si elle produit des mécanismes contradictoires (mouvements réactionnaires de masse), libère des énergies par la dé-intégration d'une partie de prolétaires (sans réserves) de plus en plus large, qui devient « l'eau dans laquelle nous pouvons nager ».

Comment pourrions-nous peser la moindre agilité subjective s'il n'y a pas de conditions objectives qui permettent à nos « pratiques » d'être vécues en premier lieu, quoique de façon confuse, par les prolétaires eux-mêmes.

Notre bataille serait vaine si le mur contre lequel nous nous jetons ne présentait pas déjà des fissures.

Livrer bataille, c'est dépasser “l'esprit de clocher” au sein même de la gauche prolétarienne. Cela signifie s'affronter sur des objectifs précis, sur un terrain où les camarades de la gauche prolétarienne peuvent et doivent trouver une convergence, où le plan des identités respectives est confronté non pas sur le plan symbolique et déclamatoire, mais dans l'expérience directe.

« Qui n'a pas fait d'enquête n'a pas droit à la parole », à cette phrase célèbre de Mao, nous ajoutons que celui qui n'intervient pas, celui qui n'affronte pas les contradictions du présent, n'a pas de point de vue politique. Il ne faut pas avoir peur des erreurs et des difficultés.

Intervenir dans une composition de classe particulière, le prolétariat sans réserve, c'est prendre position et agir en conséquence.

M. K.



[1] Ce qui n'empêche pas de commettre des erreurs… cependant les erreurs « de gauche » (l'action pour l'action, le fusil qui commande la politique…) sont mille fois moins graves que les erreurs « de droite » basées sur l'attentisme fidéiste, le conformisme et le pacifisme (faible avec les forts et fort avec les faibles).

France dégage!

La crise de la présence française en Afrique du point de vue des perspectives révolutionnaires

Ce qui se passe actuellement en Afrique dite francophone, en particulier au Sahel, est inévitablement lié à ce qui secoue le monde régenté par le capital. Les relations entre les puissances de la Communauté Internationale des pays impérialistes sont entrées dans une ère d'instabilité généralisée et d'affrontements de plus en plus directs (en Syrie, en Ukraine, avant l'Asie, selon les projets explicites de l'OTAN fixés à Madrid en 2022). Les frontières considérées comme infranchissables depuis l'effondrement de l'Union soviétique tombent les unes après les autres. Une nouvelle « ruée vers l'Afrique » est en cours. Mais au sein de cette lutte inter-impérialiste acharnée, l'impérialisme français est comme un tigre malade qui perd progressivement ses capacités d'action et ses sphères d'influence historiques et exclusives.

Dans ce contexte, la région du Sahel a été le centre depuis trois ans de reculs importants des positions de l'impérialisme français qui pèse de tout son poids mort sur ses semi-colonies depuis des décennies. Le départ forcé des armées françaises et américaines des plusieurs pays africains est un pas en avant enthousiasmant pour les peuples opprimés. Ce qui affaiblit les centres impérialistes est porteur d'espoir dans les semis-colonies du monde mais aussi pour les prolétariats des centres impérialistes. L'impérialisme français subit des revers durables dans son prétendu « pré carré » africain, en premier lieu au Niger, au Mali et au Burkina Faso.

Plus largement, à travers mille vicissitudes et mille contradictions, des voix s'élèvent pour obtenir une véritable libération de l'Afrique. Le cours des choses est-il pour autant révolutionnaire ? Assiste-t-on au début d'une révolution africaine qui en finirait avec l'ordre impérialiste régnant ? Nous n'avons aucun intérêt à nous bercer d'illusions et à en répandre. La rhétorique « souverainiste » qui prévaut au Sahel actuellement est très loin du compte malgré ses rictus martiaux. Il suffit pour s'en convaincre de la ramener aux programmes et aux réalisations effectives qui étaient ceux du « socialisme africain » et du sankarisme qui, malgré leurs faiblesses indéniables, cherchaient bien autre chose qu'un nouveau « deal gagnant-gagnant » avec de « nouveaux partenaires » d'un monde « multipolaire ».

Les nouveaux pouvoirs au Sahel se drapent dans les plis du drapeau de Thomas Sankara et du panafricanisme sans remettre en cause les fondements de l'ordre social capitaliste. En définitive, tant qu'une alternative révolutionnaire ne sera pas constituée, avec en son centre la lutte des classes et le socialisme, il sera illusoire de croire à des changements fondamentaux des rapports sociaux qui sont ceux du capitalisme mondial.

Les Etats du Sahel restent essentiellement des semi-colonies aux mains de diverses fractions de la bourgeoisie compradore, bien qu'un espace de lutte se soit créé. Plus que jamais, une voie révolutionnaire pour l'Afrique est nécessaire, et ce sont des forces subjectives générées par les luttes des masses africaines qui vont élaborer et mettre en pratique cette voie. Mais ce qui se passe dans les anciennes et actuelles sphères d'influence de l'impérialisme français concerne aussi tout avenir révolutionnaire ici, au sein de la métropole impérialiste, ne serait-ce que du point de vue de la composition actuelle du prolétariat. Nous proposons d'aborder dans la revue Supernova, dans ce numéro 7 et dans les suivants, quatre points qui nous semblent cruciaux : 1) la décomposition lente et irrémédiable de la Françafrique 2) la distinction entre le panafricanisme révolutionnaire et panafricanisme réactionnaire 3) le bilan politique de Thomas Sankara et de la révolution burkinabé 4) le multipolarisme actuel ne peut pas être un anti-impérialisme.

L'ordre franco-africain : un cadavre à la renverse

Pour mesurer l'ampleur du recul de la France en Afrique, il faut mesurer l'ampleur et les spécificités de sa domination. La décolonisation n'a pas empêché le maintien d'une gestion semi directe depuis Paris de pays formellement indépendants. Dans les anciennes colonies françaises subsahariennes, le thème de la « seconde indépendance » est devenu de plus en plus répandu depuis une vingtaine d'années. Si des forces sociales diverses évoquent la nécessité de nouvelles indépendances c'est que celles des années 1960 sont considérées à juste titre comme factices. Des luttes ont émergé partout dans la sous-région, souvent de la part d'une jeunesse africaine unie par une aspiration commune à faire disparaître une forme spécifique d'oppression au sein du capitalisme mondial : la Françafrique.

Comment s'est-elle constituée historiquement ? Treize pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale et équatoriale, – à l'exception de la Guinée, qui a accédé à la souveraineté politique sous Ahmed Sékou Touré en 1958 – ont connu une trajectoire qui les a conduits de leur participation à la libération de leur maître colonial de l'occupation nazie à une sorte de nouveau pacte qui fut nommé « l'indépendance comme interdépendance » par Edgar Faure, architecte des « indépendances africaines ». Environ 250 000 soldats africains ont combattu l'Allemagne hitlérienne pour la France Libre, formant l'essentiel du contingent français des débarquements de Méditerranée. Mais en décembre 1944, une mutinerie d'infanterie africaine démobilisée dans le camp Thiaroye, près de Dakar, fut brutalement réprimée dans le sang par les Français : il était clair que les espoirs d'indépendance des Africains allaient être sacrifiés sur l'autel d'une France coloniale reconstituée.

En Afrique subsaharienne « française », la voie du Vietnam et de l'Algérie n'a pas été suivie. Les insurrections au Cameroun et à Madagascar furent sommairement réprimées. Les colonies françaises durent attendre 1960 pour obtenir leur indépendance

officielle. Les dirigeants africains, qui avaient été jusque-là élus à l'Assemblée nationale et parfois ministres de premier plan au sein du gouvernement métropolitain, prirent alors les rênes du pouvoir dans leur pays. De Gaulle envisagea le nouvel arrangement comme un « système français où chacun joue son rôle ». Il devait être fondé sur la cooptation des élites, au sein de ce que l'anthropologue Jean-Pierre Dozon appelle l'« État franco-africain ». Il ne s'agissait pas d'une formule impliquant une série de relations entre l'ancienne puissance coloniale d'un côté et les nouveaux États indépendants de l'autre, comme ce fut le cas pour le Commonwealth britannique, mais d'une entité centralisée unitaire, avec des « grands frères » et des « petits frères » au pouvoir et un centre de pouvoir indéniable, Paris.
Pour prendre un symbole éloquent de cette réorganisation de la domination française, on peut évoquer la monnaie. Les initiales CFA, qui identifient la monnaie commune des Colonies Françaises d'Afrique, restent les mêmes, tout comme la monnaie elle-même, le franc CFA, mais le terme change pour devenir Communauté Financière Africaine. Cet accord monétaire prive quatorze pays africains de leur souveraineté en matière de politique monétaire et les oblige à déposer la moitié de leurs réserves auprès du Trésor français. Le second pilier de cet ordre « franco-africain » est celui des interventions militaires. Les partisans de l'UPC au Cameroun seront décimés, jusqu'au dirigeant, Felix Moumié, empoisonné au thalium en Suisse. Les chefs d'Etat clients seront maintenus au pouvoir face à toutes sorte de rébellions. Trente-sept opérations de ce type suivront avant la fin de la guerre froide. Seuls les Etats-Unis ont été plus interventionnistes dans le monde.

Dans son arrière-cour africaine, Paris professait une doctrine de « souveraineté limitée ». Mobutu, héritier du Congo belge, allié de la CIA mais aussi homme de la France, fut soutenu, jusqu'au bout ; l'« empereur » Bokassa ne fut renversé que lorsqu'il fit des ouvertures à Kadhafi. Des années 1960 aux années 2000, La *pax franca* régnait, ce qui permettait à la France de prétendre à un haut rang de puissance impérialiste malgré les défaites de l'Indochine et de l'Algérie. La France « accompagnait » la gestion des nouveaux Etats formellement indépendants sous le nom de « coopération ». La devise de la décolonisation française, « partir pour mieux rester », n'était pas une illusion. Au cours des dix premières années qui ont suivi l'indépendance, le nombre d'expatriés dans les « anciennes » colonies a plus que doublé. Au milieu des années 1980, 50 000 coopérants français (envoyés par le gouvernement français) et entrepreneurs du secteur privé dirigeaient la Côte d'Ivoire et son économie. Proconsuls plutôt que diplomates accrédités, les ambassadeurs de France à Abidjan étaient comme de hauts fonctionnaires des départements français d'outre-mer.

La guerre froide a servi de couverture géopolitique à la présence tutélaire de la France dans ses semi-colonies. Au sud du Sahara, l'armée française est restée un auxiliaire du « monde libre ». Pendant la guerre froide, le gendarme de l'Afrique n'était pas seulement un policier : c'était un administrateur d'outre-mer, un homme d'affaires lié à l'État qui prospérait grâce à des accords de complaisance. Mais la « grandeur de la France », cet hallucinogène impérialiste, a subi un revers brutal suite à la chute du mur de Berlin. Jusqu'à la fin des années 1990, les recettes françaises des exportations vers l'Afrique étaient environ deux fois plus élevées que celles de la Chine. La sécurité énergétique française, en pétrole et en uranium, était garantie par les approvisionnements du Gabon, du Congo et du Niger. Elf Aquitaine, la compagnie pétrolière nationale, était surnommée « Elf Africaine ». En 1980, la part des investissements étrangers du Royaume-Uni en Afrique était de 29 %, celle de l'Allemagne de l'Ouest de 19,5 % et celle de la France de 35 %. En 1995, la part de la Grande-Bretagne était tombée à 3,8 %, celle de l'Allemagne de l'Ouest à 2,4 %, mais la France restait exposée et affirmée à 30,4 % (la plupart en direction de pays non francophones, dont le Nigeria, l'Angola, le Kenya et l'Afrique du Sud). La France diversifiait astucieusement ses investissements au-delà de ses anciennes possessions subsahariennes.
La Françafrique a commencé son érosion dès les années 1990. D'abord, par la dévaluation (sans précédent) du franc CFA et l'effondrement du mur monétaire qui entourait l'économie de l'enclave franco-africaine ; puis par la complicité française dans le génocide au Rwanda, qui a laissé des flots de sang sur les mains du gendarme de l'Afrique qui avait misé sur le « hutu power ». Depuis la coopération, l'aide au développement et les bases militaires ont été réduites les unes après les autres. Le secteur privé a reculé parallèlement à l'Etat. Depuis 1990, le nombre d'expatriés français en Afrique subsaharienne a été divisé par deux. L'exemple le plus spectaculaire est celui de la Côte d'Ivoire : de 50 000 au milieu des années 1980, le nombre de Français est tombé à 8 000, dont seulement 1 200 ne seraient ni franco-libanais ni franco-ivoiriens. Ce n'est pas un hasard si les flux d'investissements directs français vers l'Afrique ont chuté, se situant désormais systématiquement en dessous de 5 %. Qu'est-ce qui maintient la tutelle franco-africaine alors que le capitalisme français est quasiment devenu un acteur comme un autre dans le partage du gâteau des marchés africains ? L'enjeu est important : la survie politique des chefs d'État africains et le statut de la diplomatie française sont en jeu. La France reste un dernier recours pour certains régimes faibles et menacés en Afrique, tandis que l'Afrique francophone reste une caisse de résonance des prétentions internationales de la France.

La Françafrique n'a jamais été vraiment populaire parmi les masses africaines. Mais depuis le milieu des années 1990, les « sentiments anti-français » sont exacerbés dans les anciennes colonies et, comme l'a magistralement démontré Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, en 2004, cette vague de colère fournit une ressource politique aux « patriotes » africains qui prônent une « seconde indépendance ». Gbagbo menait ainsi son mouvement « patriote » en s'enroulant souvent dans le drapeau américain, la ceinture des putschs actuels le fait avec le drapeau russe mais la logique est la même : ne plus accepter la tutelle de l'ancien maître colonial et pour cela chercher un nouveau protecteur. Ce qui a changé, c'et l'affaiblissement du maître. En 2004, l'armée française tirait sur la foule des manifestants à Abidjan faisant des dizaines de morts, alors que l'aviation ivoirienne était détruite par un bombardement à Bouaké. L'intervention française aboutissait à l'intronisation d'Alassane Ouatarra, homme-lige des intérêts français. En 2024, l'armée française se retrouve chassée du Mali, du Burkina Faso et du Niger sans possibilité réelle d'intervenir et de renverser les juntes qui lui sont hostiles.

On ne peut pas dire que la Françafrique soit totalement démantelée malgré les annonces répétées de sa mort définitive. L'essentiel des Etats des anciennes AOF et AEF restent des semi-colonies françaises à bien des égards, à travers les accords monétaires, commerciaux, diplomatiques et culturels. La Côte d'Ivoire, le Bénin, le Tchad ou les des deux émirats pétroliers d'Afrique centrale, le Gabon et le Congo (Brazzaville), restent des bastions de l'influence rapprochée de la France. Mais la puissance impérialiste français détermine de moins en moins ce qui se passe pour l'Afrique subsaharienne. Les évènements sont avalisés tout en maintenant une « présence » de façade. La France est vouée à devenir aussi insignifiante pour ses anciennes colonies que la Belgique l'est pour le Congo (RDC), 80 fois plus grand et sept fois plus peuplé que son ancien colonisateur. L'influence de la France dans ses anciennes colonies régresse inexorablement. La Chine est devenue le premier partenaire commercial de ces pays. Ses investissements et le volume des échanges avec la Chine est supérieur à celui des USA, Royaume-Uni et France pris ensemble. C'est une donnée finalement plus déterminante que ce que peuvent offrir les accords sécuritaires avec la Russie, seul « avantage comparatif » de ce pays.

Le Sahel et le cas du Niger

Il faut comprendre ce qui a alimenté les prises de pouvoir entre 2021 et 2023 par des militaires en Afrique de l'Ouest qui affichent un rejet de la présence française. La raison immédiate de ces prises de pouvoir (sans affrontements prolongés et de façon séparée et successive) vient de la situation sécuritaire et du vide politique qui a fait perdre aux Etats du Sahel une grande partie de leur emprise sur leur territoire. L'escalade des conflit locaux (sous les noms de djihadisme et de séparatisme) doit être considéré comme la résultante de la désintégration d'un système hégémonique en place depuis l'après Seconde guerre mondiale dominé par les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. La montée de nouveaux prétendants a mené à la montée des conflits inter impérialistes. Nul ne peut nier le soutien populaire très large des prises de pouvoir par les militaires dans la région du Sahel. Les populations locales attendent une stabilisation sécuritaire face aux groupes paramilitaires insurgés et un changement de leurs conditions de vie devenues de plus en plus insupportables. Ces pays de la « ceinture des juntes » sont désormais confrontés d'un côté aux séparatistes insurgés et de l'autre aux pays occidentaux et à leurs relais locaux (au sein de la CEDEAO).

L'ensemble du Sahel est ne train de devenir une zone de guerre par procuration comme celles du Moyen-Orient, de l'Ukraine ou du Caucase. Contrairement au discours occidental éculé, la contradiction n'est pas celle entre des régimes putschistes et des démocraties électorales, tant l'Occident adoube des régimes militaires lorsque ses intérêts sont garantis (En Egypte, au Tchad, au Gabon). La particularité du Sahel est qu'il est le lieu principal d'une remise en cause d'une domination française qui était le gérant local d'un ordre mondial sous hégémonie américaine. L'opposition à cette domination n'a pas été déclenchée artificiellement par les auteurs des coups d'Etat au Burkina Faso, au Mali, au Niger, ou par la propagande russe, mais elle est partagée par de larges segments de la population depuis des décennies. Elle attendait une occasion opportune de s'exprimer à grande échelle. Les racines du rejet sont profondes. L'intrusion française a atteint son apogée lors de la première « ruée vers l'Afrique », qui a été en grande partie alimentée par la rivalité impérialiste et l'expansion européenne sur le continent après la Conférence de Berlin en 1884, à l'image des luttes inter-impérialistes qui réapparaissent aujourd'hui. L'objectif initial de la France était de défier l'hégémonie mondiale déclinante de la Grande-Bretagne en établissant un arrière-pays colonial similaire à l'épine dorsale de l'Empire britannique, sans lequel la Grande-Bretagne n'aurait pas été en mesure de maintenir sa puissance militaire, industrielle et commerciale mondiale pendant si longtemps au XIXe siècle. Dans le cas de l'hégémonie britannique, l'assujettissement de l'Inde a servi les objectifs de ce projet impérial, d'où l'aspiration française à acquérir un territoire comparablement vaste avec des ressources précieuses similaires. Par conséquent, la conquête coloniale française s'est concentrée sur l'ancien Soudan, qui englobait historiquement une grande partie de ce qui est aujourd'hui le Sahel. La « mise en valeur des colonies » a mis fin à l'utilisation communautaire des prairies, rompant l'équilibre écologique entre les éleveurs, les agriculteurs et le sol, ce dernier pouvant se régénérer grâce aux anciennes pratiques de rotation extensive des cultures. Cette pratique agro-écologique réciproque a été remplacée par des plantations de coton et d'arachide et d'autres cultures d'exportation en monoculture, entraînant l'épuisement massif du sol. La tribalisation et la division administrative des différents groupes ethniques, dont les frontières interethniques étaient par ailleurs fluides, combinées à la désertification de leurs terres fertiles, se sont révélées catastrophiques pour les hommes et la nature.

En échange de l'indépendance du Niger en 1960, les deux pays ont signé le traité de défense de 1961 en plus d'autres accords qui accordaient des droits de monopole exclusifs aux entreprises françaises sur l'extraction minière, y compris les gisements d'uranium du Niger et d'autres marchés publics. Le Niger est ainsi devenu le premier fournisseur d'uranium à la fois de l'UE et de la France notamment. Avant le coup d'État au Niger de 2023, le droit exclusif de la France d'exploiter l'uranium était utilisé par Areva, une entreprise publique française, rebaptisée plus tard Orano , qui contrôle 63,4 % de la SOMAIR, la compagnie minière nationale du Niger. Selon l' Agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA) , le Niger est devenu le deuxième fournisseur d'uranium naturel de l'UE, avec une part de 25,38 %, dont environ 20 % des importations totales de la France. Les autorités nigériennes viennent de retirer le contrat d'exploitation à Orano.

La Libye de Kadhafi s'est positionnée pour offrir une alternative au Niger, avec un projet ambitieux de bloc monétaire régional sous supervision d'une banque panafricaine basée à Tripoli en lieu et place du franc CFA. Mais Kadhafi a été chassé du pouvoir et lynché en 2011 par des cliques rebelles rivales alliées de l'OTAN et des pétromonarchies du Golfe. Pour toute la région, la chute de Kadhafi a signifié le début d'une phase de chaos et de souffrances de grande ampleur. La Libye est devenue le champ d'une guerre civile dont les forces en présence sont soit soutenues par l'OTAN et l'UE soit par la Russie et la Turquie. Les infrastructures se sont effondrées ce qui a abouti à la destruction des barrages de Derna causant la mort de milliers de personnes. Il existe un lien direct entre la guerre civile libyenne et la propagation de coups d'Etat militaires au Sahel. La démobilisation des anciens mercenaires Touaregs de Kadhafi a dégagé des forces armées qui se sont alliées aux paramilitaires locaux. De nombreux jeunes sont rendus disponibles par la paupérisation généralisée due au climat, c'est-à-dire à la diminution des pâturages et des ressources en eau. Le conflit larvé entre éleveurs et agriculteurs de différentes ethnies (les peuls, les touaregs, les dogons, les haoussas…) a dégénéré en guerre ouverte sous couvert de « djihadisme » ou de « séparatisme ». Les zones rurales de l'Afrique subsaharienne sont devenues à leur tour des champs de bataille. Dans le Nord du Mali d'abord depuis 2012 puis au Burkina Faso et au Niger en 2015. Les Autorités françaises, fidèles à leur interventionnisme acharné, ont mis sur pied deux grandes opérations militaires en utilisant les traités bilatéraux de coopération militaire comme formes de légitimation. L'opération Serval au Mali en 2013 puis l'opération Berkane étendu à tout le Sahel ont été un fiasco délégitimant totalement les pouvoirs civils alliés au parrain français. La prise de pouvoir par des officiers de l'armée dans au Mali, Niger et Burkina Faso a mis fin à la présence militaire française et les ambassadeurs français ont dû quitter ces pays. Le Niger occupait une place centrale dans le contrôle militaire franco-américain de toute la région. Les Etats-Unis ont construit une immense base de drones à Agadez au Niger et ils avaient investi largement dans l'armée nigérienne, en formant par exemple le général Tchiani, chef du coup d'Etat au Niger. Mais l'élève n'a plus accepté la tutelle du maître. L'accès aux infrastrucures, aux mines d'uranium, au gaz naturel est l'objet d'une rivalité ouverte entre les occidentaux et les rivaux chinois et russes. Les puissances occidentales ont tenté de pousser le Nigéria à entrer en guerre avec le Niger mais les menaces de guerre et la situation de sanctions économiques très lourdes (70% de l'approvisionnement en électricité de ce pays très enclavé a été coupé) ont rapproché le Niger du Mali et du Burkina Faso qui ont signé un pacte de défense mutuelle. Ces pays ont créé l'Alliance des Etats du Sahel afin de développer les échanges intra-sahéliens et d'harmoniser les politiques d'extractions minières et de projets agricoles. Une coopération régionale construite sur les mêmes défis sécuritaires et sur le rejet de la tutelle apparemment sans fin de la France est ce qui a permis aux putschs de maintenir un soutien populaire indéniable en réactivant le souvenir de Thomas Sankara, le chef militaire et panafricaniste assassiné en 1987 par les partisans d'un « retour à l'ordre » franco-africain. Le conflit en Ukraine a joué aussi un

rôle dans la volonté d'une fraction des classes dirigeantes du Sahel de rompre avec le face à face imposé avec la France. Une fois de plus, la France considérait comme états clients la région du Sahel en attendant une prise de position similaire à la sienne (hostilité à la Russie) sur la scène internationale, au moment même où l'accueil chaleureux des réfugiés ukrainiens s'opposait frontalement au rejet méprisant et mortel des réfugiés africains dans l'UE. Une tectonique des plaques complexe (dépassant très largement l'influence russe via l'ancien Wagner et l'actuel « Africa corps ») est en train de redéfinir les relations économiques et politiques qui relie le Sahel au reste du monde.

Les régimes de la « ceintures des putschs » tentent de tirer avantage du conflit interimpérialiste qui a lieu de façon aigüe aujourd'hui sur les ressources énergétiques, les semi-conducteurs et d'autres technologies industrielles dans les semis-périphéries du système mondial (Ukraine, Caucase, Taïwan). Cette concurrence sur les marchés s'est transformée en conflit armé plus ou moins ouvert. L'hostilité militaire est à l'ordre du jour. Sous le coup de sanctions occidentales, la Russie recherche autant de points d'appui qu'il lui est possible d'en trouver. La Russie saisit l'opportunité de remplacer la présence militaire française à chaque opportunité. Mais elle n'a pas la capacité contrairement à la Chine de réorganiser l'exploitation des ressources et les structures de marché. La Chine défend ses intérêts impérialistes par des accords multilatéraux via des projets d'infrastructures qui démontrent par contraste à quel point les monopoles européens et en particulier français ont maintenus un sous-développement dans de nombreuses régions d'Afrique. La situation dans le Sahel et les politiques menées par la ceinture des putschs résultent de tensions et de rivalités de plus en plus agressives entre puissances impérialistes dans une situation de désintégration du système mondial post effondrement de l'Union soviétique. Ce qui nous apparaît essentiel aujourd'hui c'est de ne pas confondre les positions, accords et alliances dans des conflits inter-impérialistes avec une véritable lutte anti-impérialiste. Les deux peuvent bien sûr se croiser, se mêler et interagir. Mais suivre un des camps de l'escalade de la militarisation mondiale c'est se lier davantage à une dévastation à venir et non construire ses propres forces de libération. Les pays mécontents de la *pax americana* ne constituent pas un pôle révolutionnaire d'avant-garde mais les exploités du monde ont raison de ne pas tenir la même attitude envers les anciens et les nouveaux impérialistes. C'est pourquoi nous ne disons pas de façon nihiliste qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil car 1) La perte d'influence de la France au Sahel ouvre une nouvelle période historique 2) Il n'y a pas de signe d'égalité dans les rapports de forces réels entre groupes et Etats impérialistes car le groupe euro-américain est toujours le pilier hégémonique des « règles du jeu » du capitalisme mondial. Le départ de la France du Sahel est une libération cathartique. Une nouvelle voie s'est ouverte. Un Thanatos incarné a été chassé.

Panafricanisme révolutionnaire et panafricanisme réactionnaire

La « ceinture des juntes » du Sahel (dont l'AES l'Alliance des Etats du Sahel-Mali, Burkina Faso, Niger-) s'est déclarée en lutte ouverte contre l'influence postcoloniale de la France. Ce mouvement est bien entendu soutenu au nom de la « souveraineté » mais aussi du panafricanisme comme si les nouveaux régimes militaires agissaient au nom du continent tout entier. Ce « nouveau » panafricanisme se limite toutefois au rejet de l'ancien maître colonial, de ses médias, de sa détestable « mission civilisatrice » au nom des droits de l'homme, même si les déclarations politiques sont toujours faites dans sa langue.

Mais évoquer le panafricanisme qui a souvent été une rhétorique et une posture des élites africaines même les plus compradores ce n'est pas définir un programme précis. De quel panafricanisme s'agit-il au Sahel ? Il a existé de multiples formes de panafricanisme et le contenu politique du panafricanisme peut être autant révolutionnaire que réactionnaire et contre-révolutionnaire. Le panafricanisme n'est pas au-dessus des classes sociales qui le portent et le traduisent en programme d'action.

Le projet d'une unité noire puis d'une unité du continent africain débarrassé du colonialisme et en général d'une direction étrangère est née dans la diaspora africaine, en particulier dans les Caraïbes de la fin du XIXème siècle. Il s'agissait d'abord d'un puissant mouvement politique et culturel de valorisation de la dignité noire après la traite, la déportation et la nuit coloniale. Après 1945, une génération d'anticolonialistes dirigés par la figure de Kwame Nkrumah combattra sans succès pour cette unité africaine puisque les indépendances se sont effectuées par la balkanisation du continent et le principe de l'intangibilité des frontières. Les panafricanistes évoluèrent progressivement sur deux points fondamentaux:

1) d'une politique de la race, influencé par les élaborations des panslavistes, à un programme anticolonial avec une perspective internationaliste et socialiste

2) d'un panafricanisme défini par le pannégrisme (unir les Noirs de la diaspora et d'Afrique) à l'intégration dans le panafricanisme des peuples berbères er arabes suite à la nationalisation du canal de Suez par Nasser en 1956 et à la guerre d'indépendance algérienne.

Ces deux points sont pourtant exclus de ce qu'on entend aujourd'hui par « retour du panafricanisme » ce qui indique en soi ses limites.

L'idée des Etats-Unis d'Afrique a été soutenue par Mouammar Kadhafi. Sous son impulsion et celle de l'Afrique du Sud, l'Union africaine a été créée en 2002 « pour parvenir à une plus grande unité et solidarité entre les pays africains ». L'idée d'un passeport africain et d'une armée continentale ont animé nombre de projets et de débats sans pour autant voir le jour. Le panafricanisme actuel qui se diffuse dans le Sahel provient d'une réaction à une perte de pouvoir des élites africaines sur le plan économique, avec la soumission aux plans des institutions internationales et du système bancaire international, et sur le plan militaire avec des insurrections locales incontrôlables. Ce (néo)panafricanisme revendiqué se fait sous les auspices de deux mécènes, la Russie et la Chine. Cette situation soulève une contradiction évidente. En 2022, le sénégalais Ousmane Sonko, alors opposant et aujourd'hui premier ministre, qui a appelé à « l'émancipation totale de l'Afrique », s'était élevé après le deuxième putsch au Burkina Faso contre « nos frères burkinabès qui applaudissent un coup d'État avec des drapeaux russes. Je dis qu'il y a un problème. On ne remplace pas la France par la Russie... Surtout, nous souhaitons être libres et dignes. Mais les Africains pensent qu'ils devraient toujours être sous le couvert de quelqu'un d'autre ». En fait ce qui pose question de façon plus profonde encore, c'est la perspective de défendre un panafricanisme qui ne soit pas en rupture avec le système capitaliste mondial.

Dans sa contribution au VIème congrès panafricain de Dar es Salam qui s'est tenu en 1975, le révolutionnaire caraïbéen Walter Rodney a donné un critère pour distinguer le panafricanisme authentiquement révolutionnaire de ses versions rhétoriques et réactionnaires. W. Rodney tire d'abord un bilan des mouvements politiques des indépendances formelles menés par une petite bourgeoisie qui après avoir tenu un rôle progressiste dans les mouvements nationaux sous la pression des masses prolétarisées et paysannes mais qui a finalement accepté la balkanisation, la souveraineté limitée et son rôle de compradore subalterne dans le capitalisme mondial car il lui était impossible de développer une économie autocentrée de par sa nature même. De ce bilan il résulte 1) la nécessité de définir

clairement quelle classe dirige les mouvements nationaux et de lutte panafricaniste[1] 2) la nécessité de définir le potentiel révolutionnaire de cette classe dirigeante et de l'alliance de clases au pouvoir 3) savoir comment sont organisées les classes de travailleurs jusque là subordonnées.

Un panafricanisme qui nie le concept de classe au moment même où les distinctions de classe ont explosé est un charlatanisme politique. En Afrique, il y a nécessairement autant de mouvements panafricanistes différents qu'il y a de classes sociales. Au-delà des frontières africaines, les courants politiques identiques se soutiennent mutuellement, créant un panafricanisme à contenu de classe déterminé.

Le panafricanisme réactionnaire possède différents visages. Il a existé un panafricanisme réactionnaire d'inspiration coloniale. Nous reprenons un exemple donné par Ludo Martens lors de son intervention au VIIème Congrès panafricain tenu à Kampala en 1994. Au Congo belge, l'Église catholique a été la première force à préparer la période post-coloniale en formant un personnel politique réactionnaire et pro-impérialiste. L'Église catholique, épaulée par les puissances coloniales, a créé aussi des cadres où des Africains réactionnaires des différents colonies se rencontraient et unifiaient leur pensée politique. Joseph Iléo et monseigneur Malula, deux figures de proue des milieux catholiques, ont joué un rôle déterminant dans le renversement du gouvernement Lumumba. Il s'agissait pour les tenants de ce courant d'arrimer le continent africain au bloc occidental durant la guerre froide en évoquant la grandeur des civilisations africaines ancestrales à préserver des ravages du communisme soviétique et chinois.

Il y a eu ensuite, surtout dans les années 1960 et 1970, le panafricanisme de la petite bourgeoisie, rêvant d'une Afrique politiquement indépendante et unie mais refusant de rompre avec le marché capitaliste mondial et donc avec l'impérialisme. Le panafricanisme petit-bourgeois a trouvé ses principaux idéologues en Du Bois, Padmore, Nkrumah et Sékou Touré. Il a un caractère révolutionnaire dans la mesure où il vise à briser les chaînes coloniales et à mettre fin à la domination politique directe de l'Occident sur les pays Africains. Mais les idéologues de la petite bourgeoisie ne sont jamais révolutionnaires jusqu'au bout, ils ne s'attaquent pas aux racines économiques de la domination impérialiste. Padmore dans son livre *Panafricanisme ou communisme* développe un programme axé sur « les secteurs à l'initiative privée ». Il conclut sur un credo typiquement petit-bourgeois: « Le panafricanisme offre une alternative idéologique par rapport au communisme… Le panafricanisme porte son regard au-dessus des étroits intérêts de classe et de race… il veut une égalité d'occasion pour tous. »

Aujourd'hui, la rhétorique radicale de la petite bourgeoisie nationaliste a été balayé par le développement du capitalisme et un panafricanisme de la grande bourgeoisie s'est affirmé. Il correspond aux projets d'un « marché commun africain » qui n'est qu'une des facettes du marché mondial capitaliste. Le panafricanisme capitaliste veut s'appuyer sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), signé en mars 2018 par 44 pays africains, et qui devait entre vigueur en 2019 (mais repoussé suite à la crise du COVID 19). Il faudrait que ce marché puisse renforcer le commerce intra-africain, estimé actuellement à moins de 13% du commerce total (avec 60% des importations provenant de l´Union européenne), ou l´intégration commerciale, avec un marché interne de 1,2 milliard de personnes et un PIB estimé à 2.200 milliards de dollars. Mais la question reste posée de l'existence d'une bourgeoisie africaine autonome dans une économie encore largement tournée vers l'exportation des matières premières et les exploitations minières et non vers les produits industriels et les technologies basé sur la propriété intellectuelle. Aucune zone ne s'est développée dans le monde à partir des seules matières premières.

Il existe enfin un autre panafricanisme, celui du prolétariat africain. C'est le panafricanisme incompatible avec la soumission au capitalisme mondial. Il a été défendu historiquement par les positions et la pratique des mouvements dirigés par Pierre Mulele au Congo, Osende Afana au Cameroun ou Amilcar Cabral en Guinée-Bissau. Ils ont étudié la libération de leur pays à la lumière des apports du marxisme et du léninisme mais aussi à la lumière des expériences des révolutions chinoise et cubaines. Le panafricanisme signifie pour ce courant la perspective du socialisme, la mobilisation politique des masses ouvrières et paysannes et la voie de la lutte armée.

Cette orientation clarifie aussi le rapport entre nationalisme et internationalisme. Le panafricanisme révolutionnaire est internationaliste dans le sens de la solidarité internationale des classes ouvrières contre leurs ennemis communs. Le prolétariat soutient toute lutte nationale contre la domination impérialiste, mais il ne soutient pas « positivement » le nationalisme. Le nationalisme est toujours l'idéologie par laquelle la bourgeoisie et la réaction nationale essayent de subordonner les travailleurs à leurs propres intérêts cupides. Après avoir tué Lumumba et les lumumbistes, Mobutu reprit un grand nombre de leurs positions sous une forme démagogique, il créa son propre « nationalisme congolais » pour subordonner les masses aux intérêts de la bourgeoisie bureaucratique et pro-impérialiste. Ce n'était plus un nationalisme « négatif » dressant les masses congolaises contre l'oppresseur belgo-américain, mais un nationalisme « positif » unissant les masses à la grande bourgeoisie congolaise, agissant comme intermédiaire aux intérêts impérialistes. Amilcar Cabral a pensé cette limite d'un nationalisme « positif » : « Le cas néocolonial ne se résout pas par une solution nationaliste ; il exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialisme dans le territoire national et postule justement une solution socialiste »[2]

Le panafricanisme n'a d'avenir que s'il est révolutionnaire et non s'il devient une modalité d'adaptation au marché mondial.

J.S.



[1] La contribution de W. Rodney est disponible sur le site marxists.org sous le titre « Panafricanisme et lutte des classes ». Il donne une idée de ce que peut être un programme panafricain révolutionnaire : « Quel que soit ce qui émergera du VIe Congrès panafricain, il est nécessaire que des participants soient identifiés comme ayant un programme reconnaissant les éléments suivants :

1) Que les principaux ennemis du peuple africain sont la classe capitaliste aux États-Unis, en Europe et au Japon.
2) Que la libération et l'unité africaines ne se réaliseront que par la lutte contre les alliés africains du capital international.
3) Que la liberté et le développement en Afrique demandent un désengagement du capitalisme monopoliste international.
4) Que l'exploitation des Africains ne prendra fin qu'avec la construction d'une société socialiste, et que la technique doit être liée à cet objectif.
5) Que les frontières contemporaines des États africains doivent être supprimées pour permettre une réelle unité politico-économique du continent.
6) Que les mouvements de libération en Afrique australe sont révolutionnaires et anti-impérialistes, et doivent pour cela être défendus face à l'hégémonie de l'État petit-bourgeois.
7) Que l'unité de l'Afrique suppose l'unité des groupes, organisations et institutions progressistes, et n'est pas seulement du ressort des États.
8) Que le panafricanisme doit être une arme internationaliste, anti-impérialiste et socialiste. »

[2] A.Cabral, *Unité et Lutte*, Ed. Maspéro, p.165

Interview avec Action Populaire - Groupe de Communistes/Combattants - Grèce

laikidrasi.wordpress.com/

1) Pouvez-vous nous parler de la situation sociale en Grèce. Quel est le poids de la classe ouvrière, et qui sont les nouveaux prolétaires. Comment les syndicats font face aux batailles du nouveau prolétariat multinational qui traversent les métropoles impérialistes.

La Grèce est un pays économiquement, politiquement, militairement et diplomatiquement dépendant des États-Unis et de l'UE.

Compte tenu de cette situation, nous reconnaissons que la contradiction dominante à résoudre est l'opposition entre l'impérialisme et le peuple, c'est-à-dire la lutte pour l'indépendance et le socialisme, à travers laquelle la contradiction entre le capital et le travail sera également résolue.

Dans notre pays, en raison de la dépendance impérialiste, il n'y a pas d'industrie développée et donc la proportion de travailleurs qui sont des prolétaires dans l'analyse marxiste classique est très faible. Au lieu de cela, le pays fonctionne plutôt comme un centre de transit pour les marchandises et dans le contexte du tourisme et des services.

Nous pourrions donc dire que les nouveaux prolétaires sont employés dans des emplois tels que le tourisme, les services de livraison, les centres d'appel et les services en général.

L'histoire de la lutte des classes en Grèce et du mouvement communiste révolutionnaire a montré qu'en raison de l'absence d'industrie lourde et pour des raisons culturelles, l'organisation des travailleurs, du peuple et de la jeunesse peut être développée à un niveau plus large dans les quartiers (ainsi que dans les autres formes d'organisation sociale). Par exemple, (le mouvement du Front de libération nationale (EAM) s'est énormément développé lorsqu'il s'est tourné vers les quartiers dans les années 1940), sans pour autant sous-estimer l'organisation de la jeunesse et l'organisation de la classe ouvrière au niveau des syndicats et des unions de travailleurs.

Les syndicats en Grèce sont principalement contrôlés par les forces politiques bourgeoises traditionnelles (Nouvelle Démocratie, PASOK, SYRIZA) soit par le Parti communiste.

D'une part, on peut s'attendre à ce que les forces politiques bourgeoises traditionnelles ne mettent pas en œuvre de politiques radicales, mais plutôt qu'elles atténuent les contradictions en faisant des compromis avec le système.

D'autre part, le Parti communiste grec mène une lutte économique souvent stérile, sans lier les revendications syndicales économiques étroites aux questions politiques plus larges de l'indépendance vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE, directement liées à la lutte des classes.

2) Trop souvent le mouvement communiste est écrasé entre les nostalgiques qui ne regardent que vers le passé ou les « gauchistes » comme ici en France les Troskistes, qui ne proposent qu'une phraséologie « extrémiste » vide de sens. Comment la gauche prolétarienne est-elle organisée en Grèce aujourd'hui ? Quelle est votre contribution à la résurgence du mouvement communiste révolutionnaire ?

Aujourd'hui, la gauche en Grèce comprend une variété d'organisations plus ou moins grandes avec des caractéristiques politiques différentes. Le mouvement comprend des défenseurs libéraux des droits civils, des trotskistes, des réformistes, des syndicalistes, des marxistes-léninistes, des anarchistes, etc.

Il est important de mentionner qu'une partie du mouvement communiste en Grèce, au sein et en dehors des organisations marxistes-léninistes, considère que le mouvement communiste n'est pas organisé et qu'il est nécessaire de créer un parti communiste révolutionnaire dans une direction antirévisionniste.

Nous pensons que, d'une part, un dialogue significatif devrait être initié entre les organisations qui partagent les accords stratégiques mentionnés ci-dessus et, d'autre part, que l'action communiste anti-révisionniste/révolutionnaire dans le sens de la reconstruction du mouvement communiste devrait être augmentée.

Nous, en tant qu'Action Populaire - Groupe de Communistes/Combattants, considérons que la formation de larges fronts politiques et leur développement en fronts populaires socio-politiques, en combinaison avec l'action communiste anti-révisionniste/révolutionnaire, crée le terrain pour réaliser la reconstruction du mouvement communiste et pour l'organisation plus large de la classe ouvrière et du peuple dans la cause de l'indépendance, de la démocratie populaire et, en fin de compte, du socialisme/communisme.

Cependant, il est évident depuis des années que le KKE (Parti communiste de Grèce), qui est l'organisation numériquement la plus importante, rejette le concept de construction de fronts populaires (tel qu'il a été introduit par le Komintern), soutenant cette conception par des positions révisionnistes sur l'histoire du mouvement communiste en Grèce.

Nous considérons comme victorieuse la politique du Comintern qui a conduit le peuple grec aux jours glorieux de la résistance à l'occupation nazie et de la guerre civile grecque, en organisant largement la classe ouvrière, le peuple et la jeunesse. En raison de l'analyse ci-dessus, nous soutenons activement le Front de lutte populaire « Electra Apostolou » qui met en avant la nécessité de la lutte pour la libération des chaînes de l'impérialisme, la nécessité de vaincre l'OTAN, de mettre un terme à l'abolition des libertés syndicales et démocratiques.

3) Un axe central pour le mouvement communiste est de combiner les luttes anti-impérialistes avec la lutte des travailleurs. Quelle est votre expérience et votre proposition sur le territoire où vous opérez ? La guerre en Ukraine et la lutte du peuple palestinien ont polarisé les positions d'une grande partie du mouvement. Quelle est votre position ?

Nous pensons que la lutte anti-impérialiste et antifasciste en Grèce est directement liée à l'indépendance du pays vis-à-vis de l'OTAN et de l'UE.

Par conséquent, outre la classe ouvrière, les petits et moyens agriculteurs, les pauvres, les jeunes travailleurs et chômeurs, les petits propriétaires, les petites et moyennes classes et la petite bourgeoisie ont un intérêt dans l'indépendance.

Par conséquent, un front sociopolitique doit inclure toutes ces couches avec la classe ouvrière comme force dirigeante et les communistes comme force d'orientation (avant-garde) !

La formation de larges formations politiques frontales comme le Front de lutte populaire « Electra Apostolou » est, à notre avis, le début de ce processus et le véhicule d'intervention partout où la classe ouvrière, le peuple et la jeunesse forment leur action.

En bref, en raison de la dépendance du pays, la classe ouvrière est doublement spoliée par le capital local et étranger, de sorte que la lutte de la classe ouvrière est directement liée à la lutte pour l'indépendance et la démocratie populaire.

En ce qui concerne la deuxième partie de la question, il est vrai qu'au sein du mouvement communiste international, il existe une confrontation substantielle de positions sur le caractère de la

Russie et, par conséquent, sur le caractère de la guerre centrée sur l'Ukraine.
Nous, après une étude scientifique sur la base de données économiques, politiques et militaires et sur la base des critères de Lénine pour l'impérialisme, sommes arrivés à la conclusion que la Russie n'est pas, à l'heure actuelle, un État impérialiste.
En outre, nous considérons que la Russie capitaliste mène une guerre légitime contre la stratégie d'encerclement de la Russie de l'OTAN. Le régime nazi de Kiev et les bataillons de mercenaires de tous les pays de l'impérialisme et de l'Occident sont les fers de lance de la stratégie de l'OTAN.
Cette position n'implique en aucun cas un quelconque accord stratégique avec l'État capitaliste russe - dont nous critiquons la bourgeoisie et les dirigeants et espérons la reconstruction du facteur communiste russe - mais nous comprenons que la défaite de l'OTAN en Ukraine, tout comme la défaite de l'État terroriste d'Israël, sert tactiquement les peuples du monde opprimés par l'impérialisme américano-européen et l'OTAN à se libérer eux-mêmes.
Cette position et notre prédiction sont confirmées par l'évolution de la situation mondiale. Elle se reflète dans la résistance militante palestinienne légitime, dans l'expulsion des impérialistes français des pays du Sahel en Afrique, en Nouvelle-Calédonie.
Les décisions du sommet de l'OTAN de cette année rapprochent objectivement l'humanité d'une troisième guerre mondiale, dans l'intérêt de l'axe euro-atlantique États-Unis-OTAN-UE, avec l'impérialisme américain comme première puissance.
Le programme d'aide de 40 milliards d'euros jusqu'en 2025 au régime nazi de Kiev prouve que l'objectif central de l'Axe euro-atlantique est la détérioration de la Fédération de Russie capitaliste afin de créer les conditions d'un changement de régime politique de facto. Dans le même temps, il a été décidé d'intensifier l'intervention de l'OTAN au Moyen-Orient et en Afrique. Les préparatifs de guerre de l'axe de l'OTAN sont désormais clairs dans toutes les directions : ils visent à démembrer la Fédération de Russie et à la transformer en un marchandage sans fin de richesses et de ressources productives. Cela est prouvé par le soutien de l'OTAN au régime nazi en Ukraine, qui démontre ouvertement jour après jour son identification avec le banderisme et le nazisme.
En ce sens, nous pensons que la défaite de l'axe de l'OTAN est la seule position politique antifasciste, antiimpérialiste et de classe cohérente, indépendamment du fait que la bourgeoisie et le régime de Poutine mènent la guerre contre l'OTAN et sans se faire d'illusions sur le statut de classe sociale de la Russie.
En raison de cette situation politique, nous pensons que le renforcement du Front de lutte populaire « Elektra Apostolou » dans la direction de la lutte antifasciste, anti-impérialiste et anti-gouvernementale est une voie à sens unique pour les forces politiques qui luttent pour l'indépendance vis-à-vis des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE, pour la défaite de l'OTAN, afin que le peuple devienne propriétaire dans son propre pays, ainsi que pour les travailleurs, la jeunesse et pour tous les antifascistes - antifascistes et anti-impérialistes. En tant qu'Action Populaire, nous soutiendrons totalement cette orientation, en luttant parallèlement et dialectiquement pour la reconstruction du mouvement communiste et de son parti.

4) Les jeunes militants se mobilisent souvent autour de luttes et de questions spécifiques. La lutte antifasciste et écologique, par exemple, est un terrain sur lequel agissent de nombreux jeunes camarades. Cependant, cette approche, si elle est prise comme centrale, est « limitante » parce qu'elle est incapable d'un horizon plus large. Quelle est la réflexion de votre organisation sur cette question ?

Pour commencer, notre organisation estime que l'approche monothématique de la lutte sans lien avec une analyse politique centrale du système impérialiste-capitaliste ne peut pas former de jeunes militants dans un cadre antifasciste et anti-impérialiste, et encore moins dans une direction communiste. Cependant, nous croyons que la lutte antifasciste militante construit une perception militante (organisationnelle et politique) sur tous les autres fronts de lutte, en particulier en raison du caractère des organisations fascistes en Grèce.
La bourgeoisie grecque a directement lié ses intérêts à l'impérialisme américain et européen, dès la fondation de l'État grec (1830) avec les prêts des puissances étrangères (Grande-Bretagne, France, etc.) pour l'indépendance vis-à-vis de l'Empire ottoman. Par conséquent, la bourgeoisie grecque n'a pas de caractère national et n'a pas d'intérêt économique à l'indépendance. Les organisations fascistes et nationalistes en Grèce, en tant que mécanisme de défense du capital, ont un caractère paraétatique, une activité anticommuniste et sont contrôlées par les gouvernements et la bourgeoisie.
Bien que nous trouvions des formations nationalistes et fascistes avec une rhétorique contre l'OTAN et l'UE, ce n'est rien d'autre qu'une fausse tactique de propagande pour atteindre une partie du peuple grec qui a un fort sentiment anti-américain à cause de notre histoire. Par conséquent, l'action militante antifasciste est également une action anti-impérialiste essentielle ainsi qu'une action de défense des libertés démocratiques et populaires, mais la lutte militante antifasciste étroite et spécifique/unique ne peut pas être une méthode pour l'éducation communiste et la reconstruction du mouvement communiste si elle ne fait pas partie d'une confrontation politique centrale avec le système impérialiste-capitaliste et ses mécanismes.

5) L'expérience de Siryza en Grèce a servi de modèle à de nombreux secteurs de la gauche bourgeoise occidentale. La crise du « réformisme de gauche » et l'émergence de mouvements réactionnaires de masse sont, pour nous, des éléments liés. La gauche bourgeoise est tout aussi responsable que la droite de l'émergence de ces mouvements. La gauche bourgeoise elle-même a toujours été l'une des options de la bourgeoisie impérialiste monopoliste. Il est crucial pour la gauche prolétarienne et communiste de lutter pour le développement et l'organisation de l'autonomie prolétarienne. Sur quelle base votre organisation attaque-t-elle le réformisme et la gauche bourgeoise aujourd'hui ?

Tout d'abord, nous pensons que la destruction du système capitaliste-impérialiste ne peut être réalisée que par une révolution armée et non par des élections.
Nous comprenons la participation aux élections comme une question tactique pour les communistes, nous ne rejetons pas la participation d'un parti communiste ou d'un front populaire aux élections, mais il s'agit d'un outil de propagation de positions à l'intérieur et à l'extérieur du parlement.
Le réformisme et la pratique de réformes législatives au sein du système ne peuvent conduire à la destruction du capitalisme-impérialisme. En particulier, en ce qui concerne SYRIZA, nous considérons qu'il fait partie du système politique bourgeois avec d'énormes responsabilités à la fois pour lier le pays encore plus fortement à l'impérialisme des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE et pour une série de règlements législatifs qui ont conduit à une oppression économique encore plus intense de la classe ouvrière et du peuple. SYRIZA a été renforcé pendant la période des manifestations contre le mémorandum, l'UE et le FMI en 2010-2012. Selon nous, le mouvement communiste est responsable de l'espace laissé à SYRIZA et à la propagande réformiste pour pénétrer les masses populaires.
Par conséquent, sur la base de notre compréhension et de l'apprentissage des erreurs du mouvement communiste, nous pensons que la propagande et les organisations réformistes doivent être écrasées à tous les niveaux, que l'approche politique militante de la lutte doit être retrouvée par le mouvement communiste et qu'aucun espace ne doit être laissé aux réformistes pour désorienter le peuple de ses intérêts, de l'indépendance et du socialisme.

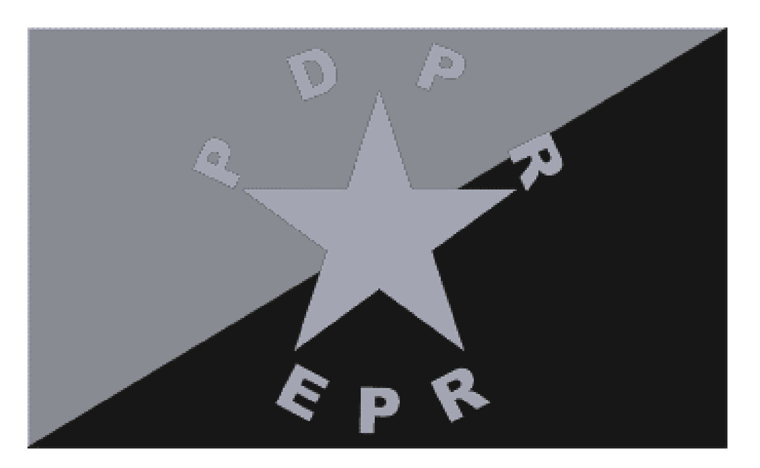
La guérilla mexicaine

PDPR-EPR (Parti révolutionnaire démocratique populaire-Armée populaire révolutionnaire)

Nous publions deux documents provenant du PDPR-EPR (Parti révolutionnaire démocratique populaire-Armée populaire révolutionnaire), une organisation de guérilla d'inspiration marxiste-léniniste active au Mexique.
Cette organisation opère principalement dans l'État de Guerrero, mais a également mené des opérations dans d'autres États (le Mexique est un état fédéral) tels que Oaxaca, Chiapas, Veracruz, Guanajuato et Tlaxcala. Sa première apparition publique a eu lieu le 28 juin 1996, lors d'une commémoration de l'assassinat par la police de 17 paysans (campesinos) lors du massacre d'Aguas Blancas qui a eu lieu en 1995.
Depuis l'organisation de guérilla a revendiqué de nombreux attentats et embuscades contre des fonctionnaires de police et de l'armée. Elle a également mené des actions contre des groupes criminels liés au narcotrafic. Son programme et sa stratégie sont axés sur la guérilla paysanne. Cette organisation a vivement critiqué la récente élection de la présidente Claudia Sheinbaum, représentante de la gauche libérale et bourgeoise mexicaine.
Les documents que nous avons traduits sont des documents publiés par le magazine de l'organisation: "El Insurgente".

Nous ne publions pas ces documents par exotisme, l'état impérialiste français et sa composition de classe ont des caractéristiques complètement différentes du contexte mexicain, ce que nous voulons souligner, c'est la lutte intransigeante contre la gauche bourgeoise, la bourgeoisie monopoliste et l'impérialisme.

Les guérilleros communistes mexicains partent de leur contexte spécifique et c'est sur cette base qu'ils développent leurs actions.



PARLONS DU PARTI

La première chose à garder à l'esprit lorsque l'on se réfère au parti, au PDPR-EPR, c'est son caractère de classe, et donc le rôle qu'il joue depuis soixante ans dans la lutte des classes.
L'origine, la progression, le développement et la permanence du parti sur le terrain de la lutte de classe ne sont pas fortuits, ils sont dus à des causes immanentes au contexte historique réel ; à la ligne politique et à la méthodologie de construction révolutionnaire pour répondre à la question de la révolution socialiste au Mexique ; à la stratégie et à la tactique développées ; et au lien étroit et indissociable des masses populaires.Le caractère de classe du parti est prolétarien et populaire.
Les objectifs stratégiques et la pratique comme critère de vérité incarnent en six décennies les intérêts de classe que défend le parti : la prise du pouvoir politique, l'instauration de la dictature du prolétariat et la construction du socialisme synthétisent les intérêts de classe de tous les exploités et opprimés, donc des grandes masses, en ce sens, le parti a une idéologie communiste. L'origine et le développement du parti se trouvent dans les masses, d'où son caractère et ses racines populaires.
Depuis son origine jusqu'à aujourd'hui, le parti a su appliquer le marxisme aux conditions historiques réelles du pays et aux conditions spécifiques de chaque région qui composent la nation, ce qui explique qu'il déborde de vie et de force après soixante ans d'existence.

Tant que le parti est indissociablement lié aux masses et qu'il sait exercer le rôle d'avant-garde révolutionnaire, l'ennemi ne pourra jamais le détruire. Soixante ans de persistance dans la lutte des classes confirment cette affirmation.
Les campagnes anti-insurrectionnelles, les persécutions gouvernementales, les pratiques de terrorisme d'État, la répression sanglante, la dictature de l'opinion, la corruption et le dénigrement des renégats sont autant d'éléments auxquels le parti a été confronté, mais rien de tout cela ne l'a vaincu.
Pourquoi, malgré la corrélation des forces en faveur de l'État mexicain, notre PDPR-EPR n'a-t-il pas été détruit par la violence du pouvoir bourgeois ?
La réponse se trouve dans la méthode, la stratégie et la tactique avec lesquelles il se déploie dans le contexte de la lutte des classes ; et dans le fait que le parti incarne les aspirations des masses laborieuses à l'émancipation populaire et est l'avant-garde révolutionnaire des masses laborieuses.
Le programme de lutte du parti représente non seulement les intérêts de la classe ouvrière, mais aussi ceux des paysans pauvres, des petits producteurs et commerçants, des professions libérales, des femmes au foyer, bref, de tous les exploités et opprimés qui constituent l'immense majorité de la société mexicaine.

Le parti n'a jamais été sectaire, son origine, son développement et sa pérennité se trouvent dans les masses, c'est pourquoi on trouve dans ses rangs des militants communistes d'origines populaires et de classes sociales diverses.
L'essentiel est d'assumer pleinement le militantisme du parti, une conviction qui s'exprime en faisant de la révolution socialiste

un projet de vie, en faisant du marxisme le guide de l'action et en se conduisant dans l'unité révolutionnaire.
Voici une preuve de la manière dont le parti a systématisé sa pratique de la participation du peuple à la lutte armée révolutionnaire pour le socialisme : dans l'un de ses documents internes, il enseigne aux militants que « tout citoyen, quelle que soit sa classe, son origine ou sa région géographique, peut participer et rejoindre les rangs de notre parti, la seule condition étant de respecter et d'appliquer les statuts et les principes du parti et d'être réellement engagé dans la révolution » : Tout citoyen, quelle que soit sa classe, son origine ou sa région géographique, peut participer et rejoindre les rangs de notre parti, la seule condition à remplir étant de respecter et d'appliquer les statuts et les principes du parti et de s'engager réellement dans la révolution. Ainsi, lorsque nous parlons de parti, nous ne nous référons pas à une expression abstraite, nous nous référons à des hommes et des femmes en chair et en os qui agissent dans l'unité autour d'objectifs stratégiques, selon la même méthode, les mêmes principes et les mêmes idéaux communs ; nous nous référons aux professionnels de la révolution et au militantisme qui donne corps à la structure du centralisme démocratique sous laquelle est régie l'organisation politico-militaire clandestine qui organise, structure, mobilise, unifie et dirige la volonté populaire de lutte ; nous nous référons à la partie du peuple organisée dans une forme supérieure de lutte ; et nous honorons nos héros tombés dans l'accomplissement du devoir révolutionnaire et l'héritage des camarades qui ont donné leur vie à la cause révolutionnaire. La définition du parti depuis nos origines jusqu'à aujourd'hui résume très bien le caractère de classe, l'essence révolutionnaire et les racines populaires de notre parti, voyons ce que dit cette définition : Le parti est l'union des volontés, des capacités et des ressources pour faire et diriger la révolution socialiste au Mexique. C'est la richesse et la complexité dialectique du processus révolutionnaire qui a une voix et un visage dans le PDPR-EPR. Chaque concept et catégorie liés entre eux dans la définition du parti est un produit de l'unité de la théorie et de la pratique, une synthèse du marxisme appliquée aux conditions historiques concrètes du pays.

Lorsque le parti est décrit comme une unité de volontés, ce terme comprend l'unité politique, idéologique et d'action de sujets politiques conscients, d'hommes et de femmes convaincus de la nécessité d'une nouvelle révolution dans le pays ; du sujet révolutionnaire qui a non seulement compris la nécessité d'une transformation radicale de la société, mais qui, dans un acte de cohérence et de conséquence, intériorise cette nécessité historique et s'efforce de la résoudre avec des méthodes révolutionnaires, mais qui n'entreprend pas de résoudre la nécessité historique en tant qu'individu, mais qui le fait en tant que force sociale, en tant qu'entité révolutionnaire.
Toute transformation implique du travail, et tout travail nécessite des compétences.
En ce sens, lorsque la définition du parti englobe l'union des capacités, elle synthétise une qualité de l'homme nouveau en construction et l'étendue du travail socialement nécessaire que comporte l'action révolutionnaire, c'est-à-dire que le militant met à disposition et coopère au processus révolutionnaire avec tout ce qu'il sait et peut faire ; il ne garde aucune capacité pour lui, car s'il le faisait il se nierait lui-même et cesserait d'être un sujet révolutionnaire pour devenir un idolâtre de ce qu'il combat.
Quant à l'union des ressources, l'expression dialectique indique non seulement la disposition de toute forme que le travail accumulé acquiert pour résoudre les besoins exigés par le processus révolutionnaire, mais aussi la relation entre la ressource humaine et le besoin à résoudre, où l'homme est la chose principale, c'est-à-dire que toute richesse sociale que le militant possède ou acquiert en tant que force révolutionnaire a un seul but : alimenter le métabolisme de la révolution socialiste.
Dans chacune des trois parties de la définition d'un parti, divisées pour les besoins de l'analyse, il n'y a pas d'intérêt personnel ou mesquin, ni de construction linguistique basée sur la métaphysique, mais simplement le reflet concret d'un organisme politique vivant, l'image objective d'une force révolutionnaire qui forge l'histoire et réalise la révolution socialiste.
Se souvenir de soixante ans de lutte armée révolutionnaire pour le socialisme au Mexique conduit le militant, qu'il le veuille ou non, à se pencher sur le travail révolutionnaire du noyau de professionnels de la révolution qui, par leur dévouement désintéressé, ont fondé le parti ; aujourd'hui, soixante ans plus tard, le projet révolutionnaire initié au milieu du siècle dernier vit avec force dans les masses populaires, il est un héritage et un présent.
Honneur et reconnaissance à ceux qui l'ont mérité ! Le poids de l'histoire est grand et, avec la réalité concrète du Mexique contemporain plongé dans un monde convulsif, il s'est transformé en un géant qui peut écraser tous ceux qui ne sont pas préparés politiquement et militairement et qui prétendent être des révolutionnaires.

A aucun moment et pour aucune raison nous ne devons omettre ou oublier que nous sommes en guerre contre l'oppresseur et l'exploiteur, la préparation politico-militaire est fondamentale pour que le poids du devoir et de la responsabilité de toute vraie révolution n'écrase pas le militant et le combattant de l'idéal communiste, l'histoire du parti doit être prise non pas pour s'en vanter, mais pour être cohérente et digne d'elle dans la praxis révolutionnaire des événements contemporains.
Le devoir de chaque militant de notre parti est de porter haut la bannière de la révolution socialiste et de la cause communiste, de vivre en elle et pour elle, jamais d'elle ; d'élever dans la pratique l'héritage révolutionnaire accumulé en soixante ans ; et de couronner par la prise du pouvoir politique l'exploit initié par le premier noyau de professionnels de la révolution.

El Insurgente n.235, mai, 2024





EPR, ARMEE DU PEOPLE

Les membres du Parti révolutionnaire démocratique populaire - Armée populaire révolutionnaire (PDPR-EPR) sont des professionnels de la révolution, des collectifs structurés selon les principes d'organisation léninistes qui sont les formes stratégiques et tactiques de l'organisation clandestine avec 60 ans d'action révolutionnaire au Mexique. Depuis notre fondation, nous avons développé le principe du double caractère politico-militaire, notre processus ne peut être réduit à l'existence de notre Armée Populaire Révolutionnaire (EPR), c'est l'un des trois piliers de la révolution qui se complètent dialectiquement. Le PDPR-EPR est l'expression de l'unité des révolutionnaires qui consacrent consciemment et volontairement leurs efforts à l'organisation de la révolution socialiste au Mexique. Tout au long du processus révolutionnaire, l'application du double caractère permet l'existence des forces révolutionnaires naissantes, au fur et à mesure qu'elles se développent et grandissent, pour défendre le pouvoir politique du peuple et des masses organisées pour leur libération. Comprendre l'existence de l'EPR implique d'analyser l'émergence de notre parti révolutionnaire, en sachant que notre Parti démocratique révolutionnaire populaire (PDPR) est la conséquence politique et organisationnelle du développement de l'Union populaire (UP) créée en 1964 par les premiers noyaux de professionnels de la révolution, dès lors que les camarades fondateurs ont établi la nécessité de créer une force politico-militaire : un parti révolutionnaire pour organiser et structurer la volonté populaire de notre peuple de lutter et une armée populaire pour défendre les intérêts du peuple. Avec la praxis révolutionnaire, nos forces se sont développées et les tâches d'étape des années 1960 et 1970 ont été accomplies, un parti révolutionnaire a été formé, composé de professionnels de la révolution, ainsi que la capacité politico-militaire d'affirmer le pouvoir politique du peuple, un processus qui nous a conduits, en tant que Parti révolutionnaire clandestin des travailleurs de l'Union populaire (PROCUP), à la construction de l'armée du peuple.

Les forces de l'armée populaire sont nées en tant qu'instrument d'organisation politico-militaire pour faire face à l'appareil répressif du régime, ont accompli les tâches de la révolution et se sont développées sur la base de la construction politique. L'origine de l'EPR provient de ce processus de croissance, elle fait partie de l'accomplissement des tâches de l'étape historique proposées à la fin des années 1980 et au début des années 1990, années où les hostilités militaires contre les forces centrales de l'ennemi ont commencé à reprendre, de sorte que la formalisation et la structuration de l'armée populaire ont eu lieu. L'EPR n'a pas surgi de nulle part ou spontanément, dans le cadre d'une action réactive ou rebelle ; elle est le résultat du développement dialectique des forces de la révolution qui ont pris naissance dans l'UP, dans les premiers commandos de la résistance populaire. La formalisation de notre armée a eu lieu lors de l'irruption publique du 28 juin 1996 au gué d'Aguas Blancas, Gro. Ce fut le moment politique qui nous a permis de nous faire connaître au niveau national sous le nom d'EPR et, plus tard, dans la Sierra Madre Oriental sous le nom de PDPR. Plusieurs documents officiels de notre PROCUP-PDLP de 1994 rendent compte de l'organisation et de la direction du processus qui a impliqué l'irruption publique pour l'officialisation de l'EPR, en particulier dans le document Tareas Estratégicas y Tácticas de Etapa (Tâches stratégiques et tactiques de l'EPR).

Ce contexte comprend également les premiers symptômes de ce qui est devenu plus tard la crise de direction du parti, où les éléments inconséquents, qui ont perdu la volonté de poursuivre la lutte révolutionnaire, ont cherché à éliminer d'un seul coup l'histoire de notre force et notre programme politique, afin de céder la place à un réformisme armé qui impliquait l'abandon de la lutte révolutionnaire et le renoncement à porter le sac à dos historique.

Malgré les contradictions internes et le sabotage de notre projet révolutionnaire, ceux d'entre nous qui constituaient l'EPR ont déployé une action révolutionnaire sous la direction du parti, selon notre ligne politique, notre stratégie, notre tactique et notre méthodologie de la guerre populaire prolongée. Après avoir surmonté la crise de la fin des années 1990, notre premier congrès en 2000 a ratifié les principes qui nous ont permis de nous développer en tant que force révolutionnaire pendant plus de 30 ans. L'existence de l'armée révolutionnaire et du peuple en armes en tant que garants des intérêts du prolétariat et de ses alliés a été établie comme faisant partie du programme maximal de la révolution, ainsi que l'analyse et la tâche dans notre programme minimal "...qu'il ne dépend pas de notre peuple et de notre parti de choisir la voie violente mais de la bourgeoisie au pouvoir, qui plutôt que d'abandonner le pouvoir et ses avantages est prête à nous attaquer de la manière la plus cruelle, c'est pourquoi nous devons nous préparer à leur assaut répressif en formant l'armée du peuple...". Le caractère politico-militaire est réaffirmé, mettant fin à la division dichotomique entre la condition politique et la condition militaire du militantisme, renforçant la condition politique comme base de l'armée et incorporant le peuple sur la base de la conviction révolutionnaire et de la conviction. Face aux diverses offensives des forces policières et militaires, des actions d'autodéfense ont été menées et des actions politico-militaires ont été entreprises, en harcelant et en attaquant les intérêts du gouvernement antipopulaire et de l'oligarchie afin d'exiger la libération des prisonniers disparus, en particulier de nos camarades Edmundo Reyes Amaya et Gabriel Alberto Cruz Sanchez, en vie et en liberté. Cette action a concrétisé la réorganisation de l'armée du peuple, c'est-à-dire de l'EPR.

La théorie et la pratique révolutionnaires dictent la nécessité de construire un parti et une armée du peuple, tous deux nourris par l'organisation des masses populaires. La création de l'armée du peuple est une tâche stratégique, c'est un processus de formation par étapes, en commençant par de petites unités de résistance dans différentes parties du pays, jusqu'au développement d'unités de guérilla rurales et urbaines. L'armée révolutionnaire est l'armée du peuple organisé, elle est structurée et dirigée par un parti révolutionnaire, une telle force poursuit des objectifs politiques autour des intérêts collectifs des travailleurs selon des principes politiques. Elle est l'instrument politico-militaire du parti, qui la structure et la dirige afin d'organiser la lutte contre les exploiteurs et les oppresseurs, une nécessité organisationnelle face à la violence du pouvoir bourgeois. Elle se fonde sur les principes léninistes de l'organisation militaire, développés dans les différents processus de libération populaire qui ont conduit au triomphe des révolutions socialistes dans le monde, élément sans lequel le triomphe des forces révolutionnaires sur celles de la

bourgeoisie est impensable. Le pouvoir qu'elle maintient, elle le défend avec le sang et le feu, les concessions qu'elle fait sont des mécanismes pour maintenir son pouvoir, des réformes ou des ouvertures politiques dues à la pression exercée par les forces qui cherchent à transformer les relations sociales, des cadeaux qui servent à diluer les contradictions politiques. Malgré les "espaces" générés dans la démocratie bourgeoise, ils se traduisent par des mécanismes d'oppression pour maintenir la domination bourgeoise sur les travailleurs des campagnes et des villes. En fin de compte, la bourgeoisie reprend ses forces conformément aux intérêts du capital monopolistique transnational, détruisant progressivement les victoires remportées par la lutte organisée des masses laborieuses. Au fur et à mesure de l'avancée des forces révolutionnaires, les commandements de la résistance populaire se sont développés, des milices, des guérillas dispersées et des guérillas concentrées se sont formées, ce qui nous a permis de construire l'armée du peuple. Chaque militant de notre parti est par principe un combattant de l'armée, mais chaque membre de l'armée n'est pas un militant du parti, de sorte que le caractère politique prévaut. Il implique une responsabilité en tant que force révolutionnaire, puisque nous avons décidé d'organiser la lutte de notre peuple sur la base des principes léninistes d'organisation militaire qui ont été efficaces pour les forces révolutionnaires dans différentes parties du monde. La nécessité d'une force politico-militaire des exploités et des opprimés réside dans le caractère violent et criminel du capitalisme, le pouvoir bourgeois a été imposé par la violence, les grandes fortunes capitalistes ont été obtenues par la dépossession, elles reposent sur la désolation et la tragédie de la bourgeoisie, la démocratie bourgeoise nous conduit au renforcement de l'État bourgeois, de l'État de droit oligarchique et des forces militaro-policières. Les différents "espoirs" réformistes ne font que polir les chaînes de l'oppression tout en donnant de plus en plus de pouvoir à l'armée mexicaine, pilier de la dictature du capital. Face à la militarisation croissante, les forces armées de la bourgeoisie acquièrent plus de pouvoir et de participation aux institutions bourgeoises, répandent la décomposition au sein de leurs propres forces, bestialisent leurs membres par des pratiques dégradantes afin de les déshumaniser. L'armée révolutionnaire est qualitativement supérieure à l'armée bourgeoise parce qu'elle représente les intérêts collectifs de la classe ouvrière. Sa participation implique une conscience politique et une conviction idéologique, une loyauté envers les causes du peuple. Sa structure et son commandement sont organisés sur la base des capacités et des volontés qui s'expriment dans la pratique, dans le développement des tâches, la résolution des problèmes, l'attitude face à la vie et à l'ennemi. La direction, le commandement, les commandants politico-militaires sont en relation permanente avec la base organique, leurs intérêts ne sont pas opposés, ils découlent des forces organisées par leur militantisme révolutionnaire issu de la conviction. La relation dans l'armée révolutionnaire est basée sur la conviction et est l'expression de l'unité politique et idéologique autour des objectifs révolutionnaires, une différence substantielle avec les forces bourgeoises qui sont réduites à une relation mercantile, sans plus de loyauté que le pouvoir de l'argent. La violence organisée de la classe au pouvoir s'exprime dans la formation de corps spécialisés pour exercer cette violence, afin d'assurer la domination de la classe bourgeoise, ainsi que son mécanisme d'oppression, qui est actuellement la démocratie bourgeoise. Ces corps policiers et militaires mènent une guerre constante contre le peuple, déchaînent une violence systématique par la répression, l'application de la contre-insurrection, répandent la décomposition, soutiennent les groupes paramilitaires et défendent la propriété privée de la grande bourgeoisie. La violence est un mécanisme intrinsèque au capitalisme pour opprimer et réprimer toute tentative de remplacement, elle naît des relations capitalistes soutenues par la dépossession, elle est appliquée pour défendre sa forme de propriété et son appropriation de la richesse sociale, c'est pourquoi la construction d'instruments de lutte supérieurs est nécessaire pour faire face à la violence de l'État, pour défendre les droits du peuple. Le peuple organisé a le droit légitime et la nécessité de recourir à l'organisation militaire pour défendre la construction de son pouvoir politique. Le révolutionnaire doit comprendre ce phénomène afin d'organiser correctement l'autodéfense armée des masses. Le déploiement de la puissance et des compétences militaires est une nécessité qui doit être assumée avec responsabilité, et non une aventure ou un événement émotionnel. Lancer une offensive militaire implique d'avoir la certitude de la poursuivre, de l'existence des différents piliers de la révolution consolidés, car le révolutionnaire ne cherche pas la violence pour la violence, mais répond à la violence réactionnaire et défend la construction du pouvoir révolutionnaire, et doit également analyser la situation politique et le contexte afin de gagner les masses à la révolution. La préparation politico-militaire est fondamentale, aujourd'hui comme hier, c'est un principe fondamental de notre projet politique, c'est un pilier essentiel qui assure la défense des masses organisées autour de la révolution, un devoir pour quiconque cherche à garantir les droits des larges masses laborieuses de notre pays. Nous sommes dans la phase de consolidation et de développement du parti et de l'armée populaire, nous mettons en œuvre les méthodes et les prémisses de la construction révolutionnaire, pour garantir un développement solide sur la base d'une direction collective caractérisée par son homogénéité politique et composée de professionnels de la révolution. Nous, militants du PDPR-EPR, sommes appelés à poursuivre notre préparation politico-militaire, à développer les piliers de la révolution et à renforcer chacune de nos structures organisationnelles, c'est 60 ans de croissance, la révolution socialiste continue d'être une nécessité, le caractère violent et criminel de l'État bourgeois demeure, malgré les mécanismes médiatiques, la violence d'État et la décomposition capitaliste persistent, cette réalité nous oblige à garder à l'esprit notre slogan et à être prêts à faire face à toute adversité, n'oublions pas camarades, nous sommes en guerre !

El Insurgente n.235, mai, 2024



Lettre de AYTEN ÖZTÜRK

collectif secours rouge marseille

En tant que Collectif Secours Rouge Marseille, nous défendons l'identité politique des prisonniers révolutionnaires et nous soutenons la résistance anti-impérialiste. La répression, les prisons, sont des éléments à laquelle le mouvement révolutionnaire a été historiquement contraint de faire face. Nous savons que la meilleure façon « d'aider » les camarades en prison est de faire de la politique, de s'organiser, de lutter, dans le territoire, sur le lieu de travail. Cependant, nous pensons qu'il est nécessaire, trouver un espace spécifique, en ce qui concerne la question de la répression et des prisons. Ces dernières années, plusieurs organisations ont tenté de briser le mur du silence qui entoure les prisonniers révolutionnaires. Comme les camarades de Samidoun, en ce qui concerne le problème des prisonniers palestiniens (samidoun.net/fr) et les camarades du Secours Rouge International (secoursrouge.org).
Comme Collectif Secours Rouge Marseille, nous participons a la campagne pour la défense des révolutionnaires prisonniers et a la campagne contre l'OTAN promu par le Front anti-impérialiste (anti-imperialistfront.org). Nous avons traduit la lettre de la camarade turque AYTEN ÖZTÜRK. Une femme, une camarade de la gauche révolutionnaire, qui lutte contre le fascisme turc. Son courage, sa force sont un exemple pour nous tous, pour tous les exploités.



Lettre de AYTEN ÖZTÜRK

En juillet, deux peines de prison aggravées ont été prononcées à mon encontre. En 2008, j'ai reçu une condamnation fondée sur la déclaration d'un diffamateur relatant que j'ai « […] regardé le lynchage depuis le trottoir » ce qui constitue une charge contraire à la loi et au droit.
Ce détracteur est l'un des accusés dans cette affaire. Il est clair qu'il a fait cette déclaration pour ne pas être inculpé : ce qui a en partie fonctionné puisqu'il a reçu une réduction de peine grâce à cette fausse déclaration.

La manière dont ce jugement injuste et illégal a été prononcé est exemplaire pour montrer en quoi la justice se sert de cette affaire pour s'acharner contre tous les résistants.
Le 8 mars 2018, j'ai été arrêté à l'aéroport Rafic Hariri au Liban en raison d'un problème avec mon passeport. Après 6 jours de détention au Liban, j'ai été emmenée de force en Turquie par les autorités turques, de manière non officielle et illégitime, dans un avion privé, menottée dans le dos, les yeux bandés et un sac sur la tête.

A la suite d'accords secrets conclus avec le Liban, mon transfert en Turquie a été complètement caché. Ma famille, mes proches, mes connaissances et des inconnus qui avaient entendu parler de ma disparition m'ont cherché partout pendant six mois. Mon père, pour qui la situation était insupportable, est décédé dans d'atroces souffrances. Il n'a jamais su que j'étais en vie.
Quand on m'a fait descendre de l'avion, on m'a scotché la bouche pour que personne ne puisse m'entendre, et la première chose qu'on m'a faite a été de me déshabiller !

J'ai été enfermé dans une minuscule cellule dans un centre de torture tenu secret pendant six mois. En plus des jours et des mois de torture psychologique, j'ai subi de la torture physique : électricité, électrochocs, agressions, tentatives de viol, noyade, enfermement dans un cercueil, écoute forcée des cris de détenus subissant la torture …
J'ai perdu 25 kilos, j'ai 898 cicatrices sur mon corps. Pendant 6 mois, ils m'ont privé d'air libre, de lumière naturelle et de visages humains. Une absence totale d'humanité !
Ils connaissaient ma famille et savaient que je portais des idées socialistes révolutionnaires. Pendant six mois, ils ont voulu que j'abandonne mes idées et que je fasse de fausses déclarations, que je dénonce des personnes que je ne connaissais pas.

Le fait que j'ai perdu ma sœur, mon frère et ma tante dans la lutte révolutionnaire, que j'ai été emprisonnée dans la lutte démocratique a suffi pour que je sois considérée comme une « cible potentielle », une menace par les tortionnaires. Malgré le fait que j'ai perdu la santé dans cette cellule de torture, je ne me suis pas soumise à ce qu'ils voulaient c'est à dire dénoncer des personnes que je ne connaissais pas, en faisant de fausses déclarations. J'ai essayé de tenir bon et de résister de toutes mes forces, à toutes les tortures dégradantes, aux douleurs, à l'isolement et au vide. Résister était mon « crime » !

Oui, j'ai résisté malgré les blessures infligées à mon corps et à mon âme. J'ai lutté dur pour ne pas perdre la tête. Le 29 août 2018, dans la soirée, les tortionnaires m'ont abandonné en secret dans un champ à Ankara, j'étais alors dans un état déplorable. Immédiatement après cet abandon de la part des tortionnaires, j'ai été placée en garde à vue par la police politique d'Ankara suite à un soit disant signalement. Après trois jours de garde à vue, j'ai été déférée devant le procureur et le juge, ils ne m'ont même pas dénié me regarder, refusant de considérer les actes de tortures visibles dans ma chaire ! J'ai été arrêté sur la base d'un signalement de source inconnue, sans qu'on ne me pose aucune question sur la façon dont j'étais arrivée dans ce champ, pourquoi j'y étais et quant à mon état presque déshumanisé.

Il serait plus exact de dire : « Il y a eu un signalement fictif qui a pu servir de prétexte à mon arrestation ».
Lors de mon arrestation, j'ai été emmené au SEGBIS en lien avec les faits de lynchage qui se sont déroulés en 2008. J'ai été jugée sur la base d'une fausse déclaration selon laquelle j'avais assisté au lynchage d'un violeur dans un quartier d'Istanbul. Lors du premier procès, j'ai été relaxée et libérée puisque le dossier ne s'appuyait sur aucun élément concret, seulement sur ce faux témoignage.
Toutefois, j'ai été à nouveau arrêtée, dans le cadre d'un dossier « bidon ». Celui-ci a été ouvert lorsque les tortionnaires m'ont abandonnée sur le terrain d'Ankara. Après un long processus, les deux dossiers ont été fusionnés.

Mon procès pour l'affaire du lynchage à Istanbul a alors été réouvert. L'acte d'accusation lié à ma présence sur le terrain d'Ankara, a été ignoré. Ainsi, a aussi été ignoré les faits que j'ai été abandonnée sur un terrain et torturée pendant six mois. J'ai été emprisonnée pendant environ 3,5 ans. Pendant cette période, j'ai décrit les tortures verbalement devant tous les tribunaux et j'ai porté des plaintes pénales. Malgré cela, la torture n'a pas fait l'objet d'une enquête et une décision de « non-poursuite » a été rendue. il n'y avait pas une seule raison pour mon maintien en détention et j'ai été puni à la place des tortionnaires.

J'ai été la seule personne arrêtée dans l'affaire du « lynchage » à Istanbul, parmi une vingtaine de personnes présentes. Après 3,5 ans d'emprisonnement, j'ai été condamnée à deux peines de réclusion à perpétuité en juin 2021 et libérée avec une ordonnance de « ne pas quitter le domicile ». Même la cour de justice qui m'a condamnée à deux peines de réclusion savait que celles-ci n'étaient pas justes. Combien de personnes n'effectuent pas leurs peines de réclusion à perpétuité, qui plus est deux, en prison ?
La première période de mon emprisonnement s'est déroulée sans bracelet électronique. Après un certain temps, j'ai été assignée à résidence et pendant 2,5 ans avec des bracelets électroniques. Pendant mon assignation à résidence, la torture psychologique a

continué sous la forme d'une « surveillance ». Les bracelets électroniques à mes chevilles ont été changées au moins 15 fois. Ma maison a été perquisitionnée cinq fois. Et aucune infraction pénale n'a été constatée.

Le centre de surveillance des bracelets électroniques d'Ankara m'appelait et me « contrôlait » à toute heure du jour et de la nuit. Des agents du bureau de probation sont venus à mon domicile plusieurs fois au motif de « contrôle du remplacement des menottes et de signature ». Des policiers venaient toujours à ma porte même à 5 heures du matin. J'étais constamment harcelée par un véhicule blindé qui passait devant la maison.

Même pour aller à l'hôpital, je devais informer toutes les institutions mentionnées ci-dessus, et avoir l'autorisation du tribunal. Je ne pouvais pas me rendre à l'hôpital tant que le tribunal ne me donnait pas son autorisation. Malgré le fait que je n'ai jamais enfreint l'assignation à résidence, les actes illégaux n'ont pas pris fin. Le 6 février 2024, suite aux événements qui ont eu lieu au tribunal de Çağlayan, mon domicile a été perquisitionné. J'ai été arrêtée et détenue à nouveau. Je suis toujours en détention illégale malgré le fait qu'il n'existe pas de faits réels pour les accusations portées à mon encontre dans le cadre de l'assignation à résidence strictement surveillée.

- 6 mois de torture,
- 3,5 ans de prison,
- 2,5 ans d'assignation à résidence,
- Une nouvelle arrestation sur la base de fausses accusations,
- tout cela a été maintenu pendant toute la durée de la détention…

De plus, alors que la possibilité que je sois relaxée était quasi certaine, mon dossier a été mis en lumière et traité rapidement dans un seul objectif : me détruire. Et ce parce que j'ai dénoncé la torture et le centre de torture, parce qu'ils parce que je n'ai dénoncé personne, parce qu'ils veulent m'intimider et me faire taire. Ils ont réalisé qu'ils ne peuvent pas me faire taire. Ils regrettent de ne pas m'avoir tué.
Ils veulent me faire disparaître. Ils essaient en vain !
Même quelqu'un qui ne connaît pas la loi sait que « regarder un lynchage depuis un trottoir » ne peut pas être un fait puni par 2 peines de réclusion à perpétuité, et ce sans aucune preuve concrète.

Il est très clair que cette décision est une décision politique ayant pour but de couvrir la torture. Ce jugement n'a pas d'équivalent juridique.
Je suis punie sur la base d'allégations abstraites alors que la torture est concrète, les plaies sur mon corps en témoignent ainsi que les rapports médicaux et les déclarations détaillées que j'ai relaté. Ils veulent m'enterrer vivante dans la tombe !
Me condamner à l'isolement à perpétuité est une continuation de la torture. La torture est un crime contre l'humanité. La torture n'a pas d'amnistie, pas de délai de prescriptions.

N'oublions pas, la vérité finit toujours par éclater.
La justice est le fossoyeur de toutes les tyrannies.
L'injustice est le poison qui coule dans nos veines
J'appelle tous les défenseurs de la loi, notre peuple, les journalistes, les intellectuels, les artistes, les écrivains… tous les courants démocratiques à dénoncer cette injustice. Par notre unité, nous créerons la justice. Je salue passionnément avec ardeur, tous ceux qui résistent, luttent et me soutiennent.

Ils peuvent m'enterrer vivante, mais ils ne peuvent pas me séparer de vous…
Avec la conviction que nous conquererons la justice et la liberté…
Prenez soin de vous et gardez espoir.

(Remarque : je ne laisserai pas vos lettres sans réponse tant qu'elles me parviendront).

1 No'lu F Tipi Hapishanesi
Kandıra-KOCAELİ
A12-34

AYTEN ÖZTÜRK
août 2024



Mémoire historique: la lutte armée en Italie

Nous concluons notre recherche sur les courants politiques radicaux italiens qui ont émergé dans les années 1960-70 par un entretien avec un camarade du Secours Rouge International de Rome. Dans les numéros précédents, nous avons analysé les hypothèses théoriques du courant ouvriériste italien, le même courant qui a influencé l'Autonomia en Italie[1]*. Nous pensons qu'il est impossible d'analyser le débat théorique qui a eu lieu dans les années 60 et 70 en Italie sans se concentrer sur l'une des expériences les plus significatives, les Brigades Rouges. Les B.R. représentaient l'une des rares expériences organisées qui posaient concrètement le problème de la combinaison de l'autonomie prolétarienne, de la lutte anti-impérialiste et du développement d'une organisation communiste dans un contexte urbain en Europe. Ses limites, sa défaite, ne doivent pas être négligées, mais elle reste une des expériences concrètes qui s'est directement confrontée au terrain politico-militaire. Aujourd'hui encore, des militants des Brigades Rouges sont enterrés dans les prisons italiennes, à eux va notre solidarité.*

Le long 68 italien a duré au moins 10 ans. Le cycle de lutte de la classe, les contradictions et le retard économique de l'Italie ont certainement joué un rôle, mais quelles étaient pour vous les spécificités de la gauche révolutionnaire italienne ?

Le long '68 italien a été un fait spécifique dans le contexte des Pays occidentaux, des Pays du centre impérialiste. Évidemment y ont joué différentes causes, une combinaison particulière. On peut discerner la principale dans la jonction entre le développement d'une composition de classe extrêmement concentré et un tissu militant, historique, du mouvement communiste, dense et vivant. Les années 50, avec un impétueux développement industriel et son modèle fordiste (grande échelle de production à la chaîne de montage), avaient vu un véritable phénomène de migration interne. Des centaines de milliers (probablement plus d'un million) de prolétaires et paysans pauvres avaient quitté les terres du sud mais aussi des provinces rurales du nord, pour s'entasser autour des pôles industriels. Milan, Turin, Gènes, Rome, Naples devenaient aussi des métropoles au sens moderne du terme. L'organisation fordiste de la production façonnait une classe ouvrière nombreuse et déqualifiée qui vivait rapidement un rapport d'hostilité à un travail hyper parcellisé, aliénant et abrutissant. L'expérience partagée au quotidien par des masses concentrées en faisait un terrain de socialisation, de prise de conscience qui, de plus, s'alimentait des conditions de vie urbaine, là aussi dégradées mais en quelque sorte communautaire. Enfin s'y sont crées des conditions favorables à une recomposition de classe dans les luttes qui allaient éclater à partir de 1960. Luttes caractérisé par l'émergence de cette nouvelle classe ouvrière, par sa radicalité vis-à-vis du monde de l'usine et de la vie imposée.

Mais il n'y avait pas que cette évolution objective dans le mode de production capitaliste, il y avait aussi une base d'appui dans la composition subjective, politique de la classe. A savoir, une consistance du mouvement communiste, notamment l'héritage, le prestige de la Résistance antifasciste. Dans les année '50 cela avait supporté la résistance contre une répression dure contre toute lutte prolétarienne, le régime de la Démocratie Chrétienne agissant dans la logique de la «guerre froide». Le PCI rassemblait et canalisait cette résistance et, tout en œuvrant dans sa perspective révisionniste, alimentait encore l'identité communiste au sein du prolétariat. C'est pourquoi les nouvelles luttes et les courants politiques du renouveau marxiste trouvèrent quand même un terrain fertile, la rupture avec le révisionnisme pouvant se dialectiser avec une conscience de classe diffuse, avec un prolétariat assez politisé. Ainsi se dégagèrent des courants – l'opéraisme, les organisations marxiste-léniniste-maoistes, tandis que d'autres étaient préexistantes (le bordiguisme, le trotskisme, l'anarchisme) – qui formèrent un mouvement d'ensemble après l'explosion sociale de '68/'69 Ce qu'on allait nommer «le mouvement». Probablement la principale spécificité italienne a été cette jonction entre une évolution des conditions objectives favorable à la lutte de classe et la consistance politique idéologique existante.

Dans les années 1970, plusieurs organisations révolutionnaires sont apparues en Italie, et parmi elles, nous pensons que les Brigades rouges étaient les plus avancées. Quels étaient les fondements théoriques et "pratiques" des Brigades Rouges ?

La riposte réactionnaire à la grande vague de '68/'69 a été rapide et tranchante : outre la répression policière dans la rue, les bombes, les attentats massacre, dont celui de décembre '69 dans une banque de Milan, avec ses 17 morts, en est le symbole. Ceci a imposé une rapide maturation du mouvement de classe. Et encore, les tensions internationales, les influences révolutionnaires en provenance d'Amérique Latine, de

[1] Dans le n.2, n.3, n.5 de Supernova

Chine, Viet Nam, Algérie (..) donnaient une forte tonalité aux débats, à l'élaboration politique et idéologique. Une figure de proue, l'éditeur G. Feltrinelli, joua un rôle comme relais internationaliste, comme pont entre les susmentionnés fronts révolutionnaires et les débats en cours en Italie. Ainsi s'est dégagée une tendance à transformer le gros potentiel exprimé par les luttes de masse sur un terrain de pratique offensive, armée, de caractère stratégique. Une tendance qui traversait un peu toutes les nouvelles formations de la «gauche extraparlementaire». A des degrés différents, toutes s'affrontaient aux questions et aux pratiques de la violence prolétarienne mais, évidemment, la différence se faisait sur le plan de la conception stratégique, des projets politiques d'envergure. Et c'est là, justement, que les BR se posèrent comme le projet le plus audacieux et conséquent. Le noyau promoteur se décanta dans une coordination de comités de lutte de Milan, avec l'apport des militant(e)s en provenance d'autres milieux significatifs – l'université de sociologie de Trento, des jeun(e)s communistes de Reggio Emilia. Le débat et l'intense initiative de lutte se récoltaient dans une revue Sinistra Proletaria (Gauche Prolétarienne) ou, justement, on synthétisait les nouvelles pratiques de masse avec la rupture théorique d'avec le révisionnisme du PCI et la dialectique avec les influences internationales. On récupérait le marxisme-léninisme, avec ses expressions plus avancés sur les scénarios de guerre de libération anticoloniale et des processus de révolution socialiste comme en Chine, Cuba, Viet Nam. Donc la «théorie de la guerre de peuple», de longue durée, fruit de la révolution en Chine, autant que la «théorie foquiste» des Cubains, de Che Guevara. Et même avec un peu d'éclectisme, considérant qu'on était sur un terrain d'expérimentation tout nouveau, sans points d'appui dans le mouvement communiste italien historique, le PCI traitant en ennemis la gauche extraparlementaire ; en ne trouvant pas des relais dans une scission consistante, sur des bases révolutionnaires, au sein du PCI. Donc, il fallait «tout inventer».

Par contre le mouvements de lutte, très intense et diffus, offrait un terrain d'expérience pratique en quantité et qualité. Le cycle des grèves ouvrières de 1969 a marqué un record historique, et même sur le plan mondial reste un des plus haut pics atteints, tout en déclenchant un cycle qui s'est maintenu à un haut niveau jusqu'au pic de 1973. Là dedans les cortèges internes aux usines, comme véritable «arme de masse», les grèves sauvages, la contestation de la hiérarchie et de toutes décisions patronales, étaient répandues, étaient le quotidien d'une classe ouvrière jeune et rebelle. On en arrivait aussi à des pratiques telles que l'incendie des voitures des chefs, à des guet-apens en bas de leurs domiciles. Voilà tout un terrain de pratique que les organisations pourraient assumer et les transformer dans une perspective politique. Lotta Continua, Potere Operaio, et autres groupes mais, surtout les BR ont opéré ce passage politico-organisationnel. C'était les prémisses du concept stratégique «praxis-théorie-praxis» développé ensuite par les BR, et qui en fera un point de force.

Quelle était la relation entre l'organisation révolutionnaire et l'autonomie de classe dans l'expérience des Brigades Rouges ?

Comme on peut comprendre de ce qu'on vient de dire, le rapport entre l'autonomie de classe et les organisations principales, dont les BR, était un rapport fort, vital. Tout(e)s les militant(e)s de l'époque provenaient des différents milieux de cette autonomie de classe en plein développement. Parfois en étaient des avant-gardes reconnues. Et les comités autonomes étaient souvent à la tête des luttes, tout en n'étant qu'une partie de ce qu'était l'autonomie de classe exprimée par ces luttes. La grande divergence qui allait se créer était, par contre, sur la façon de concevoir la perspective politique pour cette force de masse. Tandis que la future «Autonomie Ouvrière organisée» concevait un développement en quelque sorte linaire, ascendant, par structuration directe sur le territoire – le «contre-pouvoir» lié directement aux luttes locales - les BR posaient le saut de qualité nécessaire pour lancer un processus révolutionnaire, de longue durée, finalisé à la prise de pouvoir. Les BR concevaient une séparation dialectique entre différents plans de lutte et formulaient la clandestinité comme plan principal autour duquel construire l'Organisation stratégique (tendantiellement le Parti Combattant), pour pouvoir soutenir l'affrontement armée vis-à-vis de l'Etat. Durant toute leur phase ascendante, elles ont démontré la validité de ce lien dialectique. On peut même dire que c'était leur grande réussite. D'autant plus que, au contraire, la décision militariste qui s'imposa par la suite (après 1978 et le retentissant succès de l'opération Moro) épuisa cette source fondamentale, créant des conditions de progressif déracinement de classe.

Tout en résistant et en conservant une dimension opérationnelle jusqu'au début des années 2000, les Brigades Rouges, dans leurs différentes composantes, ont été politiquement isolées. Les camarades des Brigades rouges ont subi la répression, les exécutions, la torture, mais nous pensons qu'il y a aussi une défaite historique, qui a touché l'ensemble du mouvement ouvrier international à la fin des années '80. Quelles sont les principales causes de la défaite de le organisations communistes combattantes?

Justement vous évoquez une dimension historique de défaite de classe pour celle des années '80. Et internationale, suivant la vague neoliberale et réactionnaire que ira déferler partout. Ceci pour comprendre le poids des facteurs objectifs, pour relativiser nos erreurs, nos manquements. Pourtant d'autres mouvements et organisations révolutionnaires dans le monde ont su affronter et surmonter cette phase difficile, et dans des conditions locales très dures (Pérou, Inde, Turquie, Philippine..) Donc il y a bien un gros problème sur le plan politique stratégique. Évidemment il y a des points de vue, des analyses divergentes pour évaluer causes et conséquences. Mais ce sera dans un nouveau passage politique de synthèse et proposition de

solutions qui se donnera une définition plus précise et capable de reprendre le chemin. Un des éléments qui a le plus pesé négativement, à partir de la scission qu'on indiquait avant, entre le développement de la guérilla et la dynamique de l'autonomie de classe, a été la dérive militariste. Dérive fondé sur une lecture mécaniste de la crise capitaliste et sur une rapide précipitation de la lutte de classe en guerre civile déployée. Plutôt que de apprendre à gérer sur une longue durée les acquis des phases précédentes, de l'affirmation de l'Organisation armée comme sujet politique incisif, protagoniste au milieu de la lutte de classe, on a accéléré sur le plan militaire. Sur quoi l'Etat a su riposter, non seulement en élevant sa violence à un niveau face auquel les organisations se sont démontrés inadéquates, mais encore plus faisant exploser leurs faiblesses et contradictions internes. Il faut dire que ces sont ces dernières qui ont le plus pesé dans la défaite. Les causes internes. Qui, d'ailleurs, correspondent à une plus générale crise du mouvement communiste international. Il y a, à l'évidence, des nœuds de crise qu'on arrive pas a dénouer. Ça nécessite de maintenir ouvert un champ de recherche et réflexion, ample et profond, tout en le liant à la présence active au sein de mouvements de classe ; ou, plus, à des nouvelles tentatives politico-organisationnelles, à des nouvelles tentatives de mise en pratique de projets adéquates.

En France, l'expérience des organisations communistes combattantes en Italie a souvent été mythifiée ou diabolisée, entre ceux qui présentent ces expériences comme anarchistes ou ceux qui pensent qu'elles ont été "guidées" par des agents secrets (américains, russes, etc.). En France, dans l'historiographie officielle ou militante, il est difficile de trouver des documents qui défendent l'identité politique de ces expériences. Quelles sont, selon vous, les principales indications que cette expérience historique (les Brigades rouges et, plus généralement, le rôle de la lutte arme dans les années 1970) donne aux nouvelles générations de militants révolutionnaires d'aujourd'hui ?

On peut terminer, justement, sur les acquis historiques qu'on peut considérer essentiels et transmissibles aux nouvelles générations. Tandis que la recherche des solutions incombe aux parcours concrets qui seront développés. La première considération : une phase de luttes de classes ascendante oblige à un certain point à une choix politique stratégique. On ne peut pas s'éterniser sur le plan des luttes immédiates, de caractère revendicatif, économique, social. Soit dans des contextes favorables, avec un développement impétueux des mouvements (comme ça a été le cas avec le cycle '68/'73 en Italie), soit dans des contextes de constantes et fortes tensions des contradictions (le cas diffus dans les pays du Tricontinent), l'Etat impose ses solutions : la récupération réformiste (le rôle joué par le PCI et les syndicats) et l'agression répressive jusqu'à des moyens terroristes. Et les deux en parallèle, dans une articulation non déclarée. On a d'ailleurs traité dans les textes du réformisme et du terrorisme d'Etat comme de deux volets fonctionnels, à se rattacher dans la stratégie globale de «contre-révolution préventive». Face à ça, le mouvement à «prétention» révolutionnaire se trouve coincé : soit il affronte la guerre, en élevant son niveau de combat et mûrissant son authenticité révolutionnaire ; soit il doit reculer, acceptant la récupération réformiste et rentrant sur le bords institutionnels. C'est un dilemme qu'on peut voir dans nombre des scenarios dans le monde, un dilemme qui se représente puis suivant les tournants de la lutte, ses victoires et ses défaites. Une bataille qui n'est jamais acquise d'une façon absolue, qui demande plutôt une capacité de critique/autocritique, bilan et redéfinition ponctuelle. Le grand acquis des années 70 ça a été justement celui là, d'avoir eu le courage d'assumer ce saut politique stratégique. Il suffit de lire tous les premiers textes, depuis Sinistra Proletaria et Potere Operaio, pour en mesurer la consistance, la profondeur d'analyse et de référence au patrimoine marxiste-léniniste, et la référence aux révolutions en marche dans le monde. Rien à voir avec une insurection de type spontanée, de radicalisation des luttes ou de guérilla anarchisante. Et un acquis fondamental, novateur, dérivant de ces analyses et des pratiques qu'on démarrait, ce fut le concept de l'unité du politico-militaire. Un concept qui façonna la construction des forces et la conduite de ce processus révolutionnaire au cœur des métropoles impérialistes. Pas une nouveauté absolue mais quand même une définition plus précise par rapport aux références historiques, surtout en Europe. Un concept qui assume la dialectique fluide entre l'expression politique du conflit de classe et sa tendance à se transformer en guerre. Construire organisation et une praxis basés sur cette dialectique. Ça a été la grande réussite dans le cycle '70/'80. En s'alimentant des influences internationales et alimentant, à son tour, un internationalisme militant qui assurait toute autre dialectique avec les forces révolutionnaires plus importantes (par exemple avec les Palestiniennes). La lutte révolutionnaire en Italie accéda au niveau du sujet politique comme jamais auparavant, avec un poids précis et incisif dans la scène politique. Aux nouvelles génération de reprendre un chemin qui, avec toutes les corrections et novations nécessaires, sache atteindre les hauteurs de la lutte pour le pouvoir, d'un nouveau assaut au ciel.



Le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera inévitablement l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée

Leniné

3 euros